

PROGRAMME D' ACTIONS PRIORITAIRES (2009 – 2010)

République Démocratique du Congo



MINISTÈRE DU PLAN

LA RDC EN RECONSTRUCTION

**PROGRAMME D' ACTIONS PRIORITAIRES
(2009 – 2010)**

MAI 2009

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
DU CONGO**
MINISTÈRE DU PLAN

**PROGRAMME D' ACTIONS PRIORITAIRES
DE LA STRATEGIE DE CROISSANCE ET
DE REDUCTION DE LA PAUVRETE
(2009-2010)**

Mai 2009

SOMMAIRE

LISTE DES ACRONYMES

PREAMBULE

PREMIERE PARTIE : DESCRIPTION NARRATIVE DU PROGRAMME

- I. LEÇONS TIREES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA SCRP (PAP 2007-2008)**
- II. VISION ET OBJECTIFS QUANTITATIFS DU PROGRAMME D'ACTIONS PRIORITAIRES 2009-2010**
- III. COUT ET FINANCEMENT DU PROGRAMME D'ACTIONS PRIORITAIRES 2009-2010**
- IV. PRINCIPAUX AXES DU PROGRAMME D'ACTIONS PRIORITAIRES**

4.1. Gouvernance

- 4.1.1. *Gouvernance Sécuritaire*
- 4.1.2. *Lutte contre les Violences sexuelles*
- 4.1.3. *Gouvernance Judiciaire*
- 4.1.4. *Gouvernance Locale*
- 4.1.5. *Gouvernance Politique et Administrative*
- 4.1.6. *Gouvernance Economique*

4.2. Croissance Économique

- 4.2.1. *Agriculture et Développement rural*
- 4.2.2. *Infrastructures des routes et Transports*
- 4.2.3. *Industries, Services et Emploi*
- 4.2.4. *Secteur bancaire*
- 4.2.5. *Postes et Télécommunications*
- 4.2.6. *Énergie*
- 4.2.7. *Mines*
- 4.2.8. *Hydrocarbures*
- 4.2.9. *Forêt*
- 4.2.10. *Tourisme*

4.3. Services sociaux de base

- 4.3.1. *Éducation*
- 4.3.2. *Santé*
- 4.3.3. *Eau et Assainissement*
- 4.3.4. *Protection sociale*
- 4.3.5. *Lutte contre la pauvreté urbaine et Habitat*
- 4.3.6. *Promotion du Genre*

4.4. VIH/Sida

4.5. DYNAMIQUE COMMUNAUTAIRE

V. CADRE INSTITUTIONNEL ET DISPOSITIF POUR LE SUIVI DU PROGRAMME D' ACTIONS PRIORITAIRES 2009-2010

DEUXIEME PARTIE : MATRICES DES ACTIONS SECTORIELLES

ANNEXES : TABLEAU SUR LE CADRE MACROECONOMIQUE A MOYEN TERME

LISTE DES ACRONYMES

AN	: Assemblée Nationale
ANAPI	: Agence Nationale pour la Promotion des Investissements
BAD	: Banque Africaine de Développement
BCC	: Banque Centrale du Congo
BCMI	: Banque de Coordination des Marchés d'Infrastructures
BDD	: Province du Bandundu
BI	: Budget d'Investissement
BIT	: Bureau International du Travail
BM	: Banque Mondiale
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
BUNEP	: Bureau National de l'Emploi et de la formation professionnelle
CADECO	: Caisse d'Epargne du Congo
CDMT	: Cadre des Dépenses à Moyen Terme
CEI	: Commission Electorale Indépendante
CENAREF	: Cellule Nationale des Renseignements financiers
CENI	: Commission Electorale Nationale Indépendante
CEPI	: Cellule d'Etudes et de planification Industrielle
CLD	: Comité Local de Développement
CINAT	: Cimenterie Nationale
CIS	: Centre d'Impôts Synthétiques
CNP	: Centre National de Péréquation
COMESA	: Marché Commun des Etats d'Afrique Australe
COPIREP	: Comité de Pilotage et de Reforme des Entreprises Publiques
CPCM	: Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique
CSDMT	: Cadre sectoriel des dépenses à Moyen Terme
CTB	: Coopération Technique Belge
CTR	: Comité Technique de suivi des Réformes
DDR	: Démobilisation, Désarmement et Réinsertion
DEME	: Direction d'Etudes Macroéconomiques
DEP	: Département d'Etudes et de Planification
DFID	: Département For International Développement (Département Pour le Développement International)
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGRAD	: Direction Générale des Recettes Administratives et Domaniales
DPSI	: Documents des Politiques et Stratégies Industrielles
DSCR	: Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
DTO	: Direction du Trésor et de l'Ordonnancement
DVDA	: Direction des Voies de Desserte Agricole
EQ	: Province de l'Equateur
ESB	: Etats de Suivi Budgétaire
ESURS	: Enseignement Supérieur et Universitaire et Recherches Scientifiques
FAO	: Programme Mondiale de l'Alimentation
FEC	: Fédération des Entreprises du Congo
FMI	: Fond Monétaire International
FONER	: Fond National d'Entretien Routier
FPI	: Fond de Promotion de l'Industrie
FPID	: Fond de Promotion des Inventions et Découvertes

FRPC	: Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance
GDTF	: Gestion Durable des Terres et Forêts
GECAMINES	: Générale des Carrières et des Mines
GEFAE	: Genre, Famille et Enfant (Ministère)
GTZ	: Coopération Technique Allemande
IDA	: Association Internationale de Développement
IEM	: Institut d'Enseignement Médical
IGF	: Inspection Générale des Finances
INPP	: Institut National de Préparation Professionnelle
IO	: Infection Opportuniste
IST	: Infection Sexuellement Transmissible
ITIE	: Initiative pour la Transparence dans la gestion de l'Industrie Extractive
ITM	: Institut des Techniques Médicales
MONUC	: Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo
NBK	: Nouvelle Banque de Kinshasa
NTIC	: Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OCC	: Office Congolais de Contrôle
OCPT	: Office Congolais des Postes et Télécommunication
OFIDA	: Office des Douanes et Assises
OGEDEP	: Office de Gestion de la Dette Publique
OHADA	: Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
OMD	: Objectif du Millénaire pour le Développement
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
ONATRA	: Office National des Transports
ONEM	: Office National de l'Emploi
ONU	: Organisation des Nations Unies
ONUDI	: Organisation des Nations Unies pour le Développement de l'Industrie
OR	: Office des Routes
PAG	: Projet d'Appui au renforcement de la Gouvernance
PAP	: Programme d'Actions Prioritaires
PDRHS	: Plan de développement des Ressources Humaines pour la Santé
PME	: Petites et Moyennes Entreprises
PMURR	: Programme Multisectoriel d'Urgence, de Réhabilitation et de Reconstruction
PNC	: Police Nationale Congolaise
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PO	: Province Orientale
PROCER	: Programme de Création d'Emplois Rémunérés
PTS	: Programme Transitoire Simplifié
PTT	: Poste, Téléphone et Télécommunication
PVVIH	: Personne Vivant avec le VIH
RDC	: République Démocratique du Congo
REDD	: Réduction des Emissions dues au Déboisement et à la Dégradation
REGIDESO	: Régie de Distribution d'eau
RHS	: Ressources Humaines pour la Santé
RSA	: République Sud-Africaine
RVA	: Régie des Voies Aériennes
RVF	: Régie des Voies Fluviales

SCR	: Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
SENARC	: Secrétariat National pour le Renforcement des Capacités
SIDA/VIH	: Syndrome d'Immuno-Déficience Acquis/Virus d'Immunodéficience Humaine
SNCC	: Société National de Chemin de fer du Congo
SNEL	: Société Nationale d'Electricité
SOCIGAZ	: Société du Gaz
SOSIDER	: Société Sidérurgique de Maluku
SRSS	: Stratégie de Renforcement du Système de santé
STE	: Société Tenke Fungurume
TBS	: Taux Brut de Scolarisation
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
UE	: Union Européenne
UNFPA	: Fond des Nations Unies pour la Population
UNICEF	: Programme des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM	: Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme
UPPE-SRP	: Unité de Pilotage du Processus d'Elaboration et de Mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté
VIH	: Virus d'Immunodéficience Humaine
ZES	: Zones Economiques Spéciales
ZS	: Zone de Santé

PREAMBULE

Le Gouvernement met en place ce Programme d'Actions Prioritaires (PAP) pour la période 2009-2010 dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté. Ce PAP, document relais qui fait la transition entre la phase d'urgence et celle de développement durable, condense les investissements publics alignés par le gouvernement et les partenaires sur les axes stratégiques de développement.

Ce deuxième Programme d'Actions Prioritaires compile les missions assignées au gouvernement à travers les mesures et les projets qui contribueront à la **stabilisation de la situation sécuritaire à l'Est du pays**, à l'atténuation des effets de la crise financière internationale et alimentaire sur les résultats macroéconomiques globalement positifs enregistrés depuis le début du processus de relance en 2001, en vue de continuer à **améliorer sans relâche les conditions socio-économiques des populations**.

Il s'inspire des résultats et enseignements tirés de la mise en œuvre du PAP1 (2007-2008) et est cohérent avec les réformes nécessaires à la poursuite des efforts d'une part pour le désendettement du pays par **l'atteinte du point d'achèvement projeté à fin 2009** et d'autre part, pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Ce document fédérateur résulte de la volonté du gouvernement de mettre en place un instrument programmatique relais pour les deux années restantes dans la mise en œuvre de la SCRP, avant de se lancer dans le processus du DSCR de 2^{ème} Génération. A cet effet, le Budget d'investissement 2009, le Plan de stabilisation ainsi que le Pacte de performance actualisé par les partenaires au développement sont les principaux instruments d'opérationnalisation des actions retenues pour la tranche 2009, en vue de renforcer la cohérence des politiques sectorielles avec la SCRP. Tenant compte de son caractère glissant, dès 2010, l'opérationnalisation du PAP 2 sera axée sur les Cadres Sectoriels des Dépenses à Moyen Terme (CSDMT) pour les secteurs prioritaires retenus : l'éducation, la santé, les infrastructures des routes, l'agriculture et le développement rural. Ce PAP est sous-tendu par un cadre macroéconomique actualisé pour la période 2009-2010.

Il a donc pour ambition, en s'appuyant sur une gestion axée sur les résultats, de traduire les principales mesures en actions opérationnelles à même

d'assurer une croissance positive et de recentrer les ressources sur la réduction optimale de l'incidence de la pauvreté.

Son élaboration a impliqué l'ensemble des ministères sectoriels à travers les Directions des Etudes et Planification (DEP), les Groupes thématiques, le Comité Technique de suivi des Reformes (CTR), la Direction de Préparation et de Suivi du Budget (DPSB) ainsi que la Direction d'Etudes Macroéconomiques et la Direction de Programmation et Budgétisation (DPB), et ce, sous la coordination de l'Unité de Pilotage du Processus SCRP (UPPE-SRP). Après le diagnostic réalisé par les principaux experts de secteurs, il a été procédé à l'identification des interventions devant permettre le chiffrage des actions à retenir pour le PAP 2009-2010. Cette méthodologie s'apparente à celle utilisée pour le chiffrage des OMD. La démarche poursuivie à cet effet a consisté à :

- déterminer les interventions nécessaires sur la base d'un diagnostic approfondi ;
- définir les cibles ;
- déterminer les coûts unitaires des interventions ;
- évaluer les coûts connexes relatifs à la réalisation de chaque action et ;
- évaluer les ressources nécessaires.

La réussite du PAP 2 dépend de trois conditions critiques principales, à savoir : (i) la mobilisation et le décaissement effectif des fonds ; (ii) la mise en place d'un plan et d'un chronogramme opérationnels et réalistes par chaque ministère sectoriel en concertation avec les partenaires œuvrant dans le secteur ; et (iii) le suivi-évaluation sectoriel soutenu.

Le document comporte deux parties. La première partie est un condensé narratif des axes stratégiques des piliers de la SCRP. Elle décrit les actions prioritaires à mettre en œuvre pour atteindre ses principaux objectifs. La deuxième partie présente les matrices des actions opérationnelles sectorielles et donne des indications chiffrées sur les ressources financières alignées ainsi que les résultats qui sont attendus après la mise en œuvre effective de toutes ces actions.

PREMIERE PARTIE :

DESCRIPTION NARRATIVE DU PROGRAMME

I. LEÇONS TIREES DE LA PREMIERE PHASE DE MISE EN ŒUVRE DE LA SCRP (PAP I)

La mise en œuvre de la SCRP dans sa première année a été butée à un certain nombre des contraintes d'ordre divers.

1. Contraintes politiques

Les poches résiduelles contrôlées encore par des groupes armés récidivistes provoquent des appels à des ressources imprévues pour la restauration de l'autorité de l'État et la couverture urgente des besoins humanitaires. En effet, non seulement que le Programme DDR n'a pas encore atteint toutes ses cibles, mais aussi le processus de la formation d'une armée nationale, restructurée et intégrée est loin d'être achevé. Aussi, vu la complexité de la décentralisation, le Gouvernement a adopté une attitude de prudence mais qui retarde le processus de sa mise en place. En effet, l'ensemble du cadre juridique devant sous-tendre le processus n'est pas encore complet. Le processus de décentralisation de la SCRP n'a pas encore couvert l'ensemble des provinces.

2. Contraintes économiques et budgétaires

Le ralentissement du train des réformes a sensiblement entravé la gestion des finances publiques dont l'exécution a été fortement tributaire des conditions politiques et sécuritaires. Ce ralentissement est à la base de la faible mobilisation des ressources intérieures et du retard dans le décaissement des ressources extérieures. Il a également causé des déficiences dans la préparation, l'exécution et le suivi du Budget. En conséquence, la stabilité macroéconomique est demeurée précaire et le rythme de l'activité économique s'est ralenti. Toutes ces insuffisances n'ont pas permis au Gouvernement de conclure un nouveau programme avec le FMI appuyé par la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC). Il s'en est suivi que ce dernier n'a pu obtenir des appuis budgétaires nécessaires au financement des réformes institutionnelles à impact rapide (particulièrement celles du PAP). Par ailleurs, le non alignement du Budget sur les orientations stratégiques de la SCRP est à la base de sa faible internalisation au niveau des autorités et des administrations.

3. Contraintes humaines

La faible appropriation du programme des réformes par les administrations nationales a rendu difficile sa mise en œuvre et a réduit la capacité d'absorption du pays. L'assistance technique ponctuelle dont bénéficient certaines administrations ne s'inscrit pas dans une stratégie globale de renforcement des capacités. Ainsi, le retard dans l'adoption d'un programme national de renforcement des capacités est une contrainte majeure sur la mise en œuvre de la SCRP. Il en est de même de la faible capacité des administrations à élaborer les budgets-programme cohérents avec la SCRP. Cette lacune rend difficile la lisibilité des interventions publiques au regard des priorités telles que définies dans la SCRP.

4. Contraintes liées à l'information statistique

La faiblesse du système statistique pèse énormément sur les mécanismes de suivi-évaluation. Dans ce contexte, il est ainsi difficile d'évaluer l'impact des interventions publiques sur la pauvreté suite à l'absence d'une base des données statistiques portant sur les indicateurs des objectifs stratégiques de la SCRP. Il en est de même du déficit d'informations sur les financements des partenaires au développement malgré la mise en place de la Plateforme de Gestion de l'Aide et des investissements au niveau du Ministère du Plan. Cette dernière se bute à la faible collaboration de certains partenaires et agences d'exécution en matière de diffusion des informations concernant l'exécution de leurs programmes.

5. Les avancées

Malgré ces contraintes, l'évaluation de la mise en œuvre du PAP 2007-2008 montre que le Gouvernement a fourni des efforts significatifs dans le cadre de la pacification du pays et du rétablissement de la paix qui reste son objectif majeur. De même, en dépit de la conjoncture internationale difficile, couplée à cette préoccupation sécuritaire, le Gouvernement a maintenu l'économie dans le sentier d'une croissance positive et s'est efforcé de garder le cap d'une gestion prudentielle des affaires publiques.

Toutefois, conscient que les difficultés persistent et constituent un frein à l'accélération de la croissance et de la mise en œuvre effective de la SCRP, le Gouvernement reste déterminé à :

- *Consolider la paix retrouvée à l'Est du pays ;*
- *Poursuivre le processus de décentralisation et promouvoir la bonne gouvernance ;*
- *Poursuivre la consolidation de la stabilité macroéconomique retrouvée et la réalisation d'une croissance économique forte, durable et redistribuée, soutenue par un secteur privé dynamique ;*
- *Poursuivre dans le cadre de sa SCRP l'exécution des réformes structurelles indispensables à l'atteinte de ses objectifs macroéconomiques et de réduction de la pauvreté ;*
- *Améliorer la participation et renforcer le processus d'appropriation au niveau politico-administratif et de la population.*

II. VISION ET OBJECTIFS QUANTITATIFS DU PAP 2

2.1. Vision

Les consultations populaires qui ont prélué la mise en place de la SCRP ont indiqué clairement que les Congolais dans leur ensemble et leur diversité aspirent à la reconstruction d'une RDC forte et prospère en croissance économique, vivant en paix dans un Etat de droit, et assurant des services de qualité à la nation.

Il s'agit de construire le devenir de la RDC sur les valeurs et orientations suivantes :

- Une RDC en paix avec elle-même dans un Etat de droit retrouvé ;
- Un contexte sous régional pacifié et favorable à l'intégration économique ;
- Une pauvreté en voie d'éradication ;
- Une unité nationale et une intégrité territoriale consolidées ;
- Une population ayant accès aux services sociaux de base (éducation, santé, assainissement et eau potable) ;
- Une jeunesse bénéficiant d'un haut niveau d'éducation de qualité et de l'emploi ;
- Un secteur agricole dynamique, diversifié et moderne ;
- Une économie industrialisée, compétitive et pleinement intégrée dans les dynamiques d'échanges régionales et mondiales ;
- Une croissance démographique maîtrisée ;
- Des institutions fondées sur une gestion transparente et décentralisée des pouvoirs et ressources.

L'objectif ultime visé dans cette perspective par le Gouvernement est l'amélioration durable et effective des conditions de vie des populations.

2.2. Objectifs quantitatifs¹

2.2.1. Indicateurs macroéconomiques

Les récents travaux sur les effets de la crise financière internationale ont révélé que ses conséquences indirectes sur l'économie congolaise se feront sentir à travers le ralentissement de l'activité économique dans les pays demandeurs de nos produits d'exportation, la diminution de l'aide publique au développement à la suite de difficultés des finances publiques dans ces mêmes pays, ainsi que le ralentissement probable des investissements directs étrangers. Face à cette situation, le Gouvernement considère donc que la prise en compte des préoccupations d'accélération de la croissance et de réduction de la pauvreté nécessitera dans une première étape, un accroissement des dépenses publiques dans les infrastructures économiques de base et dans les secteurs sociaux. Cette stratégie doit s'appuyer sur un cadre macroéconomique stable à moyen terme, marqué par une croissance économique durable dans un contexte de stabilité des prix, des déficits budgétaires et du compte extérieur soutenables ainsi que d'une évolution maîtrisée de la masse monétaire.

A. Taux de croissance

L'objectif de croissance économique pour l'année 2009 de 2,7% devrait demeurer conforme à celui projeté au mois de mars 2009. Ce taux correspond à une baisse du revenu réel de 0,3% comparativement au taux de croissance démographique. Le ralentissement accentué de la croissance en 2009 serait dû à la diminution des exportations minières et à ses effets induits sur le reste de l'économie. Toutefois, il s'observe une reprise timide de la demande internationale observée à travers le comportement des cours des matières premières grâce principalement à la reconstitution des réserves stratégiques de certains pays émergents notamment, la Chine et l'Inde.

¹ Ces objectifs se réfèrent aux prévisions d'avril 2009.

A moyen terme, les perspectives de croissance devraient nettement s'améliorer à partir de l'année 2010. L'économie devrait enregistrer une croissance de 5,5 % en 2010 et 7,5% en 2011 sous l'impulsion principalement de la reprise de l'activité dans les secteurs miniers et de la construction. Ces secteurs exerceront un effet d'entraînement sur le secteur tertiaire. Du côté de la demande, la croissance serait expliquée par l'afflux des capitaux étrangers pour financer les infrastructures de base.

Ces perspectives de croissance seraient soutenues par des taux d'investissement qui passeraient de 22,9 % en 2008 à 24,4% en 2009 et atteindra 33,5% en 2010. En moyenne, les dépenses d'investissement public se situeraient à 13,4% du PIB sur la période, tandis que le taux d'investissement privé devrait se situer autour de 15,5 %. Les effets directs et indirects induits de l'accroissement de ces investissements sur la croissance, d'une année à l'autre, sont appréhendés sur la période dans le tableau n° 1 ci-dessous.

Tableau n° 1 : Evolution des croissances sectorielles sur la période 2008-10

	2008	2009	2010
Secteur primaire			
Agriculture, forêt, chasse et pêche	3	3	3,1
Industries extractives (mines)	11,4	-10,8	5,6
Secteur secondaire			
Industries manufacturières	2,7	0,8	2
Electricité et eau	-4,9	0,0	2,0
Bâtiments et travaux publics	3,6	4,1	6,0
Secteur tertiaire			
Commerce	12,3	8	9,0
Transports et communications	8,43	7,0	8
Services marchands	4,8	4,4	5
Services non marchands	4,2	3,2	3,5
Production imputée aux services bancaires	98,66	6	6
Croissance globale du PIB	6,2	2,7	5,5

Source : Comité Permanent du Cadre Macroéconomique (CPCM) et estimations et projections des services du FMI

Taux d'inflation

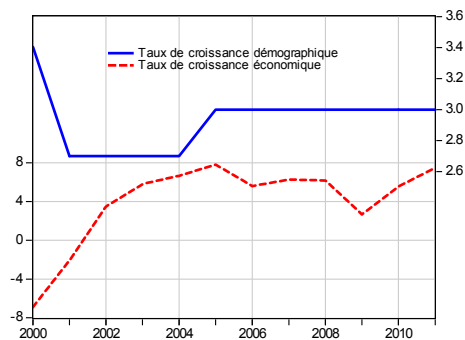
L'objectif du gouvernement en matière d'inflation est de maintenir la stabilité des prix dans le cadre d'un régime de change flottant. L'inflation en fin période est projetée à 31,2% en 2009. Ce niveau correspond à une progression du déflateur du PIB de 32,6%. Pour atteindre cette cible, le Gouvernement se doit de dégager un excédent budgétaire couvrant le déficit de trésorerie de la Banque centrale de manière à ce que sa position nette soit nulle sur l'année. Sur un horizon à moyen terme, les pressions inflationnistes observées en 2009 devraient sensiblement s'atténuer. Ainsi, l'inflation se replierait à 15 % en 2010 et 12% en 2011.

Le taux de change fin de période devrait se situer à 850 francs congolais le dollar américain en 2009. Ce niveau prend en compte le différentiel d'inflation entre la cible intérieure de 31,2 % et un taux d'inflation de 2% pour les principaux pays partenaires de la RDC. Il est compatible avec une dépréciation du taux de change effectif réel de 2,9%, et avec un objectif de réserves internationales de 280 millions de dollars américains, soit 3 semaines d'importations non liées à l'aide. Ce résultat sera obtenu à la faveur d'une offre de production en forte progression et d'une politique monétaire efficace.

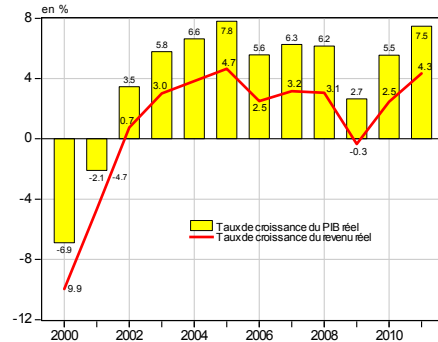
A moyen terme, le repli attendu de l'inflation devrait s'accompagner des fluctuations modérées du taux de change. Par ailleurs, le déficit de la balance des transactions courantes devrait fortement se creuser. Cette détérioration résulterait de l'augmentation des importations dopées par un afflux massifs notamment des capitaux publics, dans un contexte de ralentissement des exportations. Cet afflux des capitaux devrait permettre d'atteindre un niveau des réserves internationales équivalent à 4 semaines d'importations à l'horizon 2010-11.

Graphiques 2009

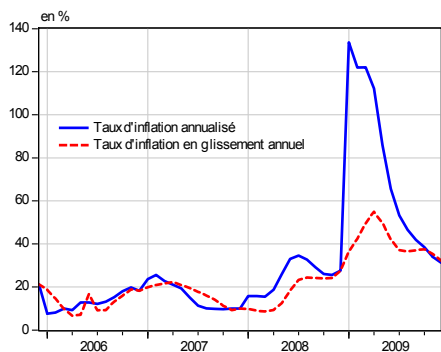
Graphique 1. Evolution de la croissance économique et démographique



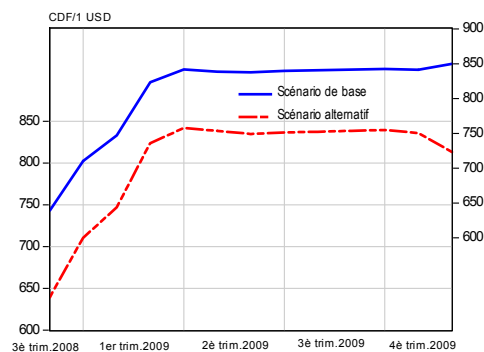
Graphique 2. Croissance économique et revenu par tête



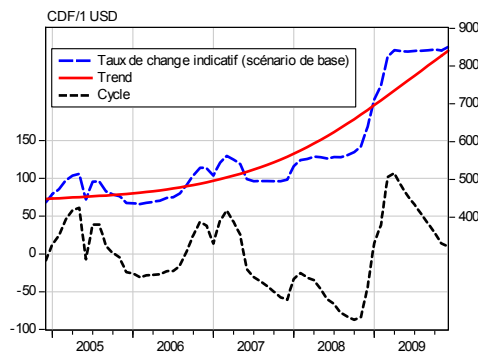
Graphique 3. Evolution de l'inflation en rythme annuel



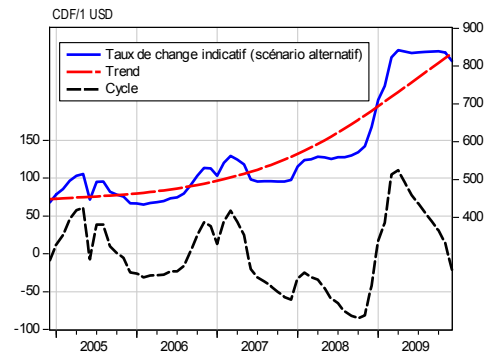
Graphique 4. Perspectives d'évolution du taux de change indicatif



Graphique 5. Tendence et cycle d'évolution du taux de change indicatif selon l'hypothèse de base



Graphique 6. Tendence et cycle d'évolution du taux de change indicatif selon le scénario alternatif



B. Finances publiques

La politique budgétaire ainsi que les niveaux des enveloppes globales compatibles avec l'équilibre économique d'ensemble sont retracés au cours de la période 2008-12 dans les opérations financières de l'Etat. Celles-ci s'inscrivent dans le respect des objectifs qui soient en cohérence avec la FRPC. Dans ce contexte, la pression fiscale connaîtra une amélioration, passant respectivement de 16,3 % du PIB en 2008 à 16,6 % du PIB en 2009 et 2010. Les ressources à titre des dons représenteront quant à elles 8,7% du PIB en 2009 contre 3,7% en 2008, pour s'établir à 7,0% du PIB en 2010.

Les ressources budgétaires sur la période du programme seront consacrées entre autres à des dépenses courantes représentant en moyenne 16,1 % du PIB et des dépenses d'investissements pour 25,0% du PIB. Les objectifs en matière de maîtrise des dépenses seront poursuivis par une politique salariale prudente (un accroissement moyen de 6,7% sur la période) au profit d'un accroissement des investissements sur ressources propres qui passeront de 2,4% du PIB en 2008 à 4,0% du PIB en moyenne sur la période du programme.

Le déficit budgétaire (dons inclus, base caisse) serait contenu en moyenne à 4,1 % du PIB sur la période.

2.2.2. Indicateurs sociaux

La politique du Gouvernement en matière de l'Education, devrait ainsi se traduire par une amélioration de la couverture scolaire qui passerait de 83,4 % en 2008 à 87,1% en 2009 et à 90% en 2010. Cet accroissement des effectifs devrait s'accompagner d'un développement de la capacité d'accueil par la construction et la réhabilitation des salles de classes ainsi que par la prise en charge progressive des frais de motivation payés par les familles.

En santé, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans connaîtrait une baisse passant à 89‰ en 2010 contre 92‰ en 2007. La mortalité maternelle resterait un peu plus élevée avec un ratio qui se situerait à 788,8 pour 100.000 naissances vivantes en 2010 contre 1289 en 2008. On peut noter toutefois que le taux d'accouchements assistés par un personnel qualifié s'améliorerait, à raison de 7 points au cours de la même période (soit 74% en 2008 à 81,4% en 2010). Le nombre d'épisode de paludisme chez les enfants de moins de 5 ans connaîtrait une baisse passant de 10 en 2008 à 7 en 2010. La couverture pour les moustiquaires imprégnées d'insecticide connaîtrait également une augmentation et passerait 15,3% en 2008 pour atteindre environ 39% en 2010. La couverture vaccinale en DTC3 des enfants de moins de 1 an s'améliorerait au cours de la période de mise en œuvre de ce programme, elle passerait de 31% en 2008 à 50,7% en 2010.

La programmation des dépenses pour la période 2009-2010 poursuit l'amélioration des infrastructures routières. Il sera question de relier progressivement l'Est à l'Ouest du pays. Le paquet minimum d'intervention retient les actions ci-après : bitumage – réhabilitation - entretien. L'objectif est de bitumer 917 km de routes, de réhabiliter 8.266 km de pistes et d'entretenir

9.887 km d'ici à 2010 et au cours de la même période, le Gouvernement compte réparer en plus 57 bacs (19 pour la première année).

De même, le Gouvernement compte améliorer la desserte en eau potable, assainir les milieux urbains et ruraux pour atteindre respectivement environ 40% et 15% en 2010 contre respectivement 22,1% et 9% en 2008.

Tous ces objectifs s'inscrivent dans les perspectives de la réalisation aussi bien des Objectifs du Millénaire pour le Développement que de cinq chantiers de la République.

III. ESTIMATION DES COUTS PAR PILIERS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME

L'évaluation des coûts des différentes interventions et actions nécessaires pour la mise en œuvre de ce programme, dans les cinq piliers (05) de la SCRP révèle qu'il faut globalement pour la période 2009-2010, 2 880 098 277, 00 \$ USD.

La répartition du coût global par piliers et secteurs, montre que le pilier II «Croissance pro-pauvre» représente environ 45% du total des ressources nécessaires pour assurer la réalisation de ce programme. Dans ce pilier, l'agriculture 9 %, les infrastructures des routes 19% et l'énergie 56%, représentent le groupe d'investissements importants en matière de coût.

Par ailleurs, il faut noter que les secteurs des Forêt, hydrocarbures, postes et télécommunications et les autres sous-secteurs du pilier II représentent 16% du coût global.

Le pilier III «Accès aux services sociaux de base» occupe la deuxième position avec 33%. Ses secteurs représentent respectivement 52,98% pour l'eau et l'assainissement , 18,88% pour la santé, 22,10% pour l'éducation et pour le genre ainsi que la protection sociale 6,04% comme le montre le graphique qui suit.

Le pilier I « Promotion de la bonne gouvernance » vient en troisième position avec environ 13% du coût total. Dans ce pilier, la gouvernance judiciaire, sécuritaire et administrative ainsi que le volet « élections » prennent le gros des investissements, soit plus de 80 %.

La dynamique communautaire (pilier V) qui prend environ 6% du coût total et qui est suivie par la lutte contre le VIH/SIDA (pilier IV) prend environ 3%. Le financement interne (budget d'investissement 2009) est évalué à 246.685.279,02\$ contre un financement externe attendu d'environ 2.033.579.528,50\$. Ce qui laisse présager un besoin de financement de 599.833.469,99 \$ soit environ 20,8 % du coût total, en moyenne annuelle, ce besoin se chiffre à 299 916 734, 99 \$USD.

Il convient de noter également que tous les piliers, en dehors de celui de la dynamique communautaire, ont dégagé des besoins de financement. Le GAP

annuel par pilier le plus important à financer provient du pilier II qui présente un besoin évalué à 195 370 187,16 \$USD (65,14% du total annuel) ; suivi du pilier III avec 73 349 397, 84 \$USD (24,46% du total annuel) ; suivi ensuite du pilier I avec 27 344 423,50 (9,12% du total annuel) et du pilier IV, qui ferme la marche avec 3 852 726, 5 (1,28% du total annuel).

TABLEAU 2 : SYNTHÈSE DES COÛTS PAR PILIER ET PAR SECTEUR

TABLEAU SYNTHESE DES COUTS ET FINANCEMENT DU PAP 2009-10

SECTEUR	SOUS SECTEUR	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT en (\$)				
			BUDGET/BI (2009)	EXTERNE	TOTAL	GAP	GAP ANNUEL MOYEN
PILIER I : PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE ET CONSOLIDATION DE LA PAIX							
GOUVERNANCE JUDICIAIRE ET SECURITAIRE	1. Justice	\$64 195 000,00	\$0,00	\$64 195 000,00	\$64 195 000,00	\$0,00	\$0,00
	2. Police						\$0,00
	3. Armée						\$0,00
	4. Violence sexuelle	\$33 164 613,00	\$0,00	\$33 164 613,00	\$33 164 613,00	\$0,00	\$0,00
GOUVERNANCE POLITIQUE ET ADMINISTRA- TIVE	5. Administration Publique	\$23 379 500,00	\$16 071 500,00	\$6 888 000,00	\$22 959 500,00	\$420 000,00	\$210 000,00
	6. Gouv. Locale	\$113 321 480,00	\$0,00	\$113 321 480,00	\$113 321 480,00	\$0,00	\$0,00
	7. Elections	\$120 000 000,00	\$15 836 876,00	\$49 894 277,00	\$65 731 153,00	\$54 268 847,00	\$27 134 423,50
	8. Parlement	\$15 161 925,00	\$4 450 000,00	\$10 711 925,00	\$15 161 925,00	\$0,00	\$0,00
GOUVERNANCE ECONOMIQUE	9. transparence dans la gestion des finances publiques, reforme des entreprises publiques et amélioration du climat des affaires						
CULTURE ET COMMUNICA- TION	10. Culture	\$2 303 356,00	\$0,00	\$2 303 356,50	\$2 303 356,50	\$0,00	\$0,00
	11. Communication						\$0,00
TOTAL PILIER I		\$371 525 874,00	\$36 358 376,00	\$280 478 651,50	\$316 837 027,50	\$54 688 847,00	\$27 344 423,50

SECTEUR	SOUS SECTEUR	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT en (\$)				
			BUDGET/BI (2009)	EXTERNE	TOTAL	GAP	GAP ANNUEL MOYEN
PILIER II : CROISSANCE PRO-PAUVRE							
AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	12. Agriculture						\$112 000,00
	13. Développement rural	\$115 946 220,00	\$400 000,00	\$115 322 220,00	\$115 722 220,00	\$224 000,00	\$0,00
ENERGIE	14. Energie	\$729 857 996,00	\$46 290 206,00	\$474 567 790,00	\$520 857 996,00	\$209 000 000,00	\$104 500 000,00
INFRASTRUCTU- RES ET ROUTES	15. Infrastructures						
	16. Routes	\$247 209 915,00	\$37 692 307,69	\$8 000 000,00	\$45 692 307,69	\$201 517 607,31	\$100 758 803,66
INDUSTRIES ET SERVICES	17. Emploi	\$9 418 356,00	\$1 989 775,00	\$7 069 814,00	\$9 059 589,00	\$358 767,00	\$179 383,50
	18. Ptt	\$99 786 470,00	\$43 545 589,00	\$87 240 881,00	\$130 786 470,00	-\$31 000 000,00	-\$15 500 000,00
	19. Tourisme	\$6 400 000,00	\$0,00	\$6 400 000,00	\$6 400 000,00	\$0,00	\$0,00
	20. Industrie	\$1 156 200,00	\$90 000,00	\$1 066 200,00	\$1 156 200,00	\$0,00	\$0,00
MINES ET HYDROCAR- BURES	21. Mines	\$752 336,00	\$752 336,00	\$0,00	\$752 336,00	\$0,00	\$0,00
	22. Hydrocarbures	\$10 640 000,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$10 640 000,00	\$5 320 000,00
FORET	23. Foret	\$81 510 000,00	\$0,00	\$81 510 000,00	\$81 510 000,00	\$0,00	\$0,00
TOTAL PILIER II		\$1 301 925 157,00	\$130 007 877,69	\$781 176 905,00	\$911 184 782,69	\$390 740 374,31	\$195 370 187,16
PILIER III : ACCES AUX SERVICES SOCIAUX ET REDUCTION DE LA VULNERABILITE							
EDUCATION	24. EPSP, ESURS, affaires sociales et formation non formelle	\$209 789 337,00	\$32 319 853,33	\$170 717 719,00	\$203 037 572,33	\$6 751 764,67	\$3 375 882,34
SANTE	25. Sante	\$179 222 912,00	\$11 096 336,00	\$122 613 382,00	\$133 709 718,00	\$45 513 194,00	\$22 756 597,00
EAU ET ASSAINISSE- MENT	26. Eau en milieu rural et assainissement	\$75 033 836,00	\$4 676 918,00	\$62 840 000,00	\$67 516 918,00	\$7 516 918,00	\$3 758 459,00
	27. REGIDESO	\$427 893 053,00	\$5 325 918,00	\$382 050 216,00	\$387 376 134,00	\$40 516 919,00	\$20 258 459,50
PROTECTION SOCIALE	28. Protection sociale	\$2 765 150,00	\$0,00	\$2 765 150,00	\$2 765 150,00	\$0,00	\$0,00
GENRE	29. Genre	\$1 080 500,00	\$0,00	\$1 080 500,00	\$1 080 500,00	\$0,00	\$0,00
PAUVRETE URBAINE	30. Pauvreté Urbaine	\$53 460 000,00	\$6 000 000,00	\$1 060 000,00	\$7 060 000,00	\$46 400 000,00	\$23 200 000,00
TOTAL PILIER III		\$949 244 788,00	\$59 419 025,33	\$743 126 967,00	\$802 545 992,33	\$146 698 795,67	\$73 349 397,84

SECTEUR	SOUS SECTEUR	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT en (\$)				
			BUDGET/BI (2009)	EXTERNE	TOTAL	GAP	GAP ANNUEL MOYEN
PILIER IV : VIH/SIDA							
VIH/sida	30. VIH/Sida	\$95 704 713,00	\$0,00	\$87 999 260,00	\$87 999 260,00	\$7 705 453,00	\$3 852 726,50
TOTAL PILIER IV		\$95 704 713,00	\$0,00	\$87 999 260,00	\$87 999 260,00	\$7 705 453,00	\$3 852 726,50

PILIER V : DYNAMIQUE COMMUNAUTAIRE							
DYNAMIQUE COMMUNAU- TAIRE	31. Dynamique Communautaire	\$161 697 745,00	\$20 900 000,00	\$140 797 745,00	\$161 697 745,00	\$0,00	\$0,00
TOTAL PILIER V		\$161 697 745,00	\$20 900 000,00	\$140 797 745,00	\$161 697 745,00	\$0,00	\$0,00

TOTAL GENERAL		\$2 880 098 277,00	\$246 685 279,02	\$2 033 579 528,50	\$2 280 264 807,52	\$599 833 469,98	\$299 916 734,99
----------------------	--	---------------------------	-------------------------	---------------------------	---------------------------	-------------------------	-------------------------

* Les chiffres des cases vides n'ont pas été communiqués, et une mise à jour sera faite en 2010 ;

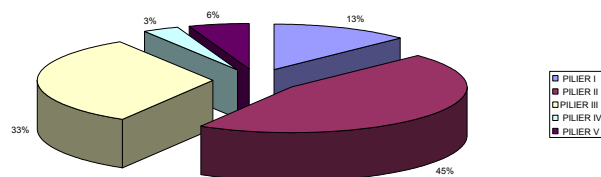
* Les coûts des secteurs ou sous-secteurs ci-après sont partiels : ELECTIONS, INFRASTRUCTURES ET ROUTES, INDUSTRIE ET SERVICES ;

* Le B.I.concerne uniquement l'année 2009 ;

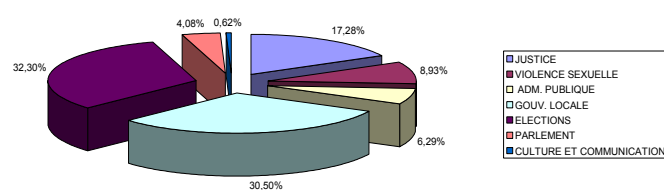
* Le Financement extérieur s'étale sur 2ans (2009-2010) ;

* Le programme est dynamique (il pourra accueillir d'autres financements probables).

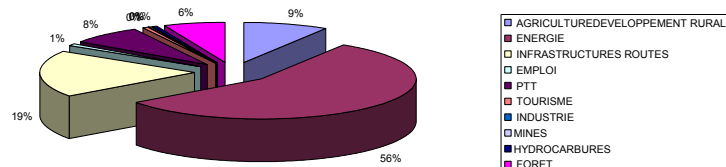
DISTRIBUTION DES COUTS PAR PILIER



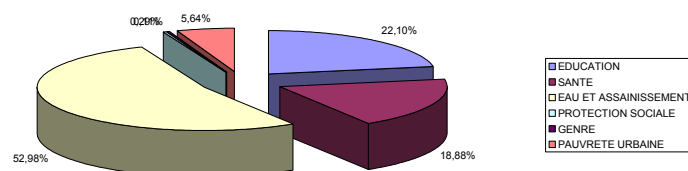
DISTRIBUTION DES COUTS PAR SECTEUR DU PILIER I



DISTRIBUTION DES COUTS PAR SECTEUR DU PILIER II



DISTRIBUTION DES COUTS DU PILIER III PAR SECTEUR / SOUS SECTEUR



IV. LES PRINCIPAUX AXES DU PROGRAMME D'ACTIONS PRIORITAIRES 2009-2010

Pour réduire de façon efficace la pauvreté, la SCRP a identifié des axes stratégiques d'actions publiques repartis en 5 piliers : la promotion de la bonne gouvernance et la consolidation de la paix, la consolidation de la stabilité macroéconomique et la croissance, l'amélioration de l'accès de la population aux services sociaux de base et la réduction de la vulnérabilité, la lutte contre le VIH/Sida, et la promotion de la dynamique communautaire.

La mise en commun des actions dans l'ensemble de ces piliers devrait permettre de maintenir les conditions de la croissance économique et de continuer à lutter de manière significative contre la pauvreté.

Pour y arriver, la politique du gouvernement consistera à :

4.1. Améliorer la gouvernance

4.1.1. La gouvernance Sécuritaire

Malgré le progrès enregistré dans le processus de pacification du pays, la situation sécuritaire reste encore fragile en raison de l'acuité de la crise sociale et de la persistance des poches d'insécurité animées encore par des groupes et des milices armés à l'Est du pays.

Le Gouvernement est conscient que la stabilité politique et le développement économique passent par un système de sécurité efficace et légitime dans un Etat vivant en paix avec ses voisins et le reste du monde.

Pour y parvenir, il mène une lutte contre les milices armées réfractaires ; il procède à la démobilisation, au désarmement et à la réinsertion des ex-combattants ; il met en place des réformes nécessaires visant à doter le pays d'une armée et d'une police nationales capables de répondre aux missions de sécurisation des hommes et de leurs biens. Les actions suivantes ont été retenues pour mettre en œuvre cette stratégie. Il s'agit notamment : (i) de la finalisation du contrôle des effectifs au sein de l'Armée et de la police à travers un recensement biométrique ; (ii) de la restauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national par le déploiement des forces de l'armée et de la police ; (iii) de la formation

des officiers aussi bien de l'Armée que de la Police ; (iv) de la poursuite du programme DDR dans le cadre du processus AMANI ; ainsi que (v) de la modernisation de l'Armée et de la Police par leur équipement.

4.1.2. La lutte contre les violences sexuelles

La situation sécuritaire que transverse la République Démocratique du Congo depuis 2006 a entraîné une récurrence des violences sexuelles qui constituent une grave violation des droits fondamentaux de la personne humaine.

La vision du gouvernement est d'éradiquer les violences sexuelles sous toutes ses formes.

Dans le cadre de ce programme, les objectifs stratégiques du gouvernement s'articulent autour de trois principaux axes ci-après : (i) la prévention contre les violences sexuelles ; (ii) la lutte contre l'impunité ; (iii) la réinsertion et la prise en charge holistique des victimes des violences sexuelles.

4.1.3. La gouvernance judiciaire

Le secteur judiciaire congolais souffre encore de dysfonctionnement. Ce qui affecte gravement la bonne administration de la justice, affaiblit l'État de droit et pénalise les citoyens. En vue de permettre l'accès de tous à la justice, le gouvernement congolais est plus que déterminé à lutter contre les violations des droits de l'homme, l'arbitraire, la corruption, la concussion, l'incurie, et l'iniquité dans la prise des décisions de justice. Dans ce cadre, les actions retenues concernent : (i) l'organisation de l'audit du secteur devant conduire à la mise en place du plan d'action de justice ; (ii) la finalisation de l'implantation des tribunaux de paix ; (iii) le recrutement, la formation des ressources humaines et la réduction du coût de la justice ; (iv) la mise en place de l'architecture juridictionnelle constitutionnelle et légale ; (v) la lutte contre l'impunité ; et (vi) la promotion et le respect des droits humains.

4.1.4. La gouvernance locale

L'un des principaux problèmes du développement de l'Etat Congolais a demeuré sa forte centralisation et concentration contrastées à ses dimensions continentales.

En vue de créer des centres d'impulsion et de développement à la base, la vision du Gouvernement contenue dans la Constitution du 18 février 2006 consacre les principes de la libre administration des provinces et d'autonomie de gestion des ressources économiques, humaines, financières et techniques ainsi qu'une large décentralisation des Entités territoriales à l'Intérieur de la province.

A cet égard, deux échelons d'exercice du pouvoir d'Etat ont été institués à savoir : le pouvoir central avec ses unités déconcentrées en provinces et la province à l'intérieur de laquelle l'on compte les Entités Territoriales Décentralisées que sont la Ville, la Commune, le Secteur et la Chefferie ainsi que d'autres circonscriptions administratives.

Pour ce faire, la stratégie du Gouvernement s'articule autour de trois principaux axes suivants: (i) la finalisation de l'arsenal juridique devant fixer d'une part les modalités de collaboration entre les provinces et le pouvoir central ainsi que ses unités déconcentrées en provinces et d'autre part entre les provinces et les Entités Territoriales Décentralisées (ETD) ; (ii) le renforcement des capacités matérielles, financières et humaines ; ainsi que (iii) la maîtrise des statistiques démographiques par l'organisation du recensement général de la population.

Dans le cadre de ce programme, la réalisation de la vision du Gouvernement et la mise en œuvre de sa stratégie en rapport avec la gouvernance locale passent notamment par : (i) la validation et l'adoption du cadre stratégique de la décentralisation ; (ii) la promulgation de la loi organique sur la subdivision territoriale à l'intérieur des provinces ; (iii) la mise en place des cadres de concertation fonctionnels dans les Entités Territoriales Décentralisées ; (iv) l'adoption des plans de développement ainsi que des plans d'investissement des provinces ; (v) le renforcement des capacités humaines, matérielles et financières ; et (vi) le recensement général de la population.

4.1.5. La gouvernance politique et administrative

Le système de gouvernance politique et administrative souffre de nombreux dysfonctionnements aussi bien au niveau de l'administration centrale qu'au niveau des provinces. Ce qui rend inefficace les services essentiels de l'administration publique. Le gouvernement tient à doter le pays d'une administration publique efficiente, performante, moderne et apte à assurer les services publics de qualité et dans les conditions de travail favorables. Pour concrétiser cette vision, le gouvernement compte finaliser le processus de

décentralisation, organiser la mise en place et le fonctionnement autonome des administrations au niveau central, provincial et local en les rationalisant du point de vue de leur mission, de leurs structures, de leur emploi et de leur effectif pour rapprocher l'administration publique des administrés.

Ceci passe par : (i) la maîtrise des effectifs des agents et fonctionnaires de l'Etat ainsi que de la masse salariale ; (ii) la modernisation du cadre légal et réglementaire régissant les agents et fonctionnaires de l'Etat ; ainsi que (iii) la simplification des procédures administratives pour promouvoir une culture de participation inclusive.

En vue de l'opérationnalisation des stratégies ci-dessus, le gouvernement met en place les actions ci-après : (i) la finalisation et l'adoption des projets de textes concernant les mesures d'application du statut général, des statuts particuliers et des statuts spéciaux des agents et fonctionnaires de l'Etat ainsi que du projet de loi organique portant organisation et fonctionnement des administrations des niveaux central, provincial et local ; (ii) la poursuite du recensement des agents et fonctionnaires de l'Etat ; (iii) la rationalisation des structures des emplois et des effectifs ; (iv) la poursuite et la généralisation de la campagne de vulgarisation du code de bonne conduite de l'agent public de l'Etat ; (v) l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale de lutte contre la corruption ; (vi) l'élaboration d'une stratégie de communication globale et multimédia de la réforme ainsi que d'un plan de mise en œuvre de cette stratégie ; et (vii) le renforcement des capacités humaines et institutionnelles aux différents échelons.

4.1.6. La gouvernance économique

Le diagnostic sectoriel met en évidence et de façon récurrente, la faiblesse de la mobilisation des ressources publiques internes et externes, couplée à une gestion non orthodoxe des dépenses. Cette situation expose l'économie aux chocs internes et externes.

A cet égard, la vision du gouvernement est de rendre l'économie congolaise stable, industrialisée, diversifiée, moderne et compétitive, pleinement intégrée dans les dynamiques régionales et mondiales d'échange.

Dans le cadre de ce programme, la stratégie du gouvernement en matière de gouvernance économique est basée sur un plan d'action des réformes des finances publiques en cours d'élaboration et dont les axes prioritaires sont : (i) la modernisation du cadre

juridique de gestion des finances publiques; (ii) l'amélioration du processus annuel de préparation du budget ; (iii) l'amélioration de la politique et de l'administration fiscale ; (iv) la rationalisation de l'exécution budgétaire et de la gestion de la trésorerie ; (v) le reporting (reddition des comptes et production des états de suivi budgétaire à temps réel) ; (vi) l'amélioration de la capacité de contrôle de la gestion financière ; (vii) l'amélioration de la gestion de l'aide extérieure ; et (viii) le renforcement du système de gestion des finances publiques en provinces ; (ix) la maîtrise de l'inflation et du taux de change ; (x) la production et la mise en œuvre d'un cadre des dépenses à moyen terme (CDMT) ; (xi) le renforcement des capacités en matière de gestion des finances publiques en faveur notamment de l'Inspection Générale des Finances, de la Cour des Comptes, ainsi que de deux Commissions Economico-Financières du parlement ; (xii) la mise en œuvre des réformes structurelles et sectorielles (la libéralisation et le bon fonctionnement des marchés, le désengagement de l'Etat des secteurs concurrentiels au profit du secteur privé, la flexibilité de la législation et du marché du travail) ; (xiii) le renforcement de l'architecture du système financier (renforcement de la surveillance bancaire et respect du dispositif prudentiel, diversité des offres des services financiers et à coûts réduits) ; et (xiv) l'amélioration de l'environnement légal, réglementaire et judiciaire permettant l'accueil et l'accompagnement des investisseurs.

4.2. Assurer une croissance économique positive

Il est évident que les réformes macroéconomiques, à elles seules, ne suffiront pas pour garantir la croissance économique et ainsi réduire de manière significative la pauvreté.

De plus, les secteurs minier et forestier qui étaient prédits à l'accroissement durable et au financement de l'économie, ont connu au cours du dernier trimestre 2008 une diminution de production liée à la baisse de la demande des matières premières à la suite de la crise financière mondiale.

Une diversification de l'économie devient par conséquent un impératif à court terme. Une telle diversification permettrait de valoriser les nouvelles sources de croissance.

C'est dans cette perspective de diversification de la production que le Gouvernement compte sur le secteur de l'agriculture et développement rural, des infrastructures des routes et transports, de l'industrie, des services et de l'emploi, des postes et télécommunications, du secteur financier, de l'énergie, des mines, des hydrocarbures, de la forêt et du tourisme, pour consolider la croissance économique.

4.2.1. L'Agriculture et Développement rural

La RDC est un vaste pays à vocation agricole, où près de 80 % de la population vit en milieu rural avec l'agriculture comme seule source de survie. Malgré le fort potentiel agricole dont dispose le secteur, le pays connaît néanmoins une faiblesse de productivité entraînant l'insécurité alimentaire, l'augmentation des importations des biens de première nécessité et la baisse des produits de la rente. Ce secteur est de ce fait réduit à des activités de subsistance et doit faire face entre autre au manque des infrastructures rurales et à l'enclavement des provinces, aux problèmes fonciers que connaissent certaines provinces du pays et à la modicité des allocations budgétaires. Les conditions précaires de la population rurale provoquent ainsi l'exode rural des forces productives et actives.

Conscient de cette situation et du rôle moteur que doit jouer le secteur rural, le Gouvernement vise l'amélioration des conditions des vies des populations rurales et l'autosuffisance alimentaire par : (i) la redynamisation de la structure productive du monde rural ; (ii) la promotion et le développement des filières agricoles vivrières , de l'élevage et de la pêche ; (iii) l'amélioration des infrastructures rurales ; et (iv) la promotion des organisations communautaires paysannes.

S'agissant de l'agriculture, les actions préconisées sont : (i) la facilitation de l'accès aux intrants de production agricole (végétale, animale et halieutique) ; (ii) l'amélioration de la productivité et de la compétitivité du secteur agricole (végétale, animale et halieutique) ; (iii) la promotion des systèmes appropriés de financement du secteur agricole ; (iv) le renforcement des capacités techniques des structures publiques et privées du secteur agricole.

S'agissant du développement rural, la grande préoccupation du Gouvernement est d'améliorer les infrastructures en milieu rural, de relier les exploitants agricoles au marché de consommation, de moderniser l'agriculture par le recours aux technologies nouvelles et d'organiser le monde rural. Il s'agit notamment de la réhabilitation des infrastructures socio-économiques de base (petites unités rurales de production, distribution d'eau et d'énergies nouvelles) en milieu rural pour le rendre plus attrayant et contribuer ainsi à l'arrêt de l'exode rural.

Les actions envisagées par le gouvernement portent sur : (i) la réhabilitation des voies de desserte agricole, des infrastructures de stockage, de conservation ainsi que la construction des marchés ruraux et autres infrastructures socio-économiques de base ; (ii) l'amélioration du financement rural et des services connexes (microcrédit, intrants ...) ; (iii) l'amélioration de l'outil de production et de transformation ; (iv) la promotion et le soutien des structures communautaires paysannes ; (v) la mise en place d'un cadre institutionnel de coordination technique des programmes et des projets de développement en milieux rural et périurbain ; (vi) l'élaboration et l'adoption de la politique de développement rural et du code rural ; (vii) la redynamisation de la traction animale ; (viii) la mise à la disposition des populations paysannes de petites presses à briques cuites afin d'améliorer l'habitat ; (ix) l'acquisition et la distribution du matériel aratoire et autres intrants agricoles aux organisations paysannes ; (x) l'amélioration de la desserte en eau potable et l'électrification des zones rurales ; et (xi) le renforcement des capacités institutionnelles.

4.2.2. Les Infrastructures et Transports

Le secteur du transport en RDC couvre de manière générale les réseaux routier, ferroviaire, maritime, fluvial, lacustre et aéroportuaire. Ces réseaux de transport n'ont pas d'infrastructures capables de rendre des services qui répondent de façon efficace aux besoins de développement économique et social du pays.

Sur la longueur totale du réseau routier, seulement 4.184 Km sont revêtus, soit un ratio de routes revêtues de 0,06 Km/1000 habitants contre une norme internationale allant de 0,5 à 1,25Km/1000 habitants.

Par ailleurs, sur une longueur totale de 87.000 Km de routes d'intérêt local appelées communément « *routes de desserte agricole* », seulement 11% sont en bon état. En outre, des voies navigables attendent des travaux d'aménagement et 44 quais de débarquement devront être également réhabilités.

La vision du gouvernement en matière d'infrastructures et de transports est le désenclavement intérieur et extérieur du pays par une prise en charge de la réhabilitation des infrastructures de base. Les principaux objectifs stratégiques consistent à désenclaver les grands centres de production, à accroître rapidement la circulation des biens et des personnes, à faciliter l'accès des populations éloignées aux services sociaux de base, à créer des

conditions de sécurité nécessaires par l'aménagement des aéroports et des cours d'eau.

Pour atteindre ces objectifs le gouvernement va mener les actions qui suivent : (i) la réhabilitation, l'entretien régulier et la construction des routes nationales (revêtues ou non), des quais, ponts et bacs ; (ii) la réhabilitation et l'entretien des routes régionales de désenclavement ; (iii) la réhabilitation et l'entretien régulier des pistes rurales et des voies d'accès aux zones de production agricole ; (iv) le renforcement des capacités des acteurs impliqués dans le processus de gestion d'infrastructures routières à travers la mise en place d'une agence du Fonds National d'Entretien Routier ; (v) le balisage du bief maritime, des rivières et du fleuve Congo ; (vi) le renouvellement et la réhabilitation des matériels de production ; et (vii) la mise en œuvre de la réforme institutionnelle.

4.2.3. Les Industries et Emploi

La RDC, bien que dotée d'un fort potentiel économique et d'importantes réserves en ressources naturelles, accuse d'un tissu industriel faible, caractérisé par la carence des moyens techniques, les difficultés d'accès aux matières premières et aux capitaux, ainsi que la faible valorisation des intrants endogènes. Très peu performant, ce tissu industriel n'est pas pourvoyeur de suffisamment d'emplois.

La vision du gouvernement tend à rendre le secteur de l'industrie compétitif, créateur d'emplois et pleinement intégré dans la dynamique régionale et internationale d'échange. Cette vision sous-tend la promotion de l'approche HIMO dans les autres secteurs porteurs pour la création des emplois.

La concrétisation de cette vision passe par : (i) la dotation du secteur des politiques et stratégies sectorielles ; (ii) la relance des filières prioritaires (agro-alimentaire, matériaux de construction, mines, transformations des métaux et sidérurgies, emballages) ; (iii) remise à niveau les entreprises industrielles ; (iv) la compétitivité des entreprises industrielles, la promotion des investissements et la propriété industrielle, ainsi que la normalisation et la métrologie légale.

Pour ce faire, les actions ci-après seront menées : (i) la dotation du pays en orientations et programmes d'actions dans le secteur industriel à travers l'élaboration d'un document de politique et stratégies industrielles (DPSI) ; (ii) l'élaboration des programmes d'actions prioritaires pour les filières de l'agro-

industrie, des matériaux de construction et des produits de fonderie ; (iii) la réalisation des études panoramiques sur les quatre filières prioritaires; (iv) l'appui financier aux producteurs du sous-secteur agro-alimentaire ; (v) la construction d'une nouvelle cimenterie et la réhabilitation des cimenteries existantes; (vi) la mise en place des normes et la promotion de la métrologie légale ; et (vii) la modernisation du système national de propriété industrielle et la promotion des inventions et découvertes.

S'agissant de l'emploi, les interventions suivantes seront mises en place : (i) l'appui à la formulation de la politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle ainsi que l'emploi des jeunes ; et (ii) le renforcement des capacités institutionnelle des structures chargées de l'emploi.

4.2.4. Les entreprises publiques

Les entreprises du portefeuille de l'Etat sont confrontées à un environnement institutionnel inadapté avec un cadre réglementaire mal appliqué. Cette situation les a mises dans un état d'essoufflement engendrant une forte baisse de leur productivité.

Conscient que ces entreprises constituent un potentiel considérable des services, les efforts du gouvernement visent à réformer ce secteur de manière à optimiser leur rendement et les faire participer à la réalisation des objectifs macroéconomiques retenus.

Pour ce faire, le gouvernement compte améliorer la gestion des entreprises publiques, à travers, notamment : (i) l'adoption des plans de restructuration de l'ONATRA, de la SNCC, et de l'OCPT ; (ii) la signature d'un contrat/bail de gestion pour le port de MATADI entre l'ONATRA et une entreprise privée ; (iii) la signature d'un contrat/bail de gestion pour le chemin de fer entre la SNCC et une entreprise privée ; (iv) l'adoption des textes réglementaires pour le transfert des activités d'ordre douanier de l'OCC à l'OFIDA.

4.2.5. Le Secteur privé

Le secteur privé évolue dans un environnement économique particulièrement difficile caractérisé essentiellement par l'effondrement des cours des matières premières, le crash pétrolier, la fonde sociale, l'inefficacité du système bancaire et la dépréciation intempestive de la monnaie nationale.

Le gouvernement reste conscient de l'enjeu d'un secteur privé dynamique dans le contexte de reconstruction du pays. C'est pourquoi, il vise à renforcer un partenariat prometteur avec ce secteur, en mettant en place une politique incitative destinée à améliorer le climat des affaires et en reformant la législation en faveur des investissements et du système financier.

Les actions prioritaires à mener pour les deux ans du programme porteront sur : (i) la constitution et l'opérationnalisation de la commission en charge de l'OHADA ; (ii) la signature du décret présidentiel d'adhésion à l'OHADA et l'adoption des mesures d'application de ce décret ; (iii) l'adoption et la mise en vigueur d'un nouveau code des marchés publics et ses textes d'application ; (iv) la mise en place, conformément au code des marchés publics, des organes chargés de la régulation, du contrôle et de la passation des marchés publics.

4.2.6. Le Secteur bancaire

Le secteur bancaire est caractérisé par la faiblesse de la fonction d'intermédiation financière, ce qui entrave la croissance économique. Cette faiblesse se traduit par la faible couverture du réseau bancaire, la faible mobilisation de dépôts, ainsi que le manque de réglementation dans le secteur de la micro-finance.

La vision du Gouvernement est de construire un secteur financier solide, viable et pérenne, capable de soutenir la relance de l'activité économique. L'objectif majeur poursuivi par le gouvernement dans ce secteur est celui de faciliter l'accès d'un plus grand nombre des populations aux services financiers par le renforcement de l'intermédiation bancaire et la promotion du système des micro-finance sur toute l'étendue du territoire national.

La réalisation de cet objectif passe par : (i) la finalisation de l'étude sur les banques commerciales ; (ii) l'opérationnalisation de l'étude sur la micro-finance ; (iii) la révisitation du cadre légal et réglementaire ; (iv) l'amélioration

du cadre comptable des banques ; et (v) la restructuration et la modernisation de la BCC.

4.2.7. Les Postes, téléphones et télécommunications

L'insuffisance qualitative et quantitative de l'offre public des services postaux et de la télécommunication accentuée par la vétusté des infrastructures, constituent un défi majeur à relever pour ce secteur où émerge un secteur privé dynamique.

La vision du gouvernement est de restructurer le secteur en vue de le rendre compétitif et de le doter des capacités nécessaires à une grande couverture des services. Pour y parvenir, le Gouvernement va : (i) accélérer la mise en œuvre des réformes du secteur par la révision des textes légaux, (ii) définir une politique nationale des NTCI, et restructurer les entreprises publiques du secteur ; (iii) améliorer la couverture de l'ensemble du pays en service de base des PTT par la promotion des partenariats ; et (iv) raccorder le pays aux câbles des fibres optiques.

4.2.8. L'Énergie

Le bilan énergétique du pays illustre un contraste frappant entre d'importantes ressources pas suffisamment exploitées et un faible taux d'accès des populations à l'énergie électrique, soit 35% en milieu urbain où vivent près de 30% de la population contre 1% en milieu rural où vivent 70% de la population congolaise.

La consommation finale d'énergies est caractérisée d'une part, par une prédominance de la biomasse-énergie traditionnelle (bois de feu, charbon de bois) qui représente 83% en énergie, soit 6.800 Ktep sur une consommation totale de 8.187 Ktep et par un accès limité de la population aux énergies modernes particulièrement à l'électricité.

D'autre part, le secteur se caractérise par l'obsolescence des lois et textes réglementaires ainsi que par le monopole de fait de l'opérateur public (Société Nationale d'Électricité, SNEL) dans la production, le transport, la distribution de l'électricité et la vétusté de ses installations.

Le gouvernement se fixe pour objectif d'assurer une plus grande accessibilité de toutes les couches sociales et communautés nationales de base à une

énergie fiable et non polluante ainsi qu'à l'eau potable, dans les meilleures conditions de sûreté et de prix tout en tenant compte de la préservation de la santé et de la vie des populations ainsi que la protection de la nature. Aussi, le gouvernement entend également couvrir progressivement les besoins en électricité du secteur industriel et artisanal pour faciliter l'exploitation et la transformation des richesses naturelles du pays.

Les priorités du gouvernement dans cette vision sont : (i) améliorer le cadre institutionnel et réglementaire du secteur ; (ii) réhabiliter et moderniser les installations existantes et construire de nouvelles infrastructures de production, transport et distribution de l'énergie électrique ; (iii) améliorer le taux national d'accès des populations à l'énergie électrique tant en milieu urbain que rural ; (iv) garantir l'approvisionnement du pays en électricité dans les meilleures conditions de prix et de sûreté ; (v) entamer la substitution progressive des combustibles ligneux par des énergies propres qui permettent de prendre en compte les aspects environnementaux ; et (vi) renforcer l'intégration régionale.

Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement compte sur : (i) la réhabilitation de la centrale hydroélectrique INGA I et II, celle de la Tshopo en Province Orientale, celle de Ruzizi au Sud-Kivu, celle de Mobayi à l'Equateur et celles du Katanga ainsi que les autres centrales des entreprises minières ; (ii) la réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Lungudi ; (iii) l'installation de deux hydro-générateurs flottant de 500 KVa chacun à Kananga ; (iv) la réhabilitation, modernisation et extension des réseaux de transport, ainsi que ceux de distribution des grandes agglomérations ; (v) l'extension du programme d'électrification rurale ; (vi) la fiabilisation du groupe 4 de Zongo, celle du groupe 1 de Mobayi, celle du groupe 3 de la Tshopo, celle du groupe 2 de Bendera, les travaux d'urgence sur le groupe 4 d'Inga II, la poursuite de la fiabilisation du groupe n°3 d'Inga II ; (vii) la fiabilisation de la ligne Inga-Kinshasa ; (viii) l'électrification de Madimba, Kenge, Pweto, Kindu, Bodikodiso, Saké, Kiroche, Shasha, Minova, Mudaka, Kadimba, Nyangezi, Butembo, Beni, Oicha, Mweka, Idiofa, Ngombe-Matadi, Nkamba et tant d'autres centres du pays ; (ix) l'amélioration de la desserte à Kinshasa, Lubumbashi, Likasi, Kolwezi, Kananga, Matadi, Mbaza-ngungu, Lukaya ; (x) le début de construction des centrales hydroélectriques du Grand Katende et de Kakobola ; (xi) la construction de la ligne HT 220/132 kV Kenda-Kasindi-Beni-Butembo-Rutshuru d'interconnexion entre les réseaux électriques de la République Démocratique du Congo et de l'Ouganda, ainsi que l'alimentation en électricité des localités transfrontalières de notre pays à partir d'Arua et de

Mpondwe; (xii) La réhabilitation des centrales hydroélectriques de Zongo et de Mobayi ; (xiii) la réalisation des études de préfaisabilité de la centrale hydroélectrique d'Inga 3 ; (xiv) l'organisation du forum sur le développement du site d'Inga et la construction de la centrale hydroélectrique du Grand Inga; (xv) la réhabilitation et l'accroissement de la capacité de transit de la ligne THT CC Inga-kolwezi avec l'implantation dans le tronçon Karavia-Kasumbalesa de la ligne HT 220 kV vers le SAPP.

4.2.9. Les Mines

L'exploitation minière a constitué pendant des années l'un des moteurs de la croissance économique du pays. Malgré le contexte très difficile de récession économique frappant ce secteur en particulier, il demeure un potentiel de croissance qu'il convient de continuer à encadrer.

Le Gouvernement entend : (i) améliorer la gouvernance dans l'environnement minier ; (ii) améliorer les recettes provenant du secteur minier ; (iv) améliorer les conditions sécuritaires des exploitants miniers artisanaux ; (v) restructurer la Gécamines ; (vi) mettre en place les mécanismes de transparence dans le secteur ; et (v) exécuter dans le cadre de l'ITIE la publication des recettes des compagnies d'exploitation.

4.2.10. Les Hydrocarbures

L'existence d'importantes réserves pétrolières dans son sous-sol devient une évidence pour propulser la RDC parmi les pays africains producteurs du pétrole.

Le Gouvernement va : (i) mettre en place un cadre institutionnel favorisant l'éclosion économique du secteur; (ii) accroître à échelle la production pétrolière ; (iii) ouvrir le secteur aux technologies et aux financements privés ; et (iv) promouvoir une politique de recherche et de prospection dans le domaine.

Pour ce faire, il entend; (i) mettre en place un code pétrolier ; (ii) accélérer la mise en œuvre des contrats et des conventions d'exploitation en commun des ressources pétrolières, signés avec des partenaires ; (iii) mettre en place un système de collecte des données sur la production et la commercialisation des produits pétroliers ainsi que le renforcement des capacités du secteur ; et (iv) créer une structure de surveillance permanente de manière à assurer la stabilité du gaz dans le lac Kivu.

4.2.11. Les Forêts

La République Démocratique du Congo compte une superficie de 145 millions d'hectares des forêts qui sont à la fois source de croissance et capital environnemental important.

Le Gouvernement veut : (i) mener une gestion durable des terres et des forêts ; (ii) appuyer de manière transversale le zonage participatif et la vulgarisation du code forestier ; (iii) réduire des émissions dues au déboisement et à la dégradation ; (iv) organiser l'information sur la gestion forestière ; (v) monter un programme national d'adaptation au changement climatique ; et (vi) mettre en place une loi sur la biosécurité.

Il focalise ses efforts sur : (i) la finalisation du processus de revue légale par la résiliation des contrats jugés non valides et la signature des contrats de concession pour les titres jugés éligibles, mais après l'approbation préalable par les populations locales et autochtones des cahiers de charges sociales et environnementales ; (ii) l'appui, le suivi et l'accompagnement des populations locales et autochtones aux négociations avec les nouveaux concessionnaires sur les cahiers de charges sociales et environnementales ; (iii) le maintien du moratoire jusqu'à la réalisation complète des conditions requises pour sa levée; (iv) la mise sur pied d'un système de contrôle efficace et performant avec l'accompagnement international ; (v) la finalisation des textes d'application du code forestier restants ; (vi) la poursuite de la réhabilitation des principales aires protégées ; (vii) la mise en application des décisions de la commission interministérielle de conversion des titres forestiers, relatifs aux titres déclarés non convertibles, portant sur la résiliation de ces titres et les mesures de sauvegarde des concessions forestières concernées ; (viii) la mise en application des décisions de la commission interministérielle de conversion des titres forestiers relatifs aux titres déclarés convertibles par la signature des contrats de concession forestière avec les concessionnaires, mais après l'approbation préalable par les populations locales et autochtones des cahiers de charges sociales et environnementales ; et (ix) l'appui, le suivi et l'accompagnement des négociations des populations locales et autochtones avec les nouveaux concessionnaires sur les cahiers de charges sociales et environnementales, etc.

4.2.12. Le Tourisme

La RDC dispose d'une grande diversité touristique et d'une biodiversité incontestable, composée des parcs, fleuves, montagnes, lacs et sites, à côté d'une diversité des richesses culturelles et artistiques. Cependant, l'industrie touristique congolaise accuse un recul considérable à cause des pillages, des conflits armés successifs, des guerres, du braconnage, de l'obsolescence des infrastructures, etc.

La valorisation des sites abandonnés et d'autres ressources touristiques devrait contribuer à accroître la part du tourisme. Le gouvernement vise à : (i) inciter les investissements dans le secteur hôtelier ; (ii) sécuriser et accroître l'accès aux sites touristiques ; et (iii) réhabiliter les infrastructures touristiques.

Les actions visées pour assurer la relance du tourisme sont : (i) la mise en place d'une loi-cadre sur le tourisme ; (ii) la promotion de l'écotourisme ; et (iii) la réhabilitation des parcs nationaux de la Maïko et de Kahuzi-Biega.

4.3. Assurer les services sociaux de base à la population

4.3.1. L'Éducation

Le diagnostic du système éducatif congolais révèle que, malgré les avancées certaines enregistrées ces dernières années, le secteur éducatif a encore un long chemin à parcourir pour un niveau optimal de qualité et de performance. De plus, il subsiste en son sein des disparités quant à l'équité au niveau de l'accès entre filles et garçons, quant à la distribution des écoles selon les zones et des pertes importantes en cours de scolarité.

S'agissant de l'éducation fondamentale, Le gouvernement s'emploie à garantir l'universalité de l'éducation primaire aux enfants à l'horizon 2010 et relever les défis du secteur éducatif à travers les quatre axes stratégiques suivants : (i) l'amélioration de l'accès, de l'équité et du maintien des enfants dans les différents niveaux d'éducation formelle et non formelle et en particulier dans l'éducation de base, notamment les filles, les enfants, les jeunes et les adultes en difficulté, vulnérables et défavorisés ; (ii) l'amélioration sous tous ses aspects, de la qualité de l'éducation, notamment l'efficacité interne et les conditions d'accueil à tous les niveaux ; (iii) l'amélioration de la pertinence des contenus des programmes pour les adapter aux besoins nationaux et

internationaux des apprenants et au programme national de développement ; (iv) l'amélioration de la gestion (financière, pédagogique et administrative) et de la gouvernance du système d'éducation et de formation ; (v) la déconcentration des pouvoirs administratifs et la gestion du système vers les provinces, conformément à la Loi sur la Décentralisation ; et (vi) l'amélioration de la gestion des ressources humaines par la mise en place d'un dispositif de suivi et de promotion des carrières du personnel enseignant.

Pour ce faire, les actions spécifiques ci-après ont été alignées : (i) l'amélioration de l'offre éducative par un accroissement du nombre des enseignants et des éducateurs sociaux , des salles de classe à tous les niveaux ainsi que la mise en place d'une carte scolaire et des auditoires ; (ii) Le financement des frais de fonctionnement des écoles ; (iii) la prise en charge d'une partie des salaires des enseignants du primaire ; (iv) la multiplication des outils pédagogiques ; (v) la distribution des manuels et kits scolaires ; (vi) la suppression progressive des frais scolaires au niveau primaire ; (vii) la professionnalisation et la structuration des formations continues, l'amélioration de l'encadrement administratif et pédagogique ainsi que la réduction des doubles vacations ; (viii) le maintien du rôle du secteur privé dans l'offre éducative par la mise en place d'une politique de promotion adéquate ; (ix) la mise en place d'une politique de discrimination positive en faveur des filles, groupes et régions défavorisés ; (x) le renforcement du pilotage du système scolaire basé sur le développement des capacités de planification, de gestion, d'évaluation permanente du système et de programmation des recrutements.

S'agissant de l'Enseignement Supérieur et Universitaire, l'objectif du gouvernement est d'assainir définitivement le secteur et l'engager dans la voie de l'efficacité et de l'efficience dans sa triple mission d'Enseignement, de Recherche et des Services à la communauté par : (i) l'organisation de l'audit institutionnel et la viabilité des établissements de l'enseignement supérieur et universitaire ; (ii) l'amélioration de la recherche scientifique et technologique, (iii) la recherche de l'adéquation entre la formation et l'emploi ; (iv) la mise en place d'une politique de relève du personnel académique et scientifique ; (v) la revalorisation du statut du personnel et l'amélioration de leurs conditions de vie.

4.3.2. La Santé

La situation sanitaire est caractérisée par la persistance des endémies (paludisme, VIH/Sida) et par la résurgence de plusieurs maladies jadis maîtrisées ou éradiquées comme, la tuberculose, la trypanosomiose, l'onchocercose et bien d'autres de la petite enfance. En face, il y a des infrastructures de prise en charge qui ne répondent plus aux besoins de plus en plus croissants en santé due à la dégradation du milieu ambiant et à la pauvreté. Outre ces maladies, la malnutrition touche un nombre croissant de personnes parmi les plus vulnérables, dont les enfants. Par ailleurs, il persiste une disparité d'une part entre l'offre des services et la demande en soins de santé, et d'autre part entre les ZS situées en milieu urbain et en milieu rural.

A cet égard, la vision du gouvernement consiste à faciliter l'accès de tous les Congolais à des soins de santé de qualité et à un coût abordable. Il a mis ainsi en place la Stratégie de Renforcement du Système de la Santé (SRSS) qui est axée sur : (i) le développement des zones de santé ; (ii) la réhabilitation des hôpitaux généraux des provinces ; (iii) l'approvisionnement en produits pharmaceutiques de base et l'équipement des hôpitaux, des centres de santé et des cliniques universitaires ; (iv) la lutte contre les endémies (distribution des moustiquaires, dépistage et traitement gratuit de la tuberculose) ; (v) l'assainissement du milieu ; (vi) l'amélioration de la couverture vaccinale des enfants ; (vii) la réforme du niveau central et intermédiaire compte tenu de la décentralisation ; (viii) le développement des ressources humaines ; (ix) la rationalisation du financement du secteur ; (x) la recherche sur le système de santé ; et (xi) l'amélioration des conditions de travail du personnel de santé.

4.3.3. L'Eau et assainissement

Depuis 1990, le système d'approvisionnement des populations en eau potable (AEP) en milieu urbain ne répond plus aux nouveaux besoins créés par le développement des villes et centres périphériques. En milieu urbain, le taux de couverture a baissé de 68 % en 1990 et à environ 35 % en 2002. La vision du Gouvernement est d'atteindre l'Objectif du millénaire pour le développement (OMD) dans le secteur de l'approvisionnement en eau potable. C'est-à-dire de réduire sur les prochaines années de moitié le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable pour améliorer le cadre de vie aussi bien en milieux urbains, périurbains et ruraux.

Le Gouvernement entend assurer une plus grande accessibilité de toutes les couches sociales et communautés nationales de base à une eau potable, dans les meilleures conditions de sûreté et de prix, tout en tenant compte de la préservation de la santé et de la vie des populations ainsi que la protection de la nature.

Il va mener les actions visant : (i) le renforcement et le développement des systèmes d'alimentation en eau potable ainsi que le rétablissement des performances technique, financière et commerciale de la REGIDESO ; (ii) la réhabilitation des infrastructures existantes, (iii) le forage des puits d'eau en milieux ruraux ; (iv) le captage des sources d'eau en milieux ruraux ; (v) l'amélioration de la gestion des points d'eau par la promotion de la participation communautaire et du secteur privé ; et (vi) la réhabilitation des voies de drainage des eaux usées dans les grandes villes.

4.3.4. La Protection sociale des personnes vulnérables

La vulnérabilité gagne de plus en plus des franges importantes de la population du fait des conflits armés, de la pauvreté, des catastrophes naturelles et de bien d'autres facteurs, nécessitant donc une politique nationale de protection sociale. Le système de protection sociale existant actuellement ne permet pas à une frange importante de la population de bénéficier de ses avantages, sa couverture étant très limitée.

Les groupes vulnérables dont les enfants en situation difficile, les veuves, les orphelins, les personnes avec handicap, les personnes du troisième âge etc...doivent bénéficier de la protection notamment par : les mesures d'exemption des frais de scolarité, de soins de santé, de justice pour les enfants vulnérables, ainsi que l'accès des personnes âgées sans liens familiaux (ou tout autre personne détentrice d'attestation d'indigence), aux services de santé et de justice.

La vision du Gouvernement est d'améliorer le statut social des personnes vulnérables à travers les actions prioritaires ci-après :

(i) La mise en place des mesures pour réduire la vulnérabilité des groupes à haut risque, à travers le développement des critères de vulnérabilité et un diagnostic de la protection sociale ; (ii) la mise en place d'un mécanisme d'identification et de soutien aux associations des groupes vulnérables ; (iii) la mise en œuvre des politiques en faveur des orphelins et enfants vulnérables ; (iv) l'augmentation de l'accès aux services sociaux de base, en particulier

l'éducation et la santé ; (v) l'amélioration de la qualité des services sociaux offerts aux personnes vulnérables ; (vi) l'établissement d'une unité sociale de protection au sein d'un ministère approprié ; (vii) la création d'un fond national d'insertion socio-économique des jeunes ; (viii) la stabilisation et la réinsertion des populations déplacées dans leur milieu naturel pour leur offrir une assistance humanitaire.

4.3.5. La lutte contre la Pauvreté Urbaine et la promotion de l' Habitat

La RDC accuse un déficit annuel évalué à 240 mille logements couplé à une pauvreté urbaine de plus en plus accrue, à une destruction du milieu physique (érosions) suivi d'une mauvaise gestion des déchets solides et liquides, et des différentes formes de pollution, à une faible desserte des services de base, et à une inefficacité du marché locatif.

On observe une extension continuelle des bidonvilles autour de grands centres urbains faisant suite à une explosion démographique exponentielle sur les terres laissées pour compte (terres arables, collinaires, terres sensibles à l'éboulement, terres inondables) où se concentre une population vulnérable.

En effet, sur base des enquêtes menées en 1999, on dénombre 396.620 bidonvilles pour l'ensemble du pays, dont 94,6% de constructions précaires, 5,4% d'unités de bâtis érigées sur des sites à risques. Si les tendances actuelles se maintiennent, les bidonvilles atteindront le chiffre de 5.211.488 à l'horizon 2010 pour l'ensemble du pays.

La vision du gouvernement est de garantir les conditions optimales de l'établissement humain pour améliorer les conditions de vie des ménages.

Il entend mener les actions suivantes : (i) doter le ministère de l'Urbanisme et Habitat d'un cadre légal et réglementaire ainsi que des plans de développement urbain; (ii) résorber le déficit en logement; (iii) arrêter la spéculation et les conflits immobiliers et fonciers avec un accent particulier à l'Est du pays; (iv) traiter et évacuer les déchets solides et liquides; (v) évacuer les eaux usées domestiques; (vi) éduquer et sensibiliser la population aux problèmes de la salubrité publique.

4.3.6. La promotion du Genre

La promotion du genre dans les politiques publiques demeure une question transversale dont la mise en œuvre nécessite son intégration dans les stratégies sectorielles.

La vision du Gouvernement consiste à faire participer la femme au même titre que l'homme au processus de développement à travers (i) la promotion de l'égalité des sexes ; (ii) l'autonomisation des femmes ; (iii) l'amélioration des conditions de vie des femmes ; (iv) la lutte contre le viol des droits des femmes et contre la discrimination dans la plupart des domaines de la vie économique du pays ; (v) la mobilisation nationale et la forte implication des partenaires extérieurs autour de la question du Genre ; et (vi) le renforcement des capacités d'intervention du Ministère leader du secteur, en l'occurrence celui du Genre, Famille et Enfant.

Les efforts déjà accomplis et en cours seront poursuivis à travers les actions ci-après : (i) la finalisation des documents de politique et des stratégies d'intégration du genre ; (ii) le plaidoyer pour la mise en œuvre de la loi sur la parité auprès des membres du gouvernement et du parlement ; (iii) l'amélioration des capacités de coordination du Ministère du GEFAE ; (iv) le renforcement des capacités des femmes à la gestion des activités économiques ; (v) la sensibilisation des femmes à participer à la vie politique ; et (vi) la lutte contre les violences sexuelles faites aux femmes et aux jeunes filles.

4.4. Lutter contre le VIH/Sida

L'épidémie du VIH/Sida en RDC a une prévalence estimée à 1,3% ⁽²⁾ de la population générale, avec une tendance à la féminisation et à la juvénilisation, gagnant progressivement les milieux ruraux à cause de plusieurs facteurs dont notamment, les conflits armés récurrents et la pauvreté.

L'action du Gouvernement en vue de lutter efficacement contre la pandémie est axée sur l'accès universel des populations à la prévention, aux soins et au traitement du VIH/Sida en vue de (i) stabiliser l'évolution de l'épidémie ; (ii) améliorer les conditions de vie des PVVIH ; (iii) atténuer son impact sur le

² EDS, 2007

développement ; et (iv) renforcer la coordination nationale et le suivi-évaluation à tous les niveaux.

Les interventions concernent la population en général et en particulier les groupes vulnérables et à risque tels que : les femmes, les jeunes, les professionnels du sexe, les hommes en uniforme, les camionneurs, les navigants, les trafiquants et exploitants artisanaux des matières premières, les victimes de violences sexuelles, les personnes déplacées internes et externes des conflits.

Une attention soutenue sera portée sur les facteurs de vulnérabilité qui exposent les groupes cibles aux IST et au VIH/Sida, alors que les interventions de prise en charge holistique et d'atténuation de l'impact cibleront les PVVIH ainsi que les personnes affectées (veuves, orphelins, etc.). Elle s'adresse également à la transmission mère-enfant.

Les actions prévues pour la réalisation de ces stratégies sont : (i) le renforcement des capacités des laboratoires ainsi que du diagnostic de l'infection à VIH et des IO ; (ii) la prise en charge psycho-sociale des PVVIH ; (iii) la distribution des préservatifs (condom) ; (iv) l'appui des familles d'accueil des orphelins et enfants vulnérables ; (v) la lutte contre la stigmatisation, la discrimination sociale et les violences sexuelles.

4.5. Appuyer la dynamique communautaire

L'appui à la dynamique communautaire constitue un trait original de la SCRP de par son caractère transversal. Il met en évidence le rôle important que doivent jouer les communautés locales (Organisations de la société civile, le secteur privé, y compris les Organisations Confessionnelles), au niveau micro, méso et macroéconomique, dans la stratégie de réduction de la pauvreté.

Les organisations de la dynamique communautaire, du fait de leur proximité et de leur expérience avérée en matière de lutte contre la pauvreté, constituent des partenaires privilégiés du gouvernement.

L'appui à la Dynamique Communautaire vise à renforcer les organisations communautaires de base qui ont des aptitudes en matière de lutte contre la pauvreté, en vue d'arriver à une gestion décentralisée de la stratégie, jusqu'au niveau des collectivités locales et permettre ainsi aux populations de se l'approprier.

A court et à moyen terme, l'appui à la dynamique communautaire consiste à : (i) renforcer les capacités institutionnelles et techniques des organisations communautaires en vue de les rendre pleinement parties prenantes au développement national décentralisé ; (ii) faire participer efficacement les communautés de base aux programmes de la réduction de la pauvreté ; (iii) développer des micro projets communautaires, et (iv) promouvoir un processus participatif citoyen dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes de développement.

V. CADRE INSTITUTIONNEL ET DISPOSITIF POUR LE SUIVI DU PROGRAMME D'ACTIONS PRIORITAIRES

Le suivi du PAP 2009-2010 s'insère dans le dispositif de suivi technique défini dans le DSCR. Essentiellement, les administrations sectorielles seront les premiers opérateurs de mise en œuvre et de suivi des interventions logées dans leur secteur. Ce dispositif se base sur l'approche privilégiant la participation et la responsabilisation des structures chargées de la mise en œuvre de différents programmes.

Les Groupes thématiques seront un cadre idéal de suivi continu notamment sur les aspects de la coordination des informations nécessaires à l'évaluation de la mise en œuvre et des impacts attendus.

Le suivi du PAP portera sur la réalisation physique des actions et l'exécution financière des budgets. Il fera partie intégrante du rapport d'avancement réactualisé de la SCR. Le principal produit des actions de suivi est le rapport d'étape de la mise en œuvre. Ce dernier constitue donc le document synthèse de l'ensemble du système de suivi de l'exécution de la SCR. Les composantes du rapport seront fournies par les sectoriels de façon participative et seront condensées et rendues cohérentes par l'UPPE, structure chargée du pilotage du processus ainsi que par le CTR, structure chargée des Réformes Économiques et Structurelles.

Les actions du PAP seront analysées par rapport aux objectifs et indicateurs retenus dans le cadre de la stratégie. L'actualisation de ces indicateurs sera effectuée sur une base annuelle en vue de préparer le cadre des indicateurs du DSCR de 2^{ième} Génération.

Les divers rapports et études du suivi-évaluation devront être archivés et rendus disponibles à la consultation, afin d'en faciliter la diffusion et de donner une plus grande visibilité aux résultats. Un site Internet devra servir de support de base des ressources pour les activités de formation et de sensibilisation du public essentiellement sur la mise en œuvre de la SCRP et sur les acquis du développement et de la lutte contre la pauvreté.

DEUXIEME PARTIE:

MATRICES DES ACTIONS SECTORIELLES

PILIER I : BONNE GOUVERNANCE

SECTEUR : GOUVERNANCE JUDICIAIRE ET SECURITAIRE

SOUS-SECTEUR : SECURITE

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/ MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. AMELIORATION DE LA GOUVERNANCE JUDICIAIRE ET SECURITAIRE/ JUSTICE, POLICE, ARMEE, VIOLENCES SEXUELLES	OBJECTIF 1 : CLARIFIER LES ROLES ET LES MISSIONS DES INSTITUTIONS DU SECTEUR SECURITE									
	Action 1 : Adoption de la Loi Organique du secteur sécurité définissant le rôle et la mission des institutions impliquées dans le secteur	1) Projet de texte élaboré 2) Loi organique promulguée	X	X	Nationale	0	0	0	Gouvernement, Commission interministérielle permanente d'examen des lois et Parlement	
	Action 2 : Création et mise en place d'une commission des questions transversales	1) Commission opérationnelle au niveau politique et technique 2) Renforcement de la coordination interministérielle	X	X	Nationale	0	0	0	Vice primature Sécurité et Défense et Ministères sectoriels impliqués dans la RSS (niveau politique)	
	OBJECTIF 2 : METTRE EN PLACE LES MESURES VISANT LE CONTRÔLE PARLEMENTAIRE ET DE LA SOCIETE CIVILE									
	Action 1 : Renforcement des capacités de la Commission de Défense et Sécurité au sein du Parlement ainsi que de la société civile	1) Parlementaires et les activistes de la société civile renforcés	X	X	Nationale	0	0	0	Commission de la Défense et Sécurité AN et Sénat	
	OBJECTIF 3 : METTRE EN PLACE LES MESURES VISANT LE CONTRÔLE DES ARMES LEGERES ET DE PETIT CALIBRE									
	Action 1 : Finalisation et adoption de la loi sur le contrôle des Armes Légères et de Petit Calibre	1) Structure de concertation mise en place 2) Loi adoptée	X		Nationale	0	0	0	Gouvernement, Commission interministérielle permanente d'examen des lois et Parlement	

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/ MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. AMELIORATION DE LA GOUVERNANCE JUDICIAIRE ET SECURITAIRE/ JUSTICE, POLICE, ARMEE, VIOLENCES SEXUELLES (Suite)	Action 2 : Opérationnalisation de la commission nationale de contrôle des ALPC	1) Commission nationale de contrôle des ALPC opérationnelle	X	X	Nationale	353500	0	353500	Gouvernement, Commission nationale de contrôle des ALPC	PNUD
	Action 3 : Réalisation d'une étude sur la prolifération des ALPC et les circuits de distribution	1) Étude réalisée	X		Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema, Province Orientale	310000	0	310000	Gouvernement, Commission nationale de contrôle des ALPC	PNUD, FRANCE
	Action 4 : Renforcement des capacités des intervenants engagés dans la lutte contre les ALPC et la réduction de la violence armée et sexuelle	1) Intervenants formés et mieux organisés	X		Nationale	430000	0	200000	Gouvernement, Commission nationale de contrôle des ALPC Plateforme des ONGs nationales	PNUD, RECSA

SECTEUR : GOUVERNANCE JUDICIAIRE ET SECURITAIRE / JUSTICE

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/ MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. REFORME DE LA JUSTICE	OBJECTIF1: REFORMER ET REORGANISER LE SYSTEME JUDICIAIRE EN CONCORDANCE AVEC LA NOUVELLE CONSTITUTION ET LE PLAN D'ACTION DE LA JUSTICE									
	Action1 : Audit organisationnel et institutionnel du Ministère de la justice	1) Rapport d'audit disponible	X	X	Kinshasa, Bandundu, Maniema, Katanga	2500000	0	2500000	MIN JUST, CMJ	USAID
	Action 2 : Installation des trois nouvelles juridictions supérieures	1) Cour de cassation, Cour constitutionnelle, Conseil d'Etat installés	X	X	Kinshasa	1380000	0	1380000	MIN JUST, CMJ	UE (PAG)

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/ MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. ACCES A LA JUSTICE	OBJECTIF 2 : FACILITER L'ACCES DE LA POPULATION A LA JUSTICE									
	Action 1 : Élaboration d'une loi sur l'assistance judiciaire gratuite (boutique de droit, bureau de consultation gratuite, renforcement des capacités des barreaux)	1) Loi élaborée	X	X	Équateur, Mamiema, Sud-Kivu	1250000	0	1250000	MIN JUST, CMJ	USAID
	Action 2 : Institutionnalisation des chambres foraines	1) Nombre d’audiences foraines tenues	X	X	Bas-Congo, Kasai-Oc. Sud-Kivu, Nord-Kivu, Ituri	5425000	0	5425000	MIN JUST , CMJ, REJUSCO	UE,UK, BELGIQUE, PAYS-BAS, USAID
	Action 3 : Organisation des campagnes d'information et de sensibilisation des usagers du service public de la justice et des citoyens en général (cadre de concertation entre juridictions, police, procureurs, ONG, Administration provinciale)	1) Nombre d’usagers et des citoyens sensibilisés	X	X	Kinshasa, Bas-Congo, Kasai-Oc.	625000	0	625000	MIN JUST, CMJ	SUEDE, UK, UE, (PARJ), JICA
	Action 4: Renforcement et généralisation de l'assistance gratuite	1) Deux barreaux renforcés 2) Nombre des victimes assistés	X	X	Bas-Congo, Kasai-Oc.	1125000	0	1125000	MIN JUST, CMJ	JICA, UE , UK, SUEDE, PNUD
	Action 5 : Construction des palais de justice dans les chefs - lieux des provinces, réhabilitation et équipement des tribunaux de grande instance, de paix, de commerce, des parquets	1) Sept palais de justice construits 2) Cours et tribunaux, parquets et administration centrale réhabilités et équipés.	X	X	Kinshasa, Bas-Congo, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Kasai-Oc., Kasai-Or., Ituri	7 725 000	0	7 725 000	MIN JUST, CMJ	UE (PAG), UK, DE, BELGIQUE, PAYS BAS, JICA, COPIREP

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/ MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. ACCES A LA JUSTICE (Suite)	Action 6 : Construction, réhabilitation et équipement des prisons	1) Prisons construites, réhabilitées et équipées	X	X	Kinshasa, Bas-Congo, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Kasai-Oc., Kasai-Or., Ituri	7150000	0	7150000	MIN JUST, CMJ (REJUSCO)	UE(PAG) UK SUEDE BELGIQUE PAYS BAS JICA COPIREP
3. PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME	OBJECTIF 1 : SECURISER LA POPULATION EN LUTTANT EFFICACEMENT CONTRE L'IMPUNITE									
	Action1 : Renforcement du réseau de la Société Civile pour la protection des défenseurs des droits de l'homme, témoins et victimes	1) Réseaux des défenseurs des droits de l'homme renforcés 2) Défenseurs des droits de l'homme, victimes et témoins protégés	X	X	Kinshasa, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema, Katanga	2000000		2000000	MIN JUST, CMJ	USAID
	Action 2 : Intégration de l'enseignement des droits de l'homme au programme de l'éducation nationale	1) Programme de formation révisé et disponible		X	Bas-Congo,, Kasai-Oc., Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri	2925000	0	2925000	MIN JUST, CMJ	UE, UK, SUEDE (PARJ), Belgique, PAYS BAS REJUSCO
4. MODERNISATION DU CADRE JURIDIQUE	OBJECTIF 1 : ACTUALISER LA LEGISLATION CONGOLAISE EN L'ADAPTANT AUX NORMES INTERNATIONALES									
	Action 1 : Rédaction du nouveau Code Pénal Congolais	1) Nouveau code pénal disponible		X	Nationale	975000	0	975000	MIN JUST, CMJ	FRANCE
	Action 2 : Restructuration de la Commission Permanente des Réformes du Droit Congolais (CPRDC)	1) Travaux réalisés, 2) Guide et documentation disponibles	X	X	Nationale	100000	0	100000	MIN JUST, CMJ	PNUD
	Action 3 : Élaboration des textes législatifs et réglementaires indispensables à l'application de la Constitution du 18/02/2006	1) Textes promulgués et mis en vigueur	X	X	Kinshasa, Bandundu, Maniema, Katanga	1250000	0	1250000	MIN JUST, CMJ	USAID

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/ MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
4. MODERNISATION DU CADRE JURIDIQUE (Suite)	Action 4: Adhésion de la RDC à l'OHADA (transmission traité adhésion au parlement pour ratification, création d'une commission nationale OHADA, promulgation par le chef de l'Etat, vulgarisation et distribution des codes, harmonisation du droit national, et transmission instrument adhésion,)	1) Traité OHADA ratifié et vulgarisé, 2) Instrument de ratification transmis à l'OHADA	X	X	Nationale	650000	0	650000	MIN JUST, CMJ, COPIREP	BANQUE MONDIALE
5. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET L'IMPUNITE	OBJECTIF 1 : ERADIQUER LA CORRUPTION ET L'IMPUNITE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE NATIONAL									
	Action 1 : Établissement d'un système d'évaluation des juridictions	1) Critères d'évaluation établis	X	X	Kinshasa, Bas-Congo, Kasai-Oc., Sud-Kivu, Nord-Kivu, Ituri	6475000	0	6475000	MIN JUST, CMJ (REJUSCO)	UE, UK, BELGIQUE, PAYS BAS, JICA
	Action 2: Adhésion de la RDC à la convention des Nations Unies contre la corruption	1) Instrument de ratification disponible	X	X	Nationale	0	0	0	MIN JUST, CMJ	PNUD
	Action 3 : Surveillance du contrôle judiciaire de détention	1) Détenus assistés, 2) Rapports sur les détentions abusives établis	X	X	Nationale	3250000	0	3250000	MIN JUST, CMJ, (REJUSCO)	UE, UK, SUEDE

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/ MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMÉS en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
6. RENFORCEMENT DES CAPACITES HUMAINES	OBJECTIF 1: FORMER ET RECYCLER LES MAGISTRATS AINSI QUE LE PERSONNEL DE LA JUSTICE									
	Action1 : Relance de la formation et du recyclage du personnel judiciaire et pénitencier	1) Personnel formé	X	X	Nationale	4300000	0	4300000	MIN JUST , CMJ	UE (PAG), UK, SUEDE, JICA, PNUD
	Action 2 : Mise en place d'un mécanisme transparent de recrutement des magistrats et élaboration d'un plan pluriannuel de recrutement	1) Magistrats recrutés et formés	X	X	Kinshasa, Bandundu, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema, Katanga	2500000	0	2500000	MIN JUST, CMJ	USAID
	Action 3 : Élaboration et exécution d'un programme de formation intérimaire pour les magistrats	1) Programme disponible 2) magistrats formés	X	X	Kinshasa, Bas-Congo, Bas-Congo, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema, Katanga	3640000	0	3640000	MIN JUST, CMJ	UE, UK, SUEDE, JICA, USAID
	Action 4: Formation des officiers et agents de la police judiciaire et vulgarisation de la loi sur la Police	1) Agents formés, 2) Loi vulgarisée	X	X	Katanga, Équateur, Bas-Congo	200000	0	200000	MIN JUST , CMJ	PNUD
	Action 5: Mise en œuvre de la parité homme-femme dans le secteur de la justice et du droit	1) Femmes recrutées 2) Femmes promues	X	X	Kinshasa	2500000	0	2500000	MIN JUST, CMJ	UE, UK, SUEDE
	7. STRATEGIE DE FINANCEMENT DU SECTEUR	OBJECTIF 1 : ACCROITRE LA PART DU BUDGET DE L'ETAT AU SECTEUR DE LA JUSTICE								
Action1 : Rationalisation et sécurisation du circuit des dépenses et recettes du secteur de la justice; renforcement des compétences et procédures pour la gestion du pouvoir judiciaire: élaboration et gestion du budget		1) Circuit des dépenses et recettes sécurisé 2) Compétence et procédure renforcées	X	X	Nationale	1250000	0	1250000	MIN JUST, CMJ	UE, UK, SUEDE, USAID
				TOTAL						

SECTEUR : GOUVERNANCE JUDICIAIRE ET SECURITAIRE
SOUS-SECTEUR : POLICE

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. LA REFORME DE LA POLICE NATIONALE	OBJECTIF 1 : ELABORER ET ADOPTER UN CADRE LEGAL COHERENT									
	Action 1: Adoption de la loi organique de la police, comprenant des dispositions sur la police de proximité	1) Loi organique adoptée	X		Nationale				Gouvernement, Commission interministérielle permanente d'examen des lois et Parlement	
	Action 2 : Rédaction des textes d'application de la loi organique de la police	1) Règlement d'Administration Particulier du Policier adopté 2) Textes de Régime Disciplinaire adoptés 3) Textes d'Organisation et de fonctionnement du Conseil d'Enquête et du Conseil de Discipline adoptés	X		Nationale				Groupe de travail cadre législatif et réglementaire du Secrétariat Exécutif du Comité de Suivi de la Réforme de la Police	EUPOL , UNPOL
	OBJECTIF 2 : ELABORER ET ADOPTER LE PLAN D'ACTION DE LA REFORME									
	Action 1 : Élaboration et adoption du Plan d'Action de la Réforme de la Police par le Comité de Suivi de la Réforme de la Police	1) Plan d'action élaboré et adopté	X		Nationale				Ministères sectoriels, partenaires et autres membres du CSRP, Groupes de travail du Secrétariat Exécutif du Comité de Suivi de la Réforme de la Police	EUPOL, UNPOL, Partenaires impliqués dans la réforme d e la police

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. REORGANISATION ET REFORME DE LA POLICE NATIONALE	OBJECTIF 1: ASSURER LES RAPPORTS ENTRE LA POLICE ET LES AUTRES ACTEURS DE LA SECURITE AINSI QUE LES AUTORITES ADMINISTRATIVES									
	Action 1: Formation des policiers en matière des procédures de collaboration entre la police, la justice et l’armée et harmonisation des actes normatifs y afférents	1) Nombre des policiers formés en la matière 2) Actes normatifs entre la police et la justice harmonisés et approuvés	X	X	Nationale				Gouvernement, Groupe Appropriation et Mise en Œuvre (AMO) de la PNC et Groupe de travail Cadre Législatif et Règlementaire du SE/CSRP	Partenaires impliqués, EUPOL, UNPOL
	Action 2: Application des procédures de collaboration entre la police, la justice et l’armée	1) Nombre de dossiers enregistrés pour non-conformité de la procédure par la police 2)Nombre de rapports établis par la police pour non respect de la procédure par le parquet 3)Nombre des opérations conjointes effectuées avec l’armée	X	X	Nationale				MIN INT, MIN DEF AMO-Gtr CLR	Partenaires impliqués, EUPOL, UNPOL
	Action 3 : Application des procédures de collaboration entre la police et les autorités administratives	1) Nombre des policiers formés en la matière 2) Actes normatifs entre la police et les autorités administratives harmonisés et approuvés 3) Nombre de rapports enregistrés pour non-conformité de la procédure par la police	X	X	Nationale				MIN INT, MIN DEF, AMO-Gtr CLR	Partenaires impliqués, EUPOL, UNPOL

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. REORGANISATION ET REFORME DE LA POLICE NATIONALE(Suite)		4) Nombre de rapports établis par la police pour non respect de la procédure par les autorités administratives	X	X	Nationale					
	Action 4: Formation des policiers en matière des rapports entre la police et le secteur privé de sécurité et harmonisation des actes normatifs y afférents	1) Nombre de policiers formés en la matière 2) Actes normatifs entre la police et le secteur privé de sécurité sont harmonisés et approuvés	X	X	Nationale				MIN INT, MIN DEF, AMO-Gtr CLR	Partenaires impliqués, EUPOL, UNPOL
	OBJECTIF 2 : RENFORCER LA POLICE DANS LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES									
	Action 1: Réorganisation de la Direction des Ressources Humaines	1) Direction réorganisée	X	X	Nationale				MIN INT, MIN DEF, AMO- Gtr Ressources Humaines du SE/CSRP	DCE ; EUPOL ; UNPOL ; partenaires impliqués
	Action 2: Identification du personnel de la nouvelle police	1) Nombre de policiers recensés 2) Banque des données disponible	X	X	Nationale	10 664 484		6 434 884	MIN INT, MIN DEF, AMO- Gtr Ressources Humaines du SE/CSRP	DCE et OIM
	Action 3: Mise en œuvre d'un mécanisme de dégageant et de mise à la retraite du personnel	1) Nombre de policiers dégaagés 2) Nombre de policiers mis à la retraite	X	X	Nationale	848 816		848 816	MIN INT, MIN DEF, AMO- Gtr Ressources Humaines du SE/CSRP	Partenaires impliqués EUPOL UNPOL
	Action 4 : Titularisation et affectation du personnel de la nouvelle police	1) Nombre de policiers titularisés et affectés	X	X	Nationale				MIN INT, MIN DEF, AMO- Gtr Ressources Humaines du SE/CSRP	Partenaires impliqués EUPOL UNPOL

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. REORGANISATION ET REFORME DE LA POLICE NATIONALE (Suite)	Action 5: recrutement de nouvelles unités	1) Nombre des personnes recrutées	X	X	Nationale				MIN INT, MIN DEF, AMO- Gtr Ressources Humaines du SE/CSRP	Partenaires impliqués EUPOL UNPOL
	OBJECTIF 3: METTRE EN PLACE UN SYSTEME DE CONTROLE BUDGETAIRE									
	Action 1: Réorganisation de la DBF	1) DBF réorganisée	X	X	Nationale				MIN INT, AMO- Gtr Budget et Finances du SE/CSRP	Partenaires impliqués UNPOL
	Action 2 : Mise en œuvre du contrôle budgétaire par la DBF	1) Nombre des dossiers pour infraction transmis à la cour des comptes	X	X	Nationale				AMO-Gtr Budget et Finances du SE/CSRP	Partenaires impliqués, UNPOL
	Action 3: Application de l'autonomie budgétaire de la police	1) Plan de mise en œuvre disponible	X	X	Nationale				MIN INT, AMO- Gtr Budget et Finances du SE/CSRP	Partenaires impliqués, UNPOL
	OBJECTIF 4 : REDEPLOYER LES SERVICES DE POLICE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE NATIONAL									
	Action 1 : Élaboration du règlement d'organisation et de fonctionnement du redéploiement	1) Règlement élaboré	X	X	Nationale				MIN INT, AMO- Gtr Organisation du SE/CSRP	Partenaires impliqués, EUPOL, UNPOL
	Action 2 : Élaboration de la politique sécuritaire de la police en matière du déploiement	1) Document de la politique sécuritaire disponible	X	X	Nationale				MIN INT, AMO- Gtr Organisation du SE/CSRP	Partenaires impliqués, EUPOL, UNPOL
	Action 3 : Implantation des services de la police	1) Services implantés	X	X	Nationale				MIN INT, AMO- Gtr Organisation du SE/CSRP	Partenaires impliqués EUPOL, UNPOL

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. REORGANISATION ET REFORME DE LA POLICE NATIONALE(Suite)	Action 4 : Redéploiement des unités	1) Unités redéployées	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr Organisation du SE/CSRP	Partenaires impliqués, EUPOL, UNPOL
	OBJECTIF 5: METTRE EN PLACE UNE ORGANISATION FONCTIONNELLE									
	Action 1 : Renforcement de la capacité de la direction de l'organisation	1) Nouvel organigramme disponible 2) Nombre de personnel formé 3) Structure équipée	X	X	Nationale	17 840 973			MIN INT, AMO-Gtr Organisation du SE/CSRP	Partenaires impliqués, EUPOL, UNPOL
	Action 2 : Renforcement des unités spécialisées (GIPN, PCR, PHP...)	1) Organigramme disponible 2) Nombre de personnel spécialisé 3) Unités équipées	X	X	Nationale	70 292 130			MIN INT, AMO-Gtr Organisation du SE/CSRP	Partenaires impliqués, EUPOL, UNPOL
	Action 4 : Renforcement de la direction des renseignements généraux	1) Organigramme disponible 2) Nombre de personnel spécialisé 3) Direction équipée	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr Organisation du SE/CSRP	Partenaires impliqués, EUPOL, UNPOL
	Action 5 : Mise en place d'un système de suivi et de contrôle du fonctionnement des structures	1) Nombre des structures auditées	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr Organisation du SE/CSRP	Partenaires impliqués, EUPOL, UNPOL
	OBJECTIF 6 : METTRE EN PLACE UN SYSTEME INFORMATISE DE TRAITEMENT, DE STOCKAGE ET DE PARTAGE DES INFORMATIONS									
	Action 1 : élaboration du cahier des charges	1) Cahier des charges élaboré	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr Logistique et Infrastructure du SE/CSRP	Partenaires impliqués, UNPOL
	Action 2 : déploiement du réseau informatique de la PNC	1) Nombre des directions et services connectés	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr Log et Infra du SE/CSRP	Partenaires impliqués, UNPOL

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. REORGANISATION ET REFORME DE LA POLICE NATIONALE (Suite)	Action 3 : Mise en place d'un système d'archivage numérique et physique	1) Manuel des procédures de classification, conservation et consultation disponible 2) Banque des données numérique constituée 3) Nombre des renseignements traités dans les délais	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr Log et Infra du SE/CSRP	Partenaires impliqués, UNPOL
	OBJECTIF 7: RATIONALISER LE SYSTEME DE PAIEMENT DES AGENTS									
	Action 1: Élaboration d'une politique de rémunération salariale	1) Document de politique disponible 2) Grille salariale disponible	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr Budget et Finances du SE/CSRP	Partenaires impliqués, UNPOL
	Action 2: Mise en place d'un système de programmation budgétaire et de paiement en matière salariale	1) Système de programmation existe	X	X	Nationale	74 920			MIN INT, AMO-Gtr Budget et Finances du SE/CSRP	Partenaires impliqués, UNPOL
	Action 3 : Mise en place d'un mécanisme de contrôle de la chaîne de paiement	1) Plan de mise en œuvre de contrôle disponible 2) Nombre d'unités contrôlées	X	X	Nationale	899 700			MIN INT, AMO-Gtr Budget et Finances du SE/CSRP	Partenaires impliqués, UNPOL
	OBJECTIF 8 : Doter la Police d'un cadre réglementaire pour le respect de ses missions									
	Action 1 : Élaboration et vulgarisation d'un cadre réglementaire	1) Cadre réglementaire élaboré et vulgarisé	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr Cadre Législatif et Réglementaire	Partenaires impliqués, EUPOL, UNPOL

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. REORGANISATION ET REFORME DE LA POLICE NATIONALE (Suite)	Action 2 : Élaboration des modules de formation en matière des missions de la police	1) Modules de formation disponibles	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr Cadre Législatif et Règlementaire	Partenaires impliqués EUPOL, UNPOL
	Action 3 : Organisation de la formation des policiers en matière de connaissance de leurs missions	1) Nombre des policiers formés	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr Cadre Législatif et Règlementaire	Partenaires impliqués EUPOL, UNPOL
	Action 4 : Mise en place d'un système de sanction disciplinaire pour le respect des missions de la police	1) Nombre de sanctions disciplinaires appliquées	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr CLR	Partenaires impliqués EUPOL, UNPOL
	OBJECTIF 9: Doter la police des unités des frontières									
	Action 1 : Élaboration du document Règlementant le rôle de la Police en matière de la sécurisation des frontières	1) Document disponible			Nationale				MIN INT, AMO-Gtr Organisation du SE/CSRP	
	Action 2 : Mise en place de la direction de la police des frontières	1) Nombre de personnel spécialisé 2) Structure équipée	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr Organisation du SE/CSRP	Partenaires impliqués EUPOL, UNPOL
	Action 3 : Organisation d'un module de formation adaptée	1) Nombre de personnel formé	X	X	Nationale				MN INT, AMO-Gtr Organisation du SE/CSRP	Partenaires impliqués EUPOL, UNPOL
	OBJECTIF 10: Doter la police d'un système de contrôle du fonctionnement									
	Action 1 : Opérationnalisation de l'Inspection générale d'audit (IGA)	1) Nombre d'audits réalisés	X	X	Nationale				MIN INT, IGA, AMO-Gtr Cadre Législatif et Règlementaire	Partenaires impliqués, EUPOL, UNPOL
	Action 2 : mise en place d'un système de dénonciation des abus commis par les policiers	1) Organe de recourt existe		X	Nationale	476 452			MIN INT, AMO-Gtr CLR	Partenaires impliqués EUPOL UNPOL

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. REORGANISATION ET REFORME DE LA POLICE NATIONALE (Suite)	OBJECTIF 11 : RENFORCER LA LOGISTIQUE DE LA POLICE									
	Action 1 : Renforcement des capacités de direction logistique et des services d'intendance	1) Nouvel organigramme disponible 2) Nombre de personnel formé 3) Structure équipée	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr Logistique et Infrastructure du SE/CSRP	Partenaires impliqués, UNPOL
	Action 2 : Mise en œuvre de la chaine logistique	1) Nombre des structures équipées en conformité avec le TD	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr Log et Infra du SE/CSRP	Partenaires impliqués, UNPOL
	Action 3 : Mise en place d'un système de contrôle logistique est mis en place	1) Dispositifs de contrôle de contrôle existent	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr Log et Infra du SE/CSRP	Partenaires impliqués, UNPOL
	OBJECTIF 12 : RENDRE OPERATIONNEL LE SYSTEME DE TRANSMISSION									
	Action 1: Renforcement des capacités des services de transmission	1) Nouvel organigramme existe 2) Nombre de personnel spécialisé 3) Structure équipée	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr Logistique et Infrastructure du SE/CSRP	Partenaires impliqués, UNPOL
	Action 2 : Équipement des services de transmission	1) Nombre d'unités équipées	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr Log et Infra du SE/CSRP	Partenaires impliqués, UNPOL
	Action 3 : Mise en place d'un système national de communication intégré	1) Protocole de partenariat entre les services de sécurité disponible	X	X	Nationale				AMO- Gtr Log et Infra du SE/CSRP	Partenaires impliqués, UNPOL
	Action 4 : Renforcement des capacités humaines en techniques de communication	1) Nombre de Personnel formé	X	X	Nationale					

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES		
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE	
2. REORGANI-SATION ET REFORME DE LA POLICE NATIONALE (Suite)	OBJECTIF 13 : AMELIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES POLICIERS										
	Action 1: Renforcement des capacités de la structure en charge des infrastructures	1) Nouvel organigramme existe 2) Nombre de personnel formé 3) Structure équipée	X	X	Nationale					AMO- Gtr Organisation du SE/CSRP	Partenaires impliqués, EUPOL, UNPOL
	Action 2: Mise en place d’une politique sanitaire	1) Document de la politique disponible	X	X	Nationale					MIN INT, AMO-Gtr, Organisation du SE/CSRP	Partenaires impliqués EUPOL, UNPOL
	Action 3: Mise en place d’un commissariat de référence	1) Commissariat opérationnel	X	X	Nationale					MIN INT, AMO-Gtr Organisation du SE/CSRP	Partenaires impliqués, EUPOL, UNPOL
	Action 4 : Élaboration du projet de loi sur la protection juridique du policier	1) Projet de loi disponible	X	X	Nationale					MIN INT, AMO-Gtr, Organisation du SE/CSRP	Partenaires impliqués, EUPOL, UNPOL
	OBJECTIF 14 : AMELIORER LES CONDITIONS DE LOGEMENT LES POLICIERS										
	Action 1: Élaboration et vulgarisation d’un document de politique de logement	1) Document régissant la politique de logement disponible et vulgarisé	X	X	Nationale					MIN INT, AMO-Gtr, Ressources Humaines du SE/CSRP	DCE ; OIM EUPOL; UNPOL; partenaires impliqués
	Action 2: Renforcement des capacités de logement des policiers	1) Nombre de policiers logés	X	X	Nationale					MIN INT, AMO-Gtr, Ressources Humaines du SE/CSRP	DCE ; OIM, EUPOL; UNPOL; partenaires impliqués
	OBJECTIF 15 : METTRE EN ŒUVRE LE CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE DE LA NOUVELLE POLICE										
	Action 1 : Élaboration et vulgarisation du projet de loi du cadre législatif et règlementaire de la Nouvelle Police	1) Projet de loi élaboré et vulgarisé	X	X	Nationale					MIN INT, AMO-Gtr Cadre Législatif et Règlementaire	Partenaires impliqués EUPOL UNPOL

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. REORGANI-SATION ET REFORME DE LA POLICE NATIONALE (Suite)	Action 2 : Mise en place d'une structure juridique chargé de l'application du cadre législatif et réglementaire de la Nouvelle Police	1) Structure mise en place	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr CLR	Partenaires impliqués EUPOL, UNPOL
	OBJECTIF 16 : ELABORER ET METTRE EN ŒUVRE LA NOUVELLE REGLEMENTATION SUR LA DETENTION, LE PORT ET L'UTILISATION DES ARMES									
	Action 1 : Elaboration et adoption d'un projet de loi de la réglementation sur la détention et le port des armes	1) Projet de loi élaboré	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr Cadre Législatif et Réglementaire	Partenaires impliqués EUPOL, UNPOL
	Action 2 : Vulgarisation du projet de loi de la réglementation sur la détention et le port des armes	1) Nombre de campagnes organisées	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr CLR	Partenaires impliqués EUPOL, UNPOL
	OBJECTIF 17 : REFORMER LA COMMUNICATION INTERNE ET EXTERNE DE LA POLICE									
	Action 1 : Réorganisation de la DRPP	1) Nouvel organigramme disponible 2) Nombre de personnel spécialisé 3) Structure équipée	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr Information et communication du SE/CSRP	Partenaires impliqués, UNPOL
	Action 2 : Mise en œuvre d'une politique de reforme de la communication de la police	1) Plan de mise en œuvre disponible 2) Nombre de protocoles d'accord signés	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr Info/com du SE/CSRP	Partenaires impliqués UNPOL
						98 090				

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. REORGANISATION ET REFORME DE LA POLICE NATIONALE (Suite)	Action 3 : Vulgarisation de la reforme de la communication interne et externe de la police	1) Nombre d'émissions spécialisées sur la réforme 2) Site intranet et internet opérationnel 3) Bulletin de communication de la police publiée	X	X	Nationale	103 000			MIN INT, AMO-Gtr Info/com du SE/CSRP	Partenaires impliqués UNPOL
	OBJECTIF 18: RETABLIR LA CONFIANCE ENTRE LA POPULATION ET LA POLICE									
	Action 1 : Sensibilisation de la population sur le rôle de la police en matière de politique sécuritaire	1) Plaintes non fondées de la part de la population enregistrées 2) Connaissances des missions de la police maîtrisées 3) Nombre d'interventions antiterroristes enregistrées	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr Organisation du SE/CSRP	Partenaires impliqués, EUPOL, UNPOL
	Action 2 : Mise en place des structures de partenariat entre la police et la population	1) Nombre des rencontres de concertation 2) Taux d'appels sur le numéro vert 3) Nombre de manifestations organisées avec la population par Inspection provinciale	X	X	Nationale				MIN INT, AMO-Gtr Organisation du SE/CSRP	Partenaires impliqués EUPOL, UNPOL

SECTEUR : GOUVERNANCE JUDICIAIRE ET SECURITAIRE/ARMEE
SOUS-SECTEUR : ARMEE

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. RESTRUCTU- RATION ET MODERNISATION DE L'ARMEE	OBJECTIF 1 : RATIONNALISER LE SYSTEME DE LA PAIE AU SEIN DE L'ARMEE									
	Action1 : Finalisation du recensement et des audits du secteur, et mise en œuvre des recommandations prioritaires	1) Rapport final d'audit produit 2) Plan de mise en œuvre élaboré	X							
	Action 2 : Restructuration de la chaîne de paiement	1) Chaîne restructurée	X							
	Action 3: Développement et opérationnalisation du système des fichiers des salaires	1) Fichiers des salaires développés et opérationnalisés	X							
	OBJECTIF 2 : APPROVISIONNER REGULIEREMENT LES BRIGADES INTEGREES									
	Action 1: Equipement des brigades intégrées en matériels	1) Brigades équipées	X	X						
	Action 2: Mise en place d'un système d'approvisionnement en équipements et matériels	1) Système d'approvisionnem ent en équipements et matériels disponible	X	X						
2. BRASSAGE, DESARMEMENT, DEMOBILISATION ET REINTEGRATION	OBJECTIF 1: BRASSER LES BRIGADES EXISTANTES									
	Action 1: Finalisation des brassages	1) Brigades brassées	X							
	Action 2: Brassage des produits du mixage	1) Produits de mixage brassés	X							

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. BRASSAGE, DESARMEMENT, DEMOBILISATION ET REINTEGRATION (Suite)	OBJECTIF 2 : DESARMER, DEMOBILISER ET REINTEGRER LES EX-COMBATTANTS									
	Action 1: Finalisation du Processus de réintégration des ex combattants	1) Rapport final élaboré	X							
	Action 2: Cantonnement des FARDC	1) FARDC cantonnée	X	X						DIFID
	Action 3: Destruction des armes légères	1) Armes détruites	X							
3. PROMOTION DE LA JUSTICE MILITAIRE	OBJECTIF 1 : RENFORCER LE SYSTEME JUDICIAIRE AU SEIN DE L'ARMEE									
	Action 1: Affectation des magistrats additionnels aux tribunaux de garnisons	1) Nombre des Magistrats affectés	X							
	Action 2 : Formation des magistrats militaires et les avocats qui y sont associés en droit congolais et en droit international	1) Magistrats formés	X	X						
	Action 3 : Restructuration de la Cour d'ordre	1) Cour d'ordre restructurée	X							
	Action 4: Adoption de la loi sur le contrôle des armes légères	1) Loi adoptée	X							
4. RENFORCEMENT DES CAPACITES	OBJECTIF 1 : RENFORCER LES CAPACITES HUMAINES									
	Action 1: Formation des officiers militaires	1) Nombre d'officiers formés	X	X	Kananga					
	Action 2 : Renforcement des capacités de la commission défense et sécurité du parlement	1) Nombre d'ateliers de formation organisés	X		Nationale					

SECTEUR : **GOVERNANCE JUDICIAIRE ET SECURITAIRE**

SOUS-SECTEUR : **VIOLENCES SEXUELLES**

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. ERADICATION DES VIOLENCES SEXUELLES	OBJECTIF 1 : PREVENIR LES VIOLENCES SEXUELLES EN RDC									
	Action1 : Validation du document de la stratégie de communication et de prévention en rapport avec les violences sexuelles	1) Document de stratégie validé	X		Nationale	12 0000	0	120 000	MIN. GEFAE	UNFPA
	Action 2 : Organisation des rencontres de plaidoyer entre acteurs de la lutte contre les violences sexuelles	1) Nombre de rencontres de plaidoyer organisées	X		Nationale	120 000	0	120 000	MIN. GEFAE	UNFPA
	Action 3: Organisation des campagnes d'information, de sensibilisation, de publication et de diffusion des informations sur les violences sexuelles	1) Nombre des campagnes organisées 2) Documents publiés et diffusés	X	X	Nationale	600 000	0	600 000	MIN. GEFAE	UNFPA
	Action 4 : Vulgarisation des lois nationales, Conventions et Traités relatifs à la promotion et à la protection des droits de l'enfant et de la femme	1) Nombres des lois, conventions et traités vulgarisés	X	X	Nationale	400 000	0	400 000	MIN. GEFAE /LIZADEL	PAYS-BAS
	OBJECTIF 2 : LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES									
	Action 1: Prévention et répression des violences sexuelles et réinsertion socio-économique des femmes victimes des violences sexuelles	1) Nombre des violeurs jugés et condamnés 2) Nombre des femmes réintégrées économiquement	X	X	Maniema	9 000 000	0	9 000 000	MIN. GEFAE	PAYS-BAS

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. ERADICATION DES VIOLENCES SEXUELLES (Suite)	Action 2 : Mise en place d'une base de données sur les violences sexuelles	1) Base de données disponible	X	X	National	30 000	0	30 000	MIN. GEFAE	UNFPA
	Action 3 : Implantation et lancement de la ligne verte sur les violences sexuelles et vulgarisation de la loi sur les violences sexuelles	1) Ligne verte disponible 2) Loi sur les violences sexuelles vulgarisée	X	X	National	250 000	0	250 000	MIN. GEFAE	UNFPA
	Action 4 : Prévention et répression des violences sexuelles et réinsertion socio-économique de femmes concernées (PROCOVISE)	1) Nombre des violeurs jugés et condamnés 2) Nombre des femmes réintégrées économiquement	X	X	Sud Kivu	2 000 000	0	2 000 000	MIN. GEFAE	PAYS-BAS
	Action 5 : Réinsertion socio-économique des femmes victimes	1) Nombre des femmes réintégrées économiquement	X	X	Nord-Kivu et Sud-Kivu	1 187 924	0	1 187 924	MIN. GEFAE	ETATS-UNIS (USAID)
	OBJECTIF 3 : PRENDRE EN CHARGE LES VICTIMES DES VIOLENCES SEXUELLES									
	Action 1 : Assistance holistique des victimes des violences sexuelles (Initiative conjointe)	1) Nombre de victimes prises en charge	X		Nationale	13 000 000	0	13 000 000	Min. GEFAE	UNFPA/CANADA et BELGIQUE
	Action 2 : Assistance psychosociale des femmes et enfants victimes des violences sexuelles	1) Nombre des femmes et enfants assistés	X	X	Province Orientale/Ituri	4 945 045	0	4 945 045	Min. GEFAE	ETATS-UNIS (USAID)
	Action 3 : Assistance et réintégration socio-économique des enfants déportés, victimes des violences sexuelles	1) Nombre d'enfants assistés et réintégrés	X		Province Orientale/Ituri	1 511 644	0	1 511 644	Min. GEFAE	ETATS-UNIS (USAID)
		TOTAL				33 164 613	0	33 164 613		

SECTEUR : GOUVERNANCE POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE
SOUS-SECTEUR : FONCTION PUBLIQUE

PROGRAMME	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. REFORME DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	OBJECTIF 1 : ORGANISER ET MODERNISER LES SERVICES PUBLICS AINSI QUE LES RESSOURCES HUMAINES DE L'ETAT									
	Action1: Révision du cadre juridique de l'Administration Publique	1) Nombre de statuts proposés	X		Nationale	144000	0	144000	Min Fonction Publique	PNUD
	Action2 : Finalisation du recensement de la Fonction Publique	1) Rapport du recensement élaboré 2) Nombre d'agents commis	X		Nationale	1418000	0	1418000	Min Fonction Publique	PNUD, RSA et BELGIQUE
	Action 3 : Rationalisation des structures, des emplois et des effectifs	1) Nombre de revues organisationnelles réalisées	X		PTT, GEFAE, ITPR, Energie et Plan	1585000	0	1585000	Gouvernement	PNUD
	Action 4 : Mise en œuvre d'un système moderne d'évaluation des ressources humaines	1) Nombre des Ministères utilisant le système d'évaluation annuelle		X	Nationale	459000	0	459000	Min Fonction Publique	PNUD
	Action 5: Mise à la retraite des Fonctionnaires et Agents de l'Etat	1) Nombre des Fonctionnaires et Agents de l'Etat mis à la retraite	X		Nationale	17771500	16071500	1700000	Gouvernement	GTZ
	Action 6: Réalisation des études pour l'amélioration des Administrations Provinciales	1) Rapports d'études disponibles	X		Nationale	329000	0	329000	Min Fonction Publique	PNUD
	Action 7 : Promotion des valeurs éthiques, vulgarisation des principes de transparence et lutte contre la corruption	1) Nombre des campagnes réalisées 2) Cas de corruption dénoncés	X		Nationale	918 000	0	918 000	Min Fonction Publique, Min. Justice et Min. EPSP	PNUD et DFID

PROGRAMME	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. REFORME DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE (Suite)	Action 8 : Appui au développement et à la mise place d'un intranet gouvernemental intégrant les ministères-clé de la réforme (Fonction publique, Finances, Budget et Plan)	1) Ministères intégrés à l'intranet		X	Kinshasa	135 000	0	135 000	Min Fonction Publique, Min. Justice et Min. EPSP	PNUD
	Action 9 : Promotion de l'approche qualité et NTIC'S	1) Nombre des Ministères fournissant Services de qualité		X	Nationale	620 000	0	620 000	Min. Fonction Publique	PNUD
					TOTAL	23379500	16071500	6688000		

SECTEUR : GOUVERNANCE POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE

SOUS-SECTEUR : GOUVERNANCE LOCALE

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. ELABORATION DU CADRE JURIDIQUE DE MSE EN ŒUVRE DE LA DECENTRALISATION	OBJECTIF 1 : AMELIORER LE CADRE LEGAL ET NORMATIF DE LA DECENTRALISATION									
	Action1 : Validation et adoption du cadre stratégique de la décentralisation	1) Cadre validé et disponible	X		Nationale					
	Action2 : Elaboration de la stratégie nationale de l'appropriation sociale de la décentralisation	1) Stratégie validée et disponible	X		Nationale					
	Action3 : Promulgation de la loi organique sur les subdivisions à l'Intérieur des Provinces	1) Loi promulguée et disponible	X		Nationale					
	SOUS-TOTAL					2 321 480	0	2 321 480		

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. APPUI A LA DECENTRALISATION ET AU DEVELOPPEMENT LOCAL	OBJECTIF 1 : RENFORCER LES CAPACITES HUMAINES ET INSTITUTIONNELLES DES PROVINCES									
	Action 1 : Mise en place des cadres de concertation fonctionnelle dans les ETD	1) Dix cadres mis en place	X		Nationale	0	0	0	MIN de la Décentralisation	PNUD/FENU, DFID
	Action 2 : Mise en place des organes de planification participative dans les ETD	1) Dix organes mis en place	X		Nationale	0	0	0	MIN de la Décentralisation	PNUD/FENU, DFID
	Action 3 : Adoption des plans d'actions du développement provincial et des plans d'investissement pluriannuels	1) Plans d'action du développement provincial et plans d'investissement pluriannuels adoptés	X		Nationale	0	0	0	MIN de la Décentralisation	PNUD/FENU, DFID
	Action 4 : Mise en œuvre des modules de formation sur la planification et la gestion budgétaire dans les ETD	1) Cinq modules de formation assurés	X	X	Nationale				MIN de la Décentralisation	PNUD/FENU, DFID, BANQUE MONDIALE
3. RECENSEMENT DE LA POPULATION	OBJECTIF 1 : EVALUER LA POPULATION CONGOLAISE									
	Action 1 : Mise en œuvre du plan national sur la redynamisation de l'état civil	1) Plan national mis en œuvre	X	X	Nationale	1 000 000		1 000 000	MIN de la Décentralisation	UNICEF
	Action 2 : Recensement général de la population et de l'habitat	1) Population recensée	X	X	Nationale	110 000 000		110 000 000	MIN de la Décentralisation, Min. du Plan	FNUAP, PNUD
	SOUS-TOTAL					111 000 000	0	111 000 000		
					TOTAL	113 321 480	0	113 321 480		

SECTEUR : GOUVERNANCE POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE

SOUS-SECTEUR : ELECTIONS

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. RENFORCEMENT DU CADRE LEGAL ET NORMATIF DES ELECTIONS DANS LES ETD	OBJECTIF 1 : METTRE EN PLACE LES LOIS ESSENTIELLES SUR L'ORGANISATION DES ELECTIONS URBAINES, MUNICIPALES ET LOCALES									
	Action1 : Elaboration du Projet de Loi organique sur l'organisation et le fonctionnement de la CENI	1) Projet de loi élaboré et disponible	X		Nationale	0	0	0	CEI-MINTER AN	DE-MONUC-PNUD
	Action 2 : Élaboration du Projet de l'Annexe à la loi Electorale relative à la Répartition des sièges	1) Projet de l'Annexe à la loi élaboré et disponible	X		Nationale	0	0	0	CEI-MINTER AN	DE-MONUC-PNUD
	Action 3 : Elaboration de l'Annexe à la Loi sur les ETD (groupements)	1) Annexe à la Loi sur les ETD élaboré et disponible	X		Nationale	0	0	0	CEI-MINTER AN	DE-MONUC-PNUD
	OBJECTIF 2 : REVISER LE FICHER ELECTORAL									
	Action1 : Elaboration de la méthodologie de la révision du fichier électoral élaborée	1) Méthodologie de la révision du fichier électoral élaborée	X		Nationale			26 140 719	CEI	DE-MONUC-PNUD
	Action 2 : Identification physique des sites d'enrôlement	1) 2000 sites d'enrôlement identifiés (et 261 CI additionnels)	X		Nationale				CEI	DE-MONUC-PNUD
	Action 3 : Recrutement et formation en cascade des agents électoraux	1) Agents électoraux recrutés et formés	X		Nationale				CEI	DE-MONUC-PNUD
	Action 4 : Déploiement du personnel et du matériel électoral	1) Matériel et personnel électoral déployés	X		Nationale				CEI	DE-MONUC-PNUD

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. RENFORCEMENT DU CADRE LEGAL ET NORMATIF DES ELECTIONS DES ETD (Suite)	Action 5 : Mise à jour de la Liste électorale (Collecte des données des électeurs sur le terrain)	1) Liste électorale mise à jour 2) Cartes d'électeurs et duplicatas distribués	X		Nationale				CEI	DE-MONUC-PNUD
	SOUS-TOTAL						6 820 038	6 054 860		
2. RENFORCEMENT DE LA STRUCTURE CHARGÉE DU PILOTAGE DES ELECTIONS LOCALES	OBJECTIF 1 : ORGANISER LES ELECTIONS URBAINES, MUNICIPALES ET LOCALES (2009 - 2010)									
	Action 1 : Acquisition des kits électoraux et production des supports de sensibilisation, communication et de formation	1) Kits électoraux acquis 2) Supports de sensibilisation, communication et de formation produits		X	Nationale				CEI	DE-MONUC-PNUD
	Action 2 : Production de la liste des candidats et des bulletins de vote	1) Liste des candidats et bulletins de vote produits		X	Nationale				CEI	DE-MONUC-PNUD
	Action 3 : Recrutement et formation en cascade des agents électoraux	1) Agents électoraux recrutés et formés		X	Nationale				CEI	DE-MONUC-PNUD
	Action 4 : Déploiement du personnel et du matériel électoral	1) Matériel et personnel électoral déployés		X	Nationale				CEI	DE-MONUC-PNUD
	Action 5 : Organisation des scrutins urbains, municipaux et locaux	1) Scrutins urbains, municipaux et locaux organisés		X	Nationale				CEI	DE-MONUC-PNUD
	SOUS-TOTAL					94 153 861	6 820 038	17 698 698		

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. RENFORCEMENT DE LA STRUCTURE CHARGEE DU PILOTAGE DES ELECTIONS LOCALES (Suite)	OBJECTIF 2 : PLANIFIER ET RENFORCER LES CAPACITES INSTITUTIONNELLES									
	Action 1: Appui à la Structure chargée du pilotage des élections locales	1) Structure appuyée	X	X	Nationale				CEI	DE-MONUC-PNUD
	Action 2: Appui au Centre National de Traitement et pérennisation des acquis	1) Centre National de Traitement appuyé 2) Acquis pérennisés	X	X	Nationale				CEI	DE-MONUC-PNUD
	Action 3 : Planification Stratégique et Développement des Capacités Institutionnelles	1) Planification Stratégique et Développement des Capacités assurés	X	X	Nationale				CEI	DE-MONUC-PNUD
	Action 4 : Renforcement du partenariat entre la CENI, les Institutions Publiques et les Organisations de la Société Civile	1) Accord de partenariat signé	X	X	Nationale				CEI	DE-MONUC-PNUD
	SOUS-TOTAL							2 196 800		
				TOTAL			120 000 000	15 836 876	49 894 277	

SECTEUR : **GOVERNANCE POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE**

SOUS-SECTEUR : **PARLEMENT**

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS (estimés en \$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. APPUI AUX PARLEMENTS, AUX PARTIS POLITIQUES ET A LA SOCIETE CIVILE	OBJECTIF 1 : ACCROITRE LA PARTICIPATION CITOYENNE A L'EXERCICE DU POUVOIR ET RENDRE FIABLES LES INSTITUTIONS POLITIQUES									
	Action1 : Renforcement des capacités des parlementaires	1) Capacités des parlementaires renforcées	X	X	Nationale	450000	0	450000	PARLEMENT NATIONAL	DFID
	Action2 : Renforcement des capacités du personnel administratif du parlement et du Ministère des Relations avec le Parlement (Cabinet et Administration)	1) Capacités du personnel renforcées	X	X	Nationale	572000	0	572000	MIREPA	DFID
	Action 3 : Renforcement des capacités institutionnelles et appui logistique	1)Parlementaires, gents administratifs et Personnel du Ministère des Relations avec le Parlement suffisamment outillés	X	X	Nationale	1 305 000	0	1 305 000	MIREPA	DFID
	Action4 : Appui au travail de contrôle du Parlement	1) Structure de contrôle appuyée	X	X	Nationale	460 000	0	460 000	PARLEMENT NATIONAL	DFID
	Action 5 : Promotion de la communication parlementaire et de l'expression des citoyens	1) Communica-tion du parlement promue	X	X	Nationale	120 000	0	120 000	PARLEMENT NATIONAL	DFID

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISA-TION	COÛTS (estimés en \$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. APPUI AUX PARLEMENTS, AUX PARTIS POLITIQUES ET A LA SOCIETE CIVILE(Suite)	Action 6 : Renforcement des activités interparlementaires	1) Activités interparlementaires renforcées	X	X	Nationale	50 000	0	50 000	PARLEMENT NATIONAL	DFID
	Action7 : Renforcement des capacités des députés provinciaux	1) Nombre des députés provinciaux formés	X	X	Nationale	320 000	0	320 000	ASSEMBLEES PROVINCIALES	DFID
	Action 8 : Renforcement des capacités des commissions permanentes des assemblées provinciales	1)Nombre des commissions permanentes provinciales renforcées	X	X	Nationale	40 000	0	40 000	ASSEMBLEES PROVINCIALES	DFID
	Action 9 : Renforcement des capacités du personnel des Assemblées provinciales	1) Compétences professionnelles et techniques du personnel des Assemblées provinciales renforcées	X	X	Nationale	265 000	0	265 000	ASSEMBLEES PROVINCIALES	DFID
	Action 10 : Renforcement des capacités institutionnelles des assemblées provinciales	1) Parlementaires et agents administratifs des Assemblées provinciales outillés	X	X	Nationale	261 000	0	261 000	ASSEMBLEES PROVINCIALES	DFID
	Action 11 : Promotion de la communication des Assemblées provinciales et de l'expression des citoyens	1) Communication des Assemblées provinciales promue	X	X	Nationale	167 000	0	167 000	ASSEMBLEES PROVINCIALES	DFID
	Action 12 : Organisation des ateliers de manière transversale en faveur des députés provinciaux	1) Ateliers et séminaires organisés	X	X	Nationale	240 000	0	240 000	ASSEMBLEES PROVINCIALES	DFID

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISA-TION	COÛTS (estimés en \$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. APPUI AUX PARLEMENTS, AUX PARTIS POLITIQUES ET A LA SOCIETE CIVILE(Suite)	Action 13 : Appui aux services d'Administration et finances du parlement national et des Assemblées provinciales en frais de fonctionnement	1) Services du Parlement national appuyés 2) Services des Assemblées provinciales appuyées	X	X	Nationale	2 612 300	0	2 612 300	ASSEMBLEE NATIONALE, SENAT et ASSEMBLEES PROVINCIALES	DFID
	Action 14 : Promotion de l'expression des citoyens dans un cadre légal	1) Activités promotionnelles réalisées	X	X	Nationale	1 769 625	0	1 769 625	PARLEMENT NATIONAL et ASSEMBLEES PROVINCIALES	DFID
	Action 15 : Promotion de l'expression démocratique par le biais des élections	1) Nombre d'activités promotionnelles réalisées	X	X	Nationale	2 080 000	0	2 080 000	PARLEMENT NATIONAL et ASSEMBLEES PROVINCIALES	DFID
	Action 16 : Acquisition véhicules	1) 20 véhicules acquis	X	X	Kinshasa	3 100 000	3 100 000	0	MIREPA	DFID
	Action 17 : Acquisition des maisons sociales/Site Kamerhe	1) Nombre des maisons acquises	X		Kinshasa	900 000	900 000	0	ASSEMBLEE NATIONALE	
	Action 18 : Construction bâtiment de l'imprimerie	1) Bâtiment de l'imprimerie construit	X		Kinshasa	450 000	450 000	0	ASSEMBLEE NATIONALE	
					TOTAL	15 161 925	4450000	10711925		

SECTEUR : GOUVERNANCE ECONOMIQUE
SOUS-SECTEUR : TRANSPARENCE DANS LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISA-TION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. MODERNISATION DES ADMINISTRATIONS FISCALES ET DOUANIERES	OBJECTIF 1 : MAXIMISER LES RECETTES PUBLIQUES									
	Action1 : Collecte de tous les impôts sur les bénéfices du secteur minier	1) Nombre d'impôts collectés	X		Nationale				DGE	
	Action 2: Adoption par le Parlement du projet de code des douanes	1) Code de douane adopté	X		Nationale				GVT et Parlement	
	Action 3: Recrutement d'une agence privée pour l'assistance technique à l'OFIDA	1) Une agence privée recrutée	X		Nationale				(OFIDA)	
	Action 4: Renforcement des capacités douanières en matière de lutte contre la contrebande.	1) Capacités renforcées	X		Nationale				Finances (OFIDA)	
	Action 5: Transformation de l'OFIDA à une Direction des douanes rattachée au Ministère des finances	1) Arrêté disponible	X		Nationale				Finances (OFIDA)	
	Action 6 : Intégration de la lutte contre le blanchiment des capitaux au sein de la Cellule Nationale des Renseignements Financiers (CENAREF) .	1) Lutte contre le blanchiment intégrée dans la Cellule	X		Nationale					
	Action 7: Adoption par le Conseil des Ministres des textes réglementaires pour le transfert des activités d'ordre douanier de l'OCC à l'OFIDA.	1) Textes réglementaires adoptés	X		Nationale				GVT et Parlement	

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. MODERNISATION DES ADMINISTRATIONS FISCALES ET DOUANIERES (Suite)	Action 8 : Equipement en outils informatiques du bureau des douanes de KASUMBALISA.	1) Bureau des douanes équipé en outils informatiques	X		Kasumbalesa	896 475	896 475		Finances, (OFIDA)	
	Action 9 : Adoption par le parlement du projet du code des douanes	1) Code des douanes adopté	X		Nationale				GVT et Parlement	
	Action 10 : Implantation des Centres d'Impôts Synthétiques (CIS) sur toute l'étendue du territoire national.	1) Nombre des centres implantés	X		Nationale				Finances, (OFIDA)	
	Action 11 : Sensibilisation pour l'utilisation obligatoire du nouvel identifiant fiscal unique dans les opérations commerciales, financières et fiscales dans toutes les provinces.	1) Campagnes de sensibilisation organisées	X						Finances, (OFIDA)	
	Action 12 : Mise en place de la comptabilité des émissions fiscales	1) Système de comptabilité des émissions fiscales mis en place	X		Nationale					
	Action 13 : Mise en place d'un répertoire exhaustif des contribuables et des assujettis par secteur d'activités (mines, télécommunication, tourisme, forêt, etc)	1) Répertoire disponible	X		Nationale				Finances, DGI	
	Action 14 : Création d'une banque des données sur les bases imposables	1) Banque de données disponible	X		Nationale				Finances, DGI	
	Action 15 : Mise en place d'un comité de révision de la parafiscalité administrative	1) Comité mis en place	X		Nationale					

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. MODERNISATION DES ADMINISTRATIONS FISCALES ET DOUANIERES (Suite)	Action 16: Amélioration des mécanismes des recouvrements des taxes fiscales et administratives	1) Mécanismes de recouvrement des taxes améliorés	X		Nationale					
	Action 17: Mise en réseau des directions de l'Ordonnancement, de recouvrement et de l'Informatique	1) Réseau opérationnel	X		Nationale					
	Action 18: Mise en œuvre de la réforme du régime d'imposition des petites et moyennes entreprises.	1) Régime d'imposition de PME disponible	X						Finances (OFIDA)	PSSF
	Action 19 : Suppression de tous les impôts à faible rendement	1) Nombre d'impôts supprimés	X		Lubumbashi, Goma, Matadi, M'buji-Mayi, Bukavu, Kisangani, Kananga, Mbandaka, Bandundu et Kindu					
	Action 20 : Adoption par le Parlement de la loi sur la TVA.	1) Loi sur la TVA adoptée	X							
	Action 21 : Révision de la fiscalité du secteur minier	1) Fiscalité du secteur minier révisée	X							
3. RATIONNALISATION DE LA DEPENSE ET GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE	OBJECTIF 1: RATIONNALISER LA DEPENSE ET AMELIORER LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE									
	Action 1 : Utilisation satisfaisante et documentée de l'épargne budgétaire	1) Document disponible	X		Nationale				Finances, Budget	
	Action 2 : Adoption d'un plan d'action pour la gestion des dépenses à paiement centralisé	1) Plan d'action adopté	X		Nationale					

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
3. RATIONNALISATION DE LA DEPENSE ET GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (Suite)	Action 3 : Publication régulière du bulletin statistique sur la dette	1) Bulletin statistique disponible	X		Nationale					
	Action 4 : Mise en place et exécution de la stratégie pour le règlement des arriérés intérieurs accumulés entre 2002-07	1) Plan de mise en œuvre élaboré	X		Nationale				Finances, Budget et PLAN	
	Action 5 : Adoption par le Parlement de la nouvelle Loi organique sur les Finances Publiques	1) Loi organique adoptée	X		Nationale					
	Action 6 : Adoption du nouveau Manuel du circuit de la dépense	1) Nouveau Manuel adopté.	X		Nationale					
	Action 7 : Mise en place des CDMT des secteurs prioritaires et leur prise en compte dans le Budget 2010.	1) CDMT disponibles	X		Nationale				Finances, Budget et PLAN	
	Action 8 : Mise en place des organes chargés de régulation, contrôle et passation des marchés publics	1) Organes opérationnels	X						Budget	
	Action 9 : Finalisation des discussions bilatérales avec les créanciers membres du Club de Londres	1) Nombre des contrats conclus	X						Mines	
	Action 10 : Définition d'une politique d'endettement fixant les orientations du Gouvernement en matière d'emprunts publics intérieurs et extérieurs	1) Politique de la dette publique définie	X						Finances	

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
4. MODERNISATION DE L'APPAREIL STATISTIQUE	OBJECTIF 1 : RENFORCER LES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE L'INS ET DES STRUCTURES CHARGEES DE STATISTIQUE									
	Action 1 : Préparation de la stratégie pour l'élaboration des statistiques nationales avec l'aide de la Banque Mondiale	1) Stratégie disponible	X							
	Action 2: Adoption des normes internationales pour les données des comptes nationaux BDP, budgétaires, et monétaires	1) Normes adoptées	X							
	Action 3: Renforcement des capacités financières de l'INS et autres services de statistique	1.Ressources budgétaires disponibles	X							
	Action 4 : Mise en réseau des données statistiques dans les Ministères, les institutions ainsi que le secteur privé et la société civile	1) Données mises en réseau	X							
5. REFORME DES ENTREPRISES PUBLIQUES	OBJECTIF 1 : RESTRUCTURER ET AMELIORER LA GESTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES									
	Action 1 : Adoption d'un plan d'action stratégique pour la réforme des entreprises publiques	1) Plan d'Action adopté	X		Nationale					
	Action 2 : adoption par le Gouvernement des plans de stabilisation pour la RVA , l'ONATRA et la SNCC	1) Plans de stabilisation adopté	X		Nationale					
	Action 3 : Publication des mesures d'application des lois promulguées en juillet 2008 sur la modernisation de la gestion des entreprises publiques.	1) Décrets publié	X						Portefeuille	

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
5. REFORME DES ENTREPRISES PUBLIQUES (Suite)	Action 4 : Adoption par le Gouvernement des plans de restructuration de l'ONATRA, de la SNCC et de l'OCPT	1) Plan de restructuration adopté	X						Portefeuille	
6. ASSAINISSEMENT DU CLIMAT DES AFFAIRES	OBJECTIF 1 : PROMOUVOIR LES INVESTISSEMENTS ET L'EMPLOI									
	Action 1 : Publication du décret portant statuts, organisation et fonctionnement de l'Agence nationale pour la promotion des investissements (ANAPI).	1) Décret publié	X							
	Action 2 : Adoption par le Parlement des actes de ratification du traité d'adhésion à l'OHADA	1) Actes de ratification adoptés	X		Nationale					
	Action 3: Constitution et opérationnalisation de la commission en charge de l'OHADA	1) Commission opérationnelle	X						Justice	
	Action 4 : Développement d'une stratégie et d'un plan d'actions pour lever les obstacles et autres contraintes au développement du secteur privé	1) Stratégie et plan d'actions élaborés	X		Nationale					
	Action 5: Révisitation des accords miniers, en conformité avec les normes internationales.	1) Rapport disponible	X						Economie	
	Action 6 : Publication des contrats de partenariat conclus	1) Nombre des contrats conclus	X						Mines	
7. MODERNISATION ET RESTRUCTURATION DU SYSTEME FINANCIER	OBJECTIF 1 : PROMOUVOIR LE SYSTEME FINANCIER									
	Action1: Publication du premier rapport sur la réforme bancaire	1) Rapport disponible	X		Nationale					
	Action 2: Adoption de projet du Code des assurances	1) Code des assurances adopté	X						Portefeuille	

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
7. MODERNISATION ET RESTRUCTURATION DU SYSTEME FINANCIER (Suite)	Action 3 : Adaptation du guide comptable des banques publié en 2008 aux activités des institutions de la micro finance	1) Guide comptable adapté	X							
	Action 4 : Adoption d'un cadre légal et réglementaire pour les institutions de micro finance	1) Cadre légal adopté	X						Min. Finances	
	Action 5: Adoption de la stratégie nationale de la micro finance et mise en place de son plan d'action	1) Stratégie nationale de la micro finance disponible	X						Min. Finances	
	Action 6 : Opérationnalisation du Fonds national de micro finance	1) Fonds national de micro finance opérationnel	X						Min. Finances PMEA	
	Action 7 : Réalisation avec l'aide des experts du FMI, des études sur la restructuration de l'Institut d'émission.	1) Etudes disponibles	X						Min. Finances	
	Action 8 : Approbation du plan d'action pour l'application de normes comptables internationales (IFRS)	1) Plan d'action disponible	X						Min. Finances	
	Action 9 : Elaboration du manuel de procédures pour toutes les fonctions de la DSIF	1) Manuel de procédures disponible	X						Min. Finances	
	Action 10 : Modernisation de la centrale de risque de la Banque centrale	1) Centrale de risque modernisée	X						Min. Finances	
	Action 11: Vulgarisation de la loi sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et financement du terrorisme dans les autres provinces du pays	1) Nombre de campagnes de vulgarisation	X						Min. Finances	

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
7. MODERNISATION ET RESTRUCTURATION DU SYSTEME FINANCIER (Suite)	Action 12: Élaboration d'un document-cadre de politique commerciale en accord avec l'Organisation Mondiale de Commerce (OMC)	1) Document disponible	X						Min. Finances	
	Action 13 : Publication des bilans de clôture des opérations de liquidation des 5 banques privées dans le Journal officiel	1) Bilans publiés	X						Min. Finances	
8. PROGRAMMES SPECIFIQUES	OBJECTIF 1 : ACCELERER LES DECLENCHEURS DU POINT D'ACHEVEMENT ET L'ATTEINTE DES OMD									
	Action 1 : Formulation, suivi et évaluation du DSCR	1) DSCR évalué	X		Nationale	7 000 000	16 1546	11260 000	MIN. Plan/ UPPE	PNUD et BAD
	Action 2 : Appui à la Gouvernance et à la fourniture des services dans les secteurs prioritaires	1) Gouvernance appuyée 2) Services fournis	X		Nationale	1 200 000	0	1 200 000	MIN. Budget	BAD
	Action 3 : Elaboration du DSCR II	1) DSCR II élaboré	X	X	Nationale	10 000 000		10 000 000	MIN. Plan/ UPPE	PNUD et BANQUE MONDIALE
	OBJECTIF 2 : ASSURER LA FOURNITURE DE SERVICES PUBLICS URGENTS									
	Action 1: Réalisation du plan d'urgence de sortie de crise SNCC	1) Plan d'urgence réalisé	X		Nationale	14 200 000	0	14 200 000	MIN. Transport	BAD
	Action 2 : Prise en charge de la paie des salaires des enseignants	1) Salaires payés	X		Nationale	48 000	0	48 000	MIN. EPSP	BAD
	Action 3: Prise en charge des factures de l'Etat vis à vis de la SNEL et de la REGIDESO	1) Factures apurées	X		Nationale	18 000 000	0	18 000 000	MIN. Énergie	BAD
	Action 4: Renforcement des procédures des administrations fiscales et douanières	1) Administrations fiscales et douanières appuyées	X		Nationale	7 780 000	0	7 780 000	MIN. Finance	BAD

SECTEUR : CULTURE ET COMMUNICATION

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES		
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE	
1. RENFORCEMENT DES CAPACITES	OBJECTIF 1 : RENFORCER LES CAPACITES INTITUTIONNELLES ET HUMAINES										
	SOUS-SECTEUR : CULTURE										
	Action1 : Réhabilitation du siège du Secrétariat Général à la Culture et aux Arts	1) Deux bâtiments réhabilités	X	X	Kinshasa	1371734,02	0	1371734,02	SG de la Culture et les Arts	E.U	
	Action 2 : Acquisition des outils informatiques et autres accessoires de bureau	1) Huit directions du SG équipées	X	X	Kinshasa	226059,48	0	226059,48	SG de la Culture et les Arts	BELGIQUE	
	Action 3: Renforcement des capacités des agents et cadres mobilisateurs des recettes de la Culture et des Arts	1) Agents et cadres de la Culture et des Arts formés(45)	X	X	Kinshasa	56000	0	56000	SG de la Culture et les Arts	FRANCE	
	Action 4: Elaboration de la Charte culturelle du Congo	1) Charte culturelle du Congo disponible	X	X	Kinshasa	10285	0	10285	SG de la Culture et les Arts	UNESCO	
	Action 5: Appui au financement de la politique culturelle en RDC	1) Politique culturelle en RDC appuyée	X	X	Kinshasa	32000	0	32000	SG de la Culture et les Arts	BELGIQUE	
	SOUS-SECTEUR : COMMUNICATION										
	Action 6 : Formation des professionnels des médias	1) Vingt professionnels de médias formés par domaine	X	X	Kinshasa	25000	0	25000	SG de la Communication et médias	FRANCE et GDE BRETAGNE	
	Action 7 : Achat des outils informatiques et autres accessoires de bureau	1) Six directions du SG renforcées	X	X	Kinshasa	27449	0	27449	SG de la Communication et médias	FRANCE et GDE BRETAGNE	
	Action 8 :Achat des équipements spécifiques (vidéo, télévision, radio, matériels audiovisuels...)	1) Six directions équipées	X	X	Kinshasa	13147	0	13147	SG de la Communication et médias	FRANCE et GDE BRETAGNE	

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. RENFORCEMENT DES CAPACITES(Suite)	Action 9: Renforcement des capacités des agents et cadres du Ministère de la Communication et Médias	1) Agents et cadres formés	X	X	Kinshasa	74666	0	56000	SG de la Culture et les Arts	FRANCE
	Action 10 : Achat des équipements et autres éléments nécessaires à la création d'une banque des données	1) Banque des données montée	X	X	Kinshasa	467016	0	467016	SG de la Communication et médias	FRANCE et GDE BRETAGNE
		TOTAL :				2 303 356,50	0	2 284 690,5		
TOTAL PILIER I						371 525 874,0	36 358 376,0	280478 651,5		

PILIER II : CROISSANCE PRO PAUVRE

SECTEUR : AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. APPUI A LA PRODUCTION	OBJECTIF 1 : FACILITER L'ACCES AUX INTRANTS ET ACCROITRE LA PRODUCTION AGRICOLE ET ANIMALE									
	Action 1: Réhabilitation des stations de recherche agricole assurant la production des semences de base et de nouvelles techniques	1) 4 Stations de l'INERA réhabilitées (Kimpopo, Gandajika, Kiala et M'vuaziev)	X	X	Bas-Congo et Bandundu	2 000 000	0	2 000 000	MIN. D. R. INERA, PRESAR, PARSAR, PRRSA	BAD, BM, CTB
	Action 2 : Réhabilitation des fermes semencières	1) 6 fermes réhabilitées	X	X	Bandundu, Province Orientale, Nord-Kivu, Maniema et Equateur	550 000	0	550 000	INERA, PRESAR, PARSAR, PRRSA	BAD, BM, CTB
	Action 3 : Distribution des géniteurs de race améliorée aux éleveurs	1) Eleveurs approvisionnés	X		Nationale	1 0000 000	0	1 0000 000	MINAGRI (central et provincial)	FAO, BAD
	Action 4 : Distribution Kits intrants agricoles de qualité à 400000 ménages agricoles ruraux	1) 200000 ménages agricoles servis	X		Nationale	40 000 000	0	40 000 000	MIN. D.R. PARSAR MINAGRI	CTB, BM
	OBJECTIF 2 : REDUIRE LA PROPORTION DES PERTES DES PRODUITS DUES A LA CONSERVATION ET AU STOCKAGE									
	Action 1 : Construction et réhabilitation des infrastructures de stockage,de conservation et des marchés ruraux	1) Infrastructures réhabilitées 2) 6 marchés construits	X	X	Nationale	5 824 400	0	5 824 400	MINAGRI MIN.D.R PRESAR PARSAR BCECO	BAD, BM
	OBJECTIF 3 : AMELIORER L'ENCADREMENT DES PRODUCTEURS									
	Action 1 : Renforcement de l'encadrement des producteurs (agriculteurs, pêcheurs et éleveurs)	1) 500 agriculteurs, pêcheurs et éleveurs encadrés	X		Nationale	4500000	0	4500000	MINAGRI, MIN. DER	PNUD, FAO, FIDA, BM, BAD

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES		
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE	
1. APPUI A LA PRODUCTION (Suite)	OBJECTIF 4 :METTRE A LA DISPOSITION DES PRODUCTEURS UN OUTIL DE TRAVAIL PERFORMANT										
	Action 1: Appui technique aux labo vétérinaires de KIN/LUSHI et implantation des dispensaires vétérinaires	1) 40% des besoins en vaccins veto couverts 2) 6 dispensaires implantés	X		Nationale	1000000	0	1000000	MIAGR, MIDE	BAD, CTB,PNUD	
	Action 2 : Mécanisation progressive de l’agriculture par la redynamisation de la traction animale	1) 600 parcs d’attelage acquis et distribués	X	X	Nationale	35 000 000	0	35 000 000	MIN. D.R. PRESAR PARSAR SENATRA	BM BAD	
	Action 3 : Mécanisation progressive de l'agriculture par la motorisation	1) 700 tracteurs de bœufs distribués	x	x	Nationale	30 000 000	30 000 000	0	MINAGRI MIN.DR GOUVERN	BM BAD	
		2) 30 motoculteurs	x	x	Katanga, Kasai Oriental et Kasai Occidental	429 000	0	429 000	MINAGRI et MIN. DEV. RURAL	BM BAD	
	OBJECTIF 5 : FACILILITE R L'ACCES A LA TERRE COMME FACTEUR DE PRODUCTION										
	Action 1: Opérationnalisation du Comité National de la réforme agraire et développement rural	1) Comité national opérationnel	X		Nationale	230000	0	230000	MIN.D.R , CENDRI	FAO	
2.APPUI AUX ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES ET COOPERATIVES	OBJECTIF 1 : DOTER LES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES PAYSANNES D'UN CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE ET REDYNAMISER LEUR ENCADREMENT										
	Action1 : Finalisation, validation et adoption du projet des lois sur les coopératives et les organisations communautaires paysannes	1)Projet des lois adopté	X		Nationale	50000	0	50000	SNCOOP, Gouvernement	BIT	
	Action 2 : Encadrement des organisations paysannes par les services publics d'encadrement	1)1000 associations encadrées	X		Nationale	4500000	0	4500000	SNCOOP SENAHUP PRESSAR/ MIN.D.R	BELGIQUE BAD	

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
3. FINANCEMENT DU MONDE RURAL	OBJECTIF 1 : Doter le secteur rural d'un cadre legal et reglementaire et faciliter l'accès aux microcredits									
	Action1 : Élaboration d'un cadre réglementaire pour le financement du secteur rural y compris la micro finance	1) Lois élaborées	X		Nationale	200000	200000	0	Gouvernement	
	Action 2 : Exécution de la convention signée par le MINADER et la CADECO	1) Nombre des bénéficiaires des microcredits ruraux auprès de la CADECO	X		Nationale	200000	200000	0	Gouvernement	
4. AMELIORATION DE L'ACCES A L' INFORMATION AGRICOLE ET RURALE	OBJECTIF 1 : AMELIORER L'ACCES A L'INFORMATION DU MONDE RURAL									
	Action 1: Réhabilitation et opérationnalisation des services des statistiques des Ministères de l'Agriculture et du Développement Rural	1) Services réhabilités 2) Services opérationnels	X	X	Nationale	350000	0	350000		FAO
	Action 2: Mise en place d'un système de collecte des statistiques de conditions de vie des ménages ruraux ou de développement rural	1) système mis en place	X	X	Nationale	44.000	0	44.000		FAO
	Action3 : Renforcement des capacités des radios rurales locales communautaires NTEMO et IDIOFA	1) Nombre d'antennes relais installées 2)Nombre des personnels formés	X		Bandundu et Bas-Congo	3000000	0	3000000	MIN.D.R	FAOI
	Action 4: Implantation d'une radio communautaire rurale à BUMBA	1) Une station radio implantée	X	X	EQUATEUR	450000	0	450000		FAO FIDA
5. AMELIORATION DE L'HABITAT RURAL	OBJECTIF 1 : AMELIORER L'HABITAT RURAL									
	Action 1: Mise à la disposition des organisations paysannes de petites presses à briques et autres outillages de maçonneries	1) 80 presses à briques distribuées 2) 100 kits d'outillage de maçonnerie distribués	X	X	Nationale	1983085	0	1983085	SENHARU MIN.D.R	BAD

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
5. AMELIORATION DE L'HABITAT RURAL (Suite)	Action 2 : Construction des latrines et assainissement des milieux ruraux	1) 32 latrines construites	X		Bas-Congo, Bandundu, Katanga, Kasai Or, Kasai Oc.	172000	0	172000	PRESAR PARSAR Partenaires	BAD
6. RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES ET COORDINATION DU SECTEUR	OBJECTIF 1 : METTRE EN PLACE UN CADRE DE COORDINATION ET DES POLITIQUES COHERENTES DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL									
	Action1 : Élaboration et adoption de la stratégie et des politiques sectorielles	1) Deux documents des politiques sectorielles disponibles	X		Nationale	455245	0	455245	MINAGRI MINDER	Bailleurs impliqués dans le soutien du GT8
	Action 2 : Mise en place des comités de coordination et d'intégration des programmes et projets de développement en milieu rural y compris les comités locaux de développement "CLD"	1) Ordonnance signée 2) Arrêté ministériel disponible	X		Nationale	100000	0	100000	MINAGRI MIN.D.R	
	Action 3 : Opérationnalisation du groupe de concertation sectoriel sous la coordination de la MINAGRI	1) Groupe de concertation opérationnel	X		Nationale	400000	0	400000	MINAGRI (central et provincial)	
	Action 4 : Élaboration et adoption du code rural	1) Code élaboré et adopté	X		Nationale	300000	0	300000	MIN.D.R	FAO, BAD
	Action 5: Promulgation, vulgarisation du code agricole	1) Code promulgué et vulgarisé	X		Nationale	10000	0	10000	MINAGRI	CTB
	Action 6 : Renforcement des capacités institutionnelles et humaines	1) Capacité renforcée	X		Nationale	10000	0	10000		PNUD, BM, BAD
	Action 7 : Adoption de la loi semencière	1) Loi semencière adoptée	X			0	0	0	AN	

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
6. RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES ET COORDINATION DU SECTEUR (Suite)	Action 8 : Implantation et opérationnalisation de 26 services d'encadrement agricole et rural	1) 26 services provinciaux d'encadrement implantés et opérationnel	X	X	Nationale	55000	0	55000	MINAGRI MIN.D.R	FAO, CTB
	Action 9 : Organisation du Symposium National sur le Développement Rural en RDC	1) 1 Rapport du Symposium National disponible	X		Nationale	250 000	0	250 000	MINIDER	BAD
	Action 10 : Mise en œuvre de l'étude du secteur agricole	1) Orientations stratégiques du secteur définies 2) Plan directeur du développement agricole des provinces élaboré	X	X	Nationale	2 050 000	0	2050000	MINAGRI	BAD
	Action 11 : Établissement d'un cadre sectoriel des dépenses sectorielles à Moyen terme (CDSMT) de l'Agriculture et du Développement Rural	1) Document CDSMT élaboré et disponible	X		Nationale	30000	0	30000	MINAGR MINADEV	BANQUE MONDIALE
			TOTAL			1 15 946 220	400 000	1 15 546 220		

SECTEUR : ENERGIE

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/PROJETS	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛT	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. APPUI A LA PRODUCTION ET A LA DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE	OBJECTIF 1: ATTEINDRE UNE CAPACITE DE 1300 MW A PARTIR DU BARRAGE INGA									
	Action1: Fiabilisation du Groupe 3 de la centrale Inga2	1) Groupe3 d'INGA2 fiabilisé	X		Bas-Congo	18 599 857	5 999 500	12 600 357	MIN. Energie	MAG ENERGY
	Action2: Fiabilisation des groupes 1,2 et 3 d'Inga 1 et installation de la surveillance de la vibration de la centrale Inga 2	1) Groupe 1, 2 et 3 d'INGA 1 fiabilisés 2) Surveillance de la vibration installée	X	X	Bas-Congo	10 191 226	0	10 191 226	MIN. Énergie	B.M
	Action 3: Fourniture d'une roue de turbine Francis pour les groupes de la centrale Inga 2B	1) Roue de turbine Francis livrée	X		Bas-congo	5 165 550	0	5 165 550	MIN. Énergie	B.M
	Action 4: Développement du site d'Inga par la construction d'Inga III	1) Centrale INGA 3 construite	X	X	Bas-Congo	41 000 000	0	41 000 000	MIN. Énergie	BAD/BHP BILLITON
	OBJECTIF 2: REHABILITER ET ETENDRE LES PARTIES-CLE DU RESEAU DE TRANSMISSION INCLUANT LA LIGNE INGA-KINSHASA									
	Action 1: Réhabilitation du réseau de transport Ouest en courant alternatif par l'amélioration de la transmission de la première ligne	1) Réseau de transport réhabilité	X		Bas-Congo /Kinshasa	11 026 006	0	11 026 006	MIN. Énergie	BM

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/PROJETS	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛT	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. APPUI A LA PRODUCTION ET A LA DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE (Suite)	OBJECTIF 3: AMELIORER LES RESEAUX DE DISTRIBUTION AVEC UNE CONCENTRATION A KINSHASA									
	Action 1: Réhabilitation des réseaux de distribution de Lubumbashi, Likasi, Kolwezi, Bandundu, Kikwit, Mbuji-Mayi, Kananga et Mbandaka	1) Réseaux de distribution réhabilités	X		Kinshasa, Katanga, Bandundu, Kasai-Or, Kasai-Oc, Équateur	16 718 243	0	16 718 243	MIN. Énergie	B.M (PMURR)
	Action 2: Réhabilitation des réseaux de distribution de Kinshasa, Matadi et Boma	1) Réseaux de distribution réhabilités	X		Kinshasa/ Bas Congo	17 884 541	0	17 884 541	MIN. Énergie	B.M (PMURR)
	Action 3: Eradication des poches noires et réhabilitation des infrastructures et équipements du réseau de distribution de la ville de Kinshasa	1) Poches noires électrifiées 2) Infrastructures réhabilitées 3) Réseau de distribution équipé	X		Kinshasa	97 519 990	0	97 519 990	MIN. Énergie	B.M (PMURR)
	Action 4: Fiabilisation des équipements des réseaux de distribution et réhabilitation des réseaux de distribution en province (Bas Congo, Bandundu, Katanga et Kivu)	1) Équipements fiabilisés 2) Réseaux réhabilités	X		Bas-congo, Bandundu, Katanga et Kivu.	13 188 577	0	13 188 577	MIN. Énergie	B.M (PMURR)
	Action 5: Réhabilitation des réseaux de distribution autonome du secteur hydraulique	1) Réseaux réhabilités	X		Province orientale, Katanga, Equateur	10 400 00	0	10 400 00	MIN. Énergie	BELGIQUE
	OBJECTIF 4: AUGMENTER LES EXPORTATIONS DE L'ENERGIE ELECTRIQUE									
	Action1: Remise en état, renforcement et modernisation des équipements des réseaux interconnectés (cette action inclut celle de la fiabilisation des équipements de la ligne et des postes de conversion du système THTCC Inga-Kolwezi)	1) Transport de l'énergie électrique sur la ligne Inga Kolwezi amélioré 2) Exportation de l'énergie électrique augmentée	X		Bas Congo, Bandundu, Kasai Oriental, Katanga	430 000 000		221 000 000	MIN. Énergie	B.M/B.E.I

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/PROJETS	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛT	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. ELECTRI- FICATION RURALE	OBJECTIF 1: AMELIORER LE TAUX D'ACCES DES POPULATIONS RURALES A L'ENERGIE ELECTRIQUE									
	Action 1: Élaboration du programme national de l'électrification nationale	1) Programme élaboré et disponible	X	X	Nationale	58 400	0	58 400	MINIDR/Énergie	UE/TCHEQUE
	Action 2: Identification des sites et Distribution des kits solaires pour les infrastructures communautaires de base en milieu rural (écoles, centres de santé, etc...)	1) 92 325 kits distribués 2) 24000 infrastructures servies	X	X	Nationale	28 214 900	0	28 214 900	MINIDR/Énergie	UE/TCHEQUE
	Action 3 :Construction de la ligne Goma-Sake-Kirotshe-Shasha	1) Ligne électrique construite		X	Nord Kivu	40 290 706	40 290 706	0	MIN. Énergie	SNEL
		TOTAL				729 857 996	46 290 206	474 567 790		

SECTEUR: INDUSTRIES ET SERVICES
SOUS SECTEUR : EMPLOI

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DES RESULTATS	ECHEANCES		LOCALISATION	COUTS ESTIMES en \$	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATION
1. APPUI A LA FORMULATION DE LA POLITIQUE NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	OBJECTIF 1 : ELABORER ET METTRE EN ŒUVRE LA POLITIQUE NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE									
	Action 1: Elaboration de la politique nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	1) Projet de document de politique élaboré	X	X	Nationale	150000	0	150000	METPS	BIT
	Action 2: Organisation de l'Atelier de restitution du Projet de la politique nationale	1) Projet de Politique restitué	X	X	Nationale	50000	0	50000	METPS	BIT
	Action 3: organisation Atelier de validation	1) Projet de Politique validé	X	X	Nationale	150000	0	150000	METPS CNT	BIT
	Action 4: Adoption du Projet de politique par le CNT	1) Projet de PNEFP adopté	X	X	Kinshasa	50 000	0	50 000	METPS CNT	
	Action 5: Adoption du Projet de politique par le Gouvernement	1)Document de Politique adopté	X	X	Kinshasa	20 000	0	20 000		
	Action 6: Organisation d'une Table Ronde avec les Bailleurs	1) Rapport produit	X	X	Kinshasa	10 000	0	10 000	METPS	BIT
	Action 7: Vulgarisation de la Politique(PNEFP)	1) Nombre des campagnes menées	X	X	Nationale	25 000	0	25 000	METPS	BIT
	Action 8: Mise en œuvre de la Politique (PNEFP)	1) Stratégie et plan d'action disponibles et opérationnels	X	X	Nationale	0	0	0	METPS	
	OBJECTIF 2 : ELARGIR DANS L'EQUITE LES OPPORTUNITES D'EMPLOIS ET DES ACTIVITES GENERATRICES D'EMPLOIS									
	Action 1. Elaboration des Programmes sectoriels du Plan d'Action National pour l'Emploi des Jeunes	1) Quatre Programmes sectoriels disponibles	X	X	Nationale	400 000	0	400 000	METPS	BIT/PNUD
	Action 2: Validation des Programmes sectoriels	1) Quatre programmes validés et disponibles	X	X	Kinshasa	150 000	0	150 000	METPS	

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DES RESULTATS	ECHEANCES		LOCALISATION	COUTS ESTIMES en \$	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATION
1. APPUI A LA FORMULATION DE LA POLITIQUE NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE(Suite)	Action 3: Adoption des programmes sectoriels au CNT	1) Programmes sectoriels adoptés	X	X	Kinshasa	50 000	0	50 000	METPS	BIT
	Action 4: Adoption des Programmes au Conseil des Ministres	1) Quatre Programmes sectoriels adoptés	X	X	Kinshasa	25 000	0	25 000	METPS	
	Action 5: Mise en place de l'Unité Centrale de Coordination des Programmes sectoriels	1) Unité Centrale opérationnelle	X	X	Kinshasa	25 000	0	25 000	METPS	
	Action 6. Adoption et validation du Plan d'Action National pour la Promotion de l'Emploi et la Lutte contre la Pauvreté	1) Plan d'Action adopté et validé	X	X	Nationale	0	0	0	METPS	BIT/PNUD
	Action 7. Elaboration et mise en œuvre de la stratégie et du Plan d'Action National de Lutte contre les Pires formes de travail des enfants	1) Stratégie et plan d'action disponibles	X	X	Nationale	258 600	0	258 600	METPS	BIT/IPEC, SAVE THE CHILDREEN, SOLIDARITY CENTER
	Action 8. Opérationnalisation de la Commission Interministérielle de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	1) CIETFP opérationnelle	X	X	Nationale	0	0	0	METPS	APEFE
2.RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES ET DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES	OBJECTIF 1 :RENFORCER LES CAPACITES INSTITUTIONNELLES ET HUMAINES DES STRUCTURES CHARGEES DE PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE									
	Action 1. Renforcement des capacités des Secrétariats Généraux et de l'Inspection Générale du Travail	1) Nombre d'agents et cadres formés, Quantité et qualité des matériels, pourcentage des ressources financières disponibles	X	X	Nationale	3 797 673	0	3 797 673	METPS	BIT/CIF TURIN, CRADAT, CIPRES
	Action 2. Equipement des ateliers de l'INPP	1) Quantité et qualité des matériels fournis	X		Kinshasa	735 579	0	735 579	INPP	JICA

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DES RESULTATS	ECHEANCES		LOCALISATION	COUTS ESTIMES en \$	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATION
2.RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES ET DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (Suite)	Action 3. Appui au Programme national de promotion de l'emploi de l'INPP	1) Programme appuyé	X		Nationale	41 010	0	41 010	INPP	BIT/CIF TURIN
	Action 4. Opérationnalisation du centre de contrôle technique automobile	1) Centre opérationnel	X		Kinshasa	269 856	0	269 856	INPP	JICA
	Action 5. Construction du bâtiment de la direction générale de l'INPP	1) Travaux exécutés		X	Kinshasa	358766,2			INPP	
	Action 6. Renforcement des capacités institutionnelles de l'ONEM	1) Nombre d'agents et cadres formés, 2) Qualité des modules de formation disponibles 3)Quantité et qualité des matériels fournis 4) pourcentage des ressources financières disponibles	X		Nationale				ONEM	WALLONIE BRUXELLES
	Action 7: Redynamisation de l'action du BUNEP	1) Nombre de campagnes et ateliers organisés 2)Structures sensibilisées		X	Nationale	862 096	0	862 096	BUNEP	
	Action 8. Création et équipement de l'Observatoire national sur l'Emploi	1) Observatoire créé et équipé		X	Kinshasa, Lubumbashi				ONEM	BIT
	Action 9: Mise en oeuvre de la 4ème phase du Programme MIDA-Grands Lacs/RDC	1) Nombre de structures d'enseignement supérieur ayant bénéficié du programme 2) nombre d'experts intervenants	X	X	Nationale	1083286,6	1083286,6	0	METPS	

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DES RESULTATS	ECHEANCES		LOCALISATION	COUTS ESTIMES en \$	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATION
2.RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES ET DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (Suite)	Action 10 : Appui institutionnel au secrétariat technique du PROCER	1) Quantité et qualité d'équipements fournis 2) Pourcentage des ressources financières disponibles	X	X	Kinshasa				PROCER	
						906 488,70	906 488,70	0,00		
		SOUS TOTAL				9 418 356	1 989 775	7 069 814		

SECTEUR: INDUSTRIES ET SERVICES

SOUS SECTEUR : TOURISME

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. REFORME DU SECTEUR	OBJECTIF 1 : Doter le pays d'une politique nationale du tourisme									
	Action 1 : Organisation des états généraux et validation de l'avant projet de la loi-cadre sur le tourisme	1) Avant-projet de loi-cadre validé	X		Nationale	50 000	0	50 000	MINECNT	UE
2. GESTION DURABLE DES RESSOURCES ET PROMOTION DE L'ECOTOURISME	OBJECTIF 1 : ASSURER UNE GESTION DURABLE DES AIRES PROTEGES ET FAIRE LA PROMOTION DE L'ECOTOURISME									
	Action 1: Réhabilitation du parc national de Maiko	1) Parc national réhabilité	X	X	Province. Orientale	3 100 000	0	3 100 000	MINECNT	BM
	Action 2:Réhabilitation du parc national de Kahuzi Biega	1) Parc national réhabilité	X	X	Sud-Kivu	3 250 000	0	3 250 000	MINECNT	GTZ et UICN ESPAGNE
	SOUS-TOTAL					6 400 000	0	6 400 000		

SECTEUR: INDUSTRIES ET SERVICES
SOUS-SECTEUR : PTT

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. REFORME DU SECTEUR	OBJECTIF 1 : DOTER LE SECTEUR DES PTT D'UNE NOUVELLE LEGISLATION ET ORGANISATION									
	Action 1 : Révision des lois N°012/2002, N°013/2002 et N°014/2002	1) Lois révisées	x		Kinshasa	1460000	0	1460000	MIN PTT	COMESA
	Action 2 : Définition d'une politique nationale des NTIC	1) Document élaboré	x	x	Kinshasa	10000000	10000000	0	MIN PTT	
	Action 3: Restructuration des entreprises publiques du secteur	1) Entreprises restructurées	x	x	Kinshasa				COPIREP	BANQUE MONDIALE
	Action 4 : Renforcement des capacités de l'Administration des PTT	1) Équipements acquis 2) Agents et cadres formés	x	x	Nationale	775961	0	775961	MIN PTT	COREE CANADA INDE
	Action 5 : Restructuration de l'Administration des PTT	1) Cadre-organique disponible	x	x	Kinshasa	104920	0	104920	MIN PTT	UIT
2. COUVERTURE DE L'ENSEMBLE DU PAYS EN SERVICE DE BASE DES PTT	OBJECTIF 2 : ETENDRE LE RESEAU DES P TT									
	Action 1 : Promotion des partenariats public-privés dans le secteur des PTT	1) Contrats des PPP signés	x	x	Nationale	73900000	20000000	53900000	MIN PTT	CHINE
	Action 2 : Réhabilitation des infrastructures détruites	1) Fréquences des stations des radios et tv distribuées 2) Km de câbles posés 3) Lignes téléphoniques installés 4) Nouvelles stations acquises 5) Km des câbles optiques posés	x	x	Nationale	13 545 589	176 545 589	0	MIN PTT OCPT	
	SOUS-TOTAL					99 786 470	74 545 589	87 240 881		

SECTEUR: INDUSTRIES ET SERVICES

SOUS-SECTEUR: INDUSTRIE

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. POLITIQUES ET STRATEGIES SECTORIELLES	OBJECTIF 1 : ELABORER LE DOCUMENT DES POLITIQUES ET STRATEGIES INDUSTRIELLES (DPSI)									
	Action 1 : Réalisation des études de cartographie et enquêtes sectorielles	1) Cartographie disponible 2) Enquêtes sectorielles réalisées et disponibles	X	X	Nationale	100 000	0	900 000	MIN. Industrie	GROUPE BANQUE MONDIALE
	Action 2: Elaboration et adoption du DPSI	1)Document version de base produit 2) Document version de base adopté	X		Nationale	46200	25 000	21 200	MIN. Industrie	ONUDI COOPERATION FRANÇAISE
	Action 3: Organisation de l'atelier de validation du DPSI	1) DPSI validée à l'atelier	X		Nationale	45 000	0	45000	MIN. Industrie	Groupe Banque Mondiale BAD PNUD ONUDI Coopération française
	Action 4: Vulgarisation du DPSI	1) Nombre des campagnes organisées	X		Nationale		15 000	0	MIN. Industrie	-
	SOUS-TOTAL					1 156 200	90 000	1 066 200		
	OBJECTIF 2 : MOBILISER LES RESSOURCES FINANCIERES ET PERMETTRE LA MISE EN ŒUVRE DU DPSI									
	Action 1: Organisation de la Table Ronde de mobilisation du financement du DPSI.	1) Table ronde tenue	X	-	Paris	52 500	0	52500	MIN. Industrie	COOPERATION FRANÇAISE

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. DEVELOPPEMENT DE L'AGRO-INDUSTRIE	Action 2 : Mise en œuvre du DPSI	1) Document de mise en œuvre disponible	X		Nationale	0	0	0	MIN Industrie Plan	Partenaires
	OBJECTIF 1 : DEFINIR DES PROGRAMMES D' ACTIONS POUR LA FILIERE PRIORITAIRE DE L' AGRO-INDUSTRIE									
	Action 1 : Réalisation des études panoramiques sur l'agro-industrie	1) Etudes disponibles	X	X	Nationale	100 000	0	100000	MIN. Industrie	GROUPE BANQUE MONDIALE
	Action 2: Réalisation des études - produits pilotes pour le manioc, l'huile de palme et les fruits transformés	1) Etudes des produits pilotes disponibles	X	X	Nationale	300 000	0	300 000	MIN. Industrie	GROUPE BANQUE MONDIALE
	OBJECTIF 2 : FINANCER LES PRODUCTEURS DU SOUS – SECTEUR AGRO - ALIMENTAIRE									
	Action 1: Octroi des crédits par le Fonds de Promotion de l'Industrie aux entreprises du sous – secteur agro – alimentaire	1) Nombre d'entreprises financées	X	X	Nationale	6 000 000	6 000 000	0	Fonds de Promotion de l'Industrie	
	OBJECTIF 3 : Doter le secteur de l'agroindustrie d'une structure organique									
	Action 1: Mise en place du Comité National de Suivi des recommandations du 1er forum sur l'agro-industrie en Inde 2008	1) Arrêté Ministériel créant le Comité		X	Kinshasa	21 538	21 538	0	MIN. Industrie	FAO, ONUDI
	OBJECTIF 4 : DEFINIR DES PROGRAMMES D' ACTIONS POUR LA FILIERE PRIORITAIRE DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION									
	Action 1 : Réalisation des études panoramiques sur la filière des matériaux de construction.	1) Études panoramiques disponibles	X	X	Nationale	1 000 000	0	100 000	MIN. Industrie	GROUPE BANQUE MONDIALE
	Action 2: Réalisation des études – produits pilotes pour le ciment et le bois transformé et les produits de fonderie.	1) Études disponibles	X	-	Nationale	300 000	0	300 000	MIN. Industrie	GROUPE BANQUE MONDIALE

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES		
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE	
2. DEVELOPPEMENT DE L'AGRO-INDUSTRIE (Suite)	OBJECTIF 5 : DEVELOPPER DE NOUVELLES CIMENTERIES EN RDC										
	Action 1: Construction de la Cimenterie de la Province Orientale	1) Cimenterie opérationnelle	X	X	Maïko /P-Or	8 475 130	86 956,53	0	MIN. Industrie	Partenaires privés	
	OBJECTIF 6 : REHABILITER LES CIMENTERIES ET LES ENTREPRISES EN DIFFICULTE										
	Action 1: Mise à niveau de la cimenterie Nationale (CINAT)	1) Production annuelle de 180 KT-250 KT	X	X	Kimpese/B-C	5 660 480,51	1 304 347,83	0	MIN.. Industrie MIN.. Portefeuille	Partenaires privés	
	Action 2: réhabilitation de la cimenterie de LUBUDI	1) Volume de production annuelle	X	X	Lubudi/Katanga	3 407 151,39	0	0	MIN.. Industrie MIN.. Portefeuille	Partenaires privés	
	Action 3:Réhabilitation de la cimenterie de KATANA	1) Volume de Production annuelle	-	X	Katana/Sud-Kivu		86 956,53	0	MIN.. Industrie Min. Portefeuille	Opérateurs privés.	
	Action 4: Réhabilitation usine CCC/Gécamines	1) Usine opérationnelle	X		Katanga		2 608 695,66	0	MIN.. Industrie MIN. Portefeuille	Opérateurs privés.	
3. REMISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	OBJECTIF 1 : DEFINIR LES PROGRAMMES D’ACTIONS POUR LES QUATRE FILIERES PRIORITAIRES										
	Action 1: Réalisation de l’étude panoramique sur les quatre filières prioritaires	1) Étude réalisée	X		Nationale	100 000	0	100000	MIN.. Industrie	GRUPE BANQUE MONDIALE	
	Action 2: Réalisation de l’étude – produit pilote des bocaux pour les emballages.	1) Étude réalisée		X	Nationale	100 000	0	100000	MIN.. Industrie	GRUPE BANQUE MONDIALE	

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
4. COMPETITIVITE DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES CONGOLAISES	OBJECTIF 1 : METTRE EN PLACE D'UN CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE DE LA COMPETITIVITE DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES CONGOLAISES									
	Action 1: Élaboration d'un programme de remise à niveau	1) Programme disponible	X		Nationale	26 000	20000	6 000	MIN.. Industrie	ONUDI PNUD
	Action 2: Adoption du projet de loi pour la sauvegarde de l'industrie nationale	1) Loi adoptée et promulguée	X			0	0	0	Assemblée Nationale, Sénat, Présidence de la République	
	Action 3: Signature des contrats-programmes pour la protection des filières industrielles en péril	1) Contrats - programmes signés	X		Nationale	20 000	0	0	Min. Économie Nationale et Commerce Min. Finances Conseil des Ministres	
	Action 4: Mise en place du Comité de suivi Évaluation des contrats – programmes	1) Arrêté disponible	X		Nationale	20 000	20 000	0	MIN..Econat Min. Finances Autres ministères concernés, organisation du secteur public.	
	Action 5: Financement par le FPI d'un programme d'appui à l'industrie locale	1) Projets financés par le FPI	X		Nationale	54 545 455	54 545 455	0	FPI Min. Industrie	Organismes de financements partenaires du FPI

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
5. PROMOTION DES INVESTISSEMENTS	OBJECTIF 1 : ATTIRER LES INVESTISSEURS INDUSTRIELS (NATIONAUX ET ETRANGERS)									
	Action 1 : Mise en route de la 2 ^{ème} phase du projet des Zones Economiques Spéciales (ZES)	1) Statut juridique des ZES promulgué 2) Autorité de régulation créée 3) 2 à 4 sites identifiés.				1 500 000	0	1 500 000	Min. Industrie Min. Econat	
	Action 2: Implantation du corridor de développement du Bas – Congo	1) Ordonnance créant et organisant le corridor promulguée 2)Business plan du projet adopté.			Bas – Congo Kinshasa Provinces frontières de l’Angola et de Congo	1 000 000	0	1 000 000	Min. Industrie	SUDAF
	OBJECTIF 2 : DOTER LE PAYS DES NORMES ET DES STANDARDS INTERNATIONAUX DE QUALITE									
	Action 1 : Adoption et promulgation de la loi portant organisation et fonctionnement de la normalisation en RDC	1) Loi sur la normalisation promulguée	X	X	Nationale	0	0	0	Min. Industrie	
	Action 2 : Adoption des normes nationales sur les produits de l’agro-alimentaire, des matériaux de construction, de l’industrie chimique et pharmaceutique et des emballages.	1) Normes adoptées	X	X	Nationale	33 000	33 000	0	Min. Industrie Office Congolais de Contrôle.	
6. PROMOTION DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	OBJECTIF 1 : MODERNISER LE SYSTEME NATIONAL DE PROPRIETE INDUSTRIELLE									
	Action 1: Adoption et promulgation de la loi révisée régissant la propriété industrielle	1) Loi révisée sur la propriété industrielle promulguée	X		Nationale	0	0	0	Min. Industrie	

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES		
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE	
6. PROMOTION DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE (Suite)	OBJECTIF 2 : PROMOUVOIR LES INVENTIONS ET DECOUVERTES EN RDC										
	Action 1: Adoption et promulgation de l'ordonnance portant organisation et fonctionnement du Fonds de Promotion des Inventions et Découvertes (FPID)	1) Ordonnance sur l’organisation et le fonctionnement du FPID promulguée	X		Nationale	0	0	0	Conseil des Ministres Min. Industrie		
7.RENFORCEMENT DES CAPACITES	OBJECTIF 1 : EVALUER LES REALISATIONS DU PROGRAMME D’ACTIONS DU MINISTERE										
	Action 1: Réalisation d’un audit institutionnel du Ministère de l’Industrie	1) Rapport d’audit disponible	X		Kinshasa	100 000	0	100 000	Min. Industrie		
	OBJECTIF 2 : RENFORCER LES CAPACITES HUMAINES ET MATERIELLES DU MINISTERE										
	Action 1: Mise en œuvre des recommandations du rapport de l’audit institutionnel sur le Ministère	1) Nombre d'agents et cadres formés 2) Nombre de voyages d’études organisés 3)Nombre d’équipements disponibles			Nationale	0	0	0	Min. Industrie		
	OBJECTIF 3 : ACCROITRE LES CAPACITES HUMAINES ET MATERIELLES DE LA CELLULE D’ETUDES ET DE PLANIFICATION INDUSTRIELLE (CEPI)										
	Action 1:Réalisation d’un audit institutionnel de la CEPI	1) Rapport d’audit disponible	X		Kinshasa	100 000	0	100 000	Min. Industrie		
	Action 2: Mise en oeuvre des recommandations du rapport sur l’audit institutionnel de la CEPI	1) Nombre d'agents et cadres formés 2) Nombre d’équipement disponibles	X		Kinshasa		0		Min. Industrie		
	OBJECTIF 4 : ACCROITRE LES CAPACITES HUMAINES ET MATERIELLES DE LA SOCIETE SIDERURGIQUE DE MALUKU (SOSIDER)										
	Action 1: Réalisation d’un audit institutionnel de la SOSIDER	1) Rapport d’audit disponible	X		Kinshasa/ Maluku	100 000	0	100 000	Min. Industrie		

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
7.RENFORCEMENT DES CAPACITES (Suite)	Action 2: Mise en oeuvre des recommandations de l’audit institutionnel de la SOSIDER	1) Nombre d'agents et cadres formés 2) Nombre de voyages d’études et stages organisés 3) Nombre d’équipements disponibles		X	Kinshasa				Min. Industrie	
	OBJECTIF 5 : ACCROITRE LES CAPACITES HUMAINES ET MATERIELLES DU FONDS POUR LA PROMOTION DE L'INDUSTRIE (FPI)									
	Action 1: Réalisation d’un audit institutionnel sur le FPI	1) Rapport de l’audit disponible	X	-	Kinshasa	100 000	0	100 000	Min. Industrie	
	Action 2: Mise en oeuvre des recommandations de l’audit institutionnel sur le FPI	1) Nombre d'agents et cadres formés 2) Nombre de voyages d’études et stages organisés 3) Nombre d’équipements disponibles	X		National	0	0	0	Min. Industrie	
8. PROMOTION DE LA NORMALI-SATION ET DE LA METROLOGIE LEGALE	OBJECTIF 1 : DOTER LE PAYS DES NORMES ET DES STANDARDS DE QUALITE									
	Action 1 : Adoption et promulgation de la loi portant organisation et fonctionnement de la normalisation en RDC	1) Loi sur la normalisation promulguée	X		Nationale	0	0	0	Min. Industrie	
	Action 2: Adoption des normes nationales sur les produits de l'agro-alimentaires, des matériaux de construction, de l'industrie, chimique et pharmaceutique et des emballages	1) Normes adoptées	X	X	Nationale	33 000	33 000	0	Min. Industrie et OCC	ORAN ET ISO

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
8. PROMOTION DE LA NORMALISATION ET DE LA METROLOGIE LEGALE (Suite)	OBJECTIF 2 : DOTER LE PAYS D'UNE STRATEGIE DE PROMOTION DE LA METROLOGIE LEGALE									
	Action ; Adoption et promulgation de la loi portant organisation et fonctionnement de la métrologie légale en RDC	1) Loi sur la métrologie légale promulguée	X		Nationale				Min. Industrie	
	TOTAL					1 156 200.00	90 000.00	1 066 200.00		

SECTEUR : MINES ET HYDROCARBURES

SOUS-SECTEUR : HYDROCARBURES

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. EXPLOITATION DU GAZ METHANE DANS LE LAC KIVU	HYDROCARBURES									
	OBJECTIF 1 : ASSURER UNE SURVEILLANCE PERMANENTE POUR LA STABILITE DU GAZ DANS LE LAC KIVU									
	Action 1 : Création d'une structure de surveillance	1) Structure opérationnelle		X	Nord-Kivu et Sud-Kivu	30000	3 0000	0	MIN. Hydrocarbures	
	Action 2 : Dotation de la structure en matériels de surveillance	1) MOE de structure de surveillance + équipement		X	Nord-Kivu et Sud-Kivu	1750000	0	0	MIN. Hydrocarbures	
	OBJECTIF 2 : REDUIRE LE RISQUE D'EXPLOITATION GAZEUSE									
	Action 1 : Dégazage du Lac au niveau de Golfe de KABUNO	1) MOE Opérationnel		X	Nord-Kivu et Sud-Kivu	437500	0	0	MIN. Hydrocarbures	
	Action 2: Dégazage du Lac entier	1) MOE Opérationnel		X	Nord-Kivu et Sud-Kivu	1312500	0	0	MIN. Hydrocarbures	

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. EXPLOITATION DU GAZ METHANE DANS LE LAC KIVU (Suite)	OBJECTIF 3 : COMBLER LE DEFICIT ENERGETIQUE DANS LA SOUS REGION									
	Action 1: Exploitation du gaz méthane (phase I)	1) Prospection réalisée		X	Nord-Kivu et Sud-Kivu	500000	0	0	MIN. Hydrocarbures	
	Action 2 : Exploitation du gaz et production de l'électricité	1) Volume de gaz produit 2) Nombre de Mégawatts produits		X	Nord-Kivu et Sud-Kivu	1500000	0	0	MIN. Hydrocarbures	
	Action 3 : Restructuration de la Socigaz avec des nouvelles structures	1) Socigaz restructurée		X	Nord-Kivu et Sud-Kivu	4000000	0	0	MIN. Hydrocarbures	
2. REGLEMENTATION DU SECTEUR PETROLIER	OBJECTIF 1 : ELABORER LE PROJET DU CODE PETROLIER									
	Action 1 : Rédaction , adoption et promulgation du code pétrolier	1) Code pétrolier promulgué et disponible	X		Nationale	50000	0	0	MIN. Hydrocarbures	
	Action 2 : Vulgarisation du code pétrolier	1) Nombre des campagnes de vulgarisation		X	Nationale	560000	0	0	MIN. Hydrocarbures	
3. MISE EN PLACE D'UNE BANQUE DES DONNEES	OBJECTIF 1 : COLLECTER LES DONNEES ET ACQUERIR LES EQUIPEMENTS									
	Action 1 : Acquisition des équipements et installation des logiciels	1) Nombre des kits acquis	X	X	Nationale	350000	0	0	MIN. Hydrocarbures	
	Action 2 : Collecte des données	1) Résultats d'enquêtes	X	X	Nationale	150000	0	0	MIN. Hydrocarbures	
					SOUS TOTAL	10 640 000	0	0		

SOUS-SECTEUR : MINES

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES		
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE	
1.AMELIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES DANS LE SECTEUR MINIER	OBJECTIF 1 : RESTRUCTURER LA GECAMINES										
	Action1: Mise en œuvre de la restructuration de la Gécamines	1) Gécamines complètement restructurée	X	X	Katanga				MIN. PORTF./Géc amines	BM	
	OBJECTIF 2 : ASSURER LA TRANSPARANCE DANS LA GESTION DE RECETTES GENEREES PAR LE SECTEUR MINIER										
	Action 1: Publication des recettes des compagnies d'exploitation minières en rapport avec les recommandations de l'ITIE	1) Bulletin des recettes publié		X	Nationale				MIN.PLAN	BM	
	Action 2: signature des contrats sur la clé de répartition des fonds provenant de l'exploitation minière artisanale entre SAESSCAM et les provinces	1) Nombre des contrats signés		X	Bas-Congo, Kasai- Oc.et Katanga	405 000	405 000	0	MIN.MINES /SAESSCA M		
	OBJECTIF 3 : PROMOUVOIR L'EXPLOITATION ARTISANALE										
	Action 1 : Promotion et soutien aux organisations de creuseurs artisanaux	1) Nombre d'organisations des creuseurs artisanaux appuyées		X							
	Action 2 : Installation des centres de prestation de services d'appui aux producteurs artisanaux	1) Centres de prestation installés	X	X							
	OBJECTIF 4 : RETOUCHER LE CODE MINIER										
	Action: élaboration du projet de la révision du code	1) Projet du code disponible	X	X	Kinshasa	125 000	125 000	0	MIN. Mines/CTCPM		
2. REGULARISA- TRION DE L'EXPLOITATION MINIERE ARTISANALE	OBJECTIF 1 : AMELIORER LES CONDITIONS D'EXPLOITANTS MINIERES ARTISANAUX ET LEURS RAPPORTS AVEC LES SOCIETES MINIERES INDUSTRIELLES										
	Action 1: Recensement et regroupement des exploitants artisanaux en coopérative (or)	1) Nombre des coopératives constituées	X	X	Nord-Kivu, Sud-Kivu et Province Orientale	752 336	752 336	0	MIN. Mines/SAESSCAM		
	SOUS-TOTAL					752 336	752 336	0			

SECTEUR : FORÊT

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES		
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE	
1. PROGRAMME NATIONAL FORÊT ET CONSERVATION	OBJECTIF 1 : LUTTER CONTRE LA DESERTIFICATION POUR LA GESTION DURABLE DES TERRES ET FORETS										
	Action 1 : Production des cartes d'aménagement des terrains pour la gestion durable des terres et forêts	1) Carte d'aménagement produit	X	X	Nationale	9 000 000	0	9 000 000	Min. Environnement	FEM-PNUD et BAD	
	Action 2 : Promotion d'un environnement favorable à la gestion durable des terres et forêts	1) Textes légaux promulgués 2) Campagnes de vulgarisation organisées	X	X	Nationale	2 000 000	0	2 000 000	Min. Environnement	FEM-PNUD et BAD	
	Action 3 : Renforcement des services commerciaux et appui au conseil de la GDTF	1) Services commerciaux renforcés 2) Conseil de GDTF appuyé	X	X	Nationale	4 000 000	0	4 000 000	Min. Environnement	FEM-PNUD et BAD	
	Action 4 : Renforcement des capacités en connaissances et en équipement des services	1) Fonctionnaires formés 2) Services équipés	X	X	Nationale	5 000 000	0	5 000 000	Min. Environnement	FEM-PNUD et BAD	
	Action 5 : Établissement et suivi des plans de gestion forestière et des cahiers de charge avec les communautés locales	1) Nombre des plans de gestion établis et suivis 2) Nombre des cahiers de charge établis et suivis	X	X	Nationale	2 000 000	0	2 000 000	Min Environnement	BM	
	Action 6: Organisation des Forum consultatifs	1) Nombre de Forums tenus	X	X	Nationale	1 000 000	0	1 000 000	Min Environnement	BM	

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. PROGRAMME NATIONAL FORÊT ET CONSERVATION (Suite)	Action 7: Création et mise en œuvre d'une unité des services environnementaux	1) Unité des services environnementaux créées 2) Plan de mise en œuvre disponible	X	X	Nationale	4 000 000	0	4 000 000	Min Environnement	BM
	OBJECTIF 2 : VULGARISER LE CODE FORESTIER									
	Action 1 : Zonage participatif	1) Nombre des consultations populaires réalisées	X		Bandundu, Equateur, Province Orientale	2 600 000	0	2 600 000	Min Environnement et ONG	BM - Don IDA
	Action 2 : Vulgarisation du Code forestier	1) Campagnes de vulgarisation réalisées		X	Nationale	900 000	0	900 000	Min Environnement	BM - Don IDA
	OBJECTIF 3 : REDUIRE LES EMISSIONS DUES AU DEBOISEMENT ET A LA DEGRADATION (REDD)									
	Action1 : réalisation du monitoring	1) Superficie reboisée	X		Nationale	4 000 000	0	4 000 000	Min Environnement	UN-REDD/ NORVEGE
	Action 2 : rédaction du Rapport du Plan	1) Rapport disponible	X		Nationale	3 600 000	0	3 600 000	Min Environnement	BM/FCPF
	OBJECTIF 4 : AMELIORER LE SYSTEME D'INFORMATION DE GESTION FORESTIERE									
	Action1 : Création d'une base des données statistiques forestières (partant de la production à la commercialisation)	1) Base des données disponible	X	X	Nationale	3 200 000	0	3 200 000	Min Environnement	BM/WRI
	OBJECTIF 5 . RENFORCER LES CAPACITES DU MINISTERE ET DES INSTITUTIONS SOUS TUTELLE									
	Action 1. Renforcement des capacités du MECNT	1) Nombre d'agents mis à la retraite ; 2) Nombre d'agents formés.	X	X	Nationale	6 000 000	0	6 000 000	Min Environnement	UK (DFID), Allemagne (GTZ)

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. PROGRAMME NATIONAL FORÊT ET CONSERVATION (Suite)	Action 2 : Renforcement institutionnel de l'ICCN	1) Gestion financière et administrative améliorée	X	X	Nationale	1 000 000	0	1 000 000	Min Environnement	BM
	Action 3 : Renforcement des fonctions administratives au niveau central	1) Fonctions des ressources humaines, de planification, et de suivi évaluation améliorées	X	X	Nationale	2 300 000	0	2 300 000	Min Environnement	BM
	Action 4 : Formation à la gestion forestière et à la protection de l'environnement	1) Nombre des formations assurées	X	X	Nationale	3 100 000	0	3 100 000	Min Environnement	BM
	Action 5 : Formation à la gestion forestière (Université de Kisangani et ERAIFT)	1) Nombre de d'ingénieurs forestiers formés	X	X	Nationale	10 400 000	0	10 400 000	Min Environnement	UE
	OBJECTIF 6 : CREER UN PROGRAMME D'ACTION NATIONALE D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DE LA RDC									
	Action 1 : Formulation des profils des projets du secteur (Agriculture)	1) Document de profil des projets produit		X	Nationale	3 500 000	0	3 500 000	Min Environnement	FEM
	OBJECTIF 7 : CRÉER UNE LOI SUR LA BIOSECURITE									
	Action 1 : Opérationnalisation du cadre National de Biosécurité	1) Loi relative à la Biosécurité promulguée	X	X	Nationale	560 000	0	560 000	Min Environnement	FEM et SUEDE
	OBJECTIF 8: ASSURER LA CONSERVATION DES AIRES PROTEGEES									
	Action 1 : Réhabilitation du parc de la Maïko	1) Infrastructures réhabilitées et gestion améliorée	X	X	Province Orientale	3 100 000	0	3 100 000	Min Environnement	BM
	Action 2 : Réhabilitation du parc national de Kahuzi Biega et la réserve de faune à Okapi		X	X	Province orientale et Sud-Kivu	3 250 000	0	3 250 000	Min Environnement	ALLEMAGNE (GTZ), ESPAGNE(UICN)

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. GESTION DURABLE DES TERRES ET DES FORETS	OBJECTIF 1 : CRÉER UN CADRE DE CONSULTATION POUR LA GESTION DURABLE DES TERRES ET DES FORETS ENTRE LES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX ET LA POPULATION LOCALE									
	Action 1: Organisation des consultations avec la population locale	1) Nombre de consultations organisées	X		Nationale	2 000 000	0	2 000 000	Min Environnement	BANQUE MONDIALE
	Action 2: Organisation du Forum consultatif	1) Nombre de forums tenus	X		Nationale	1 000 000	0	1 000 000	Min Environnement	BANQUE MONDIALE
	OBJECTIF 2 : RENFORCER LES CAPACITES DE GESTION DES TERRES ET DES FORETS									
	Action 1: Création et Financement institutionnel des services environnementaux	1) Unité des services environnementaux créées 2) Financement en matière services environnementaux disponible	X		Nationale	3 000 000	0	3 000 000	Min Environnement	BANQUE MONDIALE
	Action 2: Identification et mise en œuvre des projets communautaires liés aux services environnementaux	1) Nombre de projets identifiés 2) Plan de mise en œuvre disponible	X		Nationale	1 000 000	0	1 000 000	Min Environnement	BANQUE MONDIALE
					TOTAL	81 510 000	0	81 510 000		

SECTEUR: INFRASTRUCTURES ET TRANSPORT

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. REHABILITATION DES INFRASTRUC- TURES ULTRAPRIORITAIRES	OBJECTIF 1 : ETABLIR LA CONNECTION ROUTIERE ENTRE LES CENTRES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION									
	Action 1: Réhabilitation de kms de route en terre BANANA -MOANDA- BOMA	1) 109 kms de route réhabilités	X		Bas-Congo	8 100 000	8 100 000		OFFICE DES ROUTES	
	Action 2: Réhabilitation de la route revêtue N'SELE - LUFIMI	1) 130 kms de route réhabilités	X	X	Kinshasa	2 000 000		2 000 000	OFFICE DES ROUTES	BAD
	Action 3: Réhabilitation routes revêtues KWANGO- KENGE	1) 73 kms de route réhabilités	X	X	Bandundu	2 000 000		2 000 000	OFFICE DES ROUTES	BAD
	Action 4: Réhabilitation de la route en terre MBUJIMAYI- KANANGA	1) 130 kms de route réhabilités	X	X	Deux Kasaïs	3 000 000	3 000 000		OFFICE DES ROUTES	
	Action 5 : Maintenance des routes	1) 130 kms de route renforcés	X	X	Sud-Kivu	2 000 000	2 000 000		OFFICE DES ROUTES	
	Action 6 : Réhabilitation du tronçon routier en terre Kisantu -Ngidinga.	1) 83 kms de route réhabilités	X	X	Bas-Congo	2 150 000	2 150 000		OFFICE DES ROUTES	
	Action7 : Réhabilitation route Kamituga -Kasongo.	1) 300 kms de route réhabilités	X	X	Maniema-Sud Kivu	8 000 000	8 000 000		OFFICE DES ROUTES	
	Action 8 : Réhabilitation route en terre Kasongo- Kindu	1) 230 kms de route réhabilités.	X	X	Maniema	2 500 000	2 500 000		OFFICE DES ROUTES	
	Action 9: Ouverture de la route Kananga- Benadibele - Lodja- Ikela	1) 790 kms de route en terre ouverte	X	X	Kasaï- Oriental- Kasaï- Occidental - Equateur	2 000 000	2 000 000		OFFICE DES ROUTES	
	Action10 : Ouverture et entretien de la route en terre Ilebo- Kananga	1) 400 kms de route en terre ouverte	X	X	Kasaï- Occidental	2 000 000	2 000 000		OFFICE DES ROUTES	

PROGRAMMES	OBJECTIFS/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1: REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES ULTRAPRIORITAIRES (Suite)	Action11: Ouverture de la route en terre Bokatola-Boende Ikela- Opala-Kisangani	1) 828 kms de route ouverte	X	X	Equateur-Province Oriental	1 000 000	1 000 000		OFFICE DES ROUTES	41.685.000
	Action12: Ouverture de la route en terre Bongandanga-Kisangani	1) 400 kms de route ouverte	X	X	Equateur-Province Oriental	1 000 000	1 000 000		OFFICE DES ROUTES	
	Action13: Entretien route en terre Uvira-Kamanyola	1) 80 kms entretenus	X	X	Sud-Kivu	2 000 000	2 000 000		OFFICE DES ROUTES	
	Action14: Réhabilitation de la route en terre Bukavu-Kamanyola	1) 60 kms de route réhabilités	X		Sud-Kivu	1 000 000	1 000 000		OFFICE DES ROUTES	
	Action15: Réhabilitation de la route bitumée Bukavu-Kavumu	1) 60 kms de route réhabilités	X		Sud-Kivu	6 935 000			OFFICE DES ROUTES	COOP. CHINOISE
	SOUS-TOTAL					41 685 000				
	Action 16 : Bitumage du tronçon Beni - Komanda	1) 60 kms des routes bitumés		X	Nord-Kivu et Orientale				Office des Routes	COOP. CHINOISE
	Action 17: Entretien de la route en terre Kisangani - Niania	1) 500 kms de routes entretenus		X	Orientale				Office des Routes	BANQUE MONDIALE
	Action 18 : Entretien de la route en terre Kasomeno - Kasenga	1) 66 kms de route entretenus	X		Katanga	420 000	420 000		Office des Routes	
	Action 19: Réhabilitation de la route en terre Kasindi - Beni - Butembo	1) 134 kms de route réhabilités	X	X	Nord Kivu	3 000 000	3 000 000		Office des Routes	
	Action 20: Réhabilitation du tronçon Beni - Kamango	1) 76 kms de route réhabilités	X		Nord Kivu				Office des Routes	UNION EUROPEENNE
	Action 21 : Réouverture de la route Goma - Sake - Masisi - Walikale	1) 272 kms de route reouverts	X	X	Nord Kivu				Office des Routes	UNION EUROPEENNE

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1: REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES ULTRAPRIORITAIRES (Suite)	Action 22 : Ouverture de la route en terre Fizi - Minembwe - Mwenga	1) 243 kms de route ouverts	X	X	Sud Kivu				Office des Routes	UNION EUROPEENNE
	Action 23 : Maintenance du tronçon Mbau - Koamgo - Nobili	1) 10 kms de route renforcés	X						Office des Routes	UNION EUROPEENNE
	Action 24 : Ouverture de la route Bunia - Djugu - Mahagi	1) 167 kms de route ouverts	X	X	Orientale				Office des Routes	UNION EUROPEENNE
	Action 25 : Ouverture de la route en terre Niania - Isiro	1) 235 kms de route ouverts	X	X	Orientale	3 000 000	3 000 000	0	Office des Routes	
	Action 26 : réhabilitation route en terre Akula -Gemena - Mbari	1) 168 kms de route réhabilités	X	X	Equateur	2000000,00	2000000,00	0	Office des Routes	
	Action 27 : Réhabilitation de la route en terre Mbari - Libenge - Boyabo - Zongo	1) 224 kms de route réhabilités	X	X	Equateur	2000000,00	2000000,00	0	Office des Routes	
	Action 28 : Ouverture de la route en terre Kalemie - Nyunzu	1) 194 kms de route ouverts	X	X	Katanga	500000,00	500000,00	0	Office des Routes	
	Action 29 : Ouverture de la route en terre Lwambo - Mitwaba	1) Kms de route ouverts	X		Katanga	500000,00	500000,00	0	Office des Routes et Gouvernorat de Province	
	Action 30 : Ouverture de la route Kamina - Kabondo dianda - Kinkondja - Malemba Nkulu -Manono	1) 447 kms de route ouverts	X	X	Katanga	500000,00	500000,00	0	Office des Routes et Gouvernorat de Province	
	Action 31 : Ouverture de la route en terre Kolwezi - Kasaji - Dilolo	1) 589 kms de route ouverts	X	X	Katanga	500000,00	500000,00	0	Office des Routes et Gouvernorat de Province	
	Action 32 : Réhabilitation de la route Mongata - Bandundu - Mpoko; RN 1 - Mpok - Inongo - Mbandaka	1) 1090 kms de route réhabilités	X	X	Bandundu	1000000,00		1000000,00	Office des Routes	UNION EUROPEENNE

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES ULTRAPRIORITAIRES (suite)	Action 33 : Réhabilitation de la route revêtue Lufimi Kwango	1) 57 kms de route réhabilités	X	X	Bandundu				Office des Routes	UNION EUROPEENNE
	Action 34 : Réhabilitation route en terre Batshamba - Tshikapa	1) 253 Kms réhabilités	X	X	Bandundu et Kasaï Occ				Office des Routes	BANQUE MONDIALE
	Action 35 : Réhabilitation route en terre Nguba - Likasi	1) 62 kms des routes réhabilités	X	X	Katanga				Office des Routes et STF	
	Action 36 : Construction route revêtue Lubumbashi - Kasumbalesa	1) 90 kms de route revêtue construits	X		Katanga				Office des Routes et Gouvernorat de Province	
	Action 37 : Réhabilitation route en terre Nguba - Kolwezi	1) 120 kms de route réhabilités	X		Katanga				Office des Routes et Tenke Fungurume	
	Action 38 : Travaux d'ouverture de la route Kisangani- Lubutu	1) 373 kms des routes ouverts	X	X	Orientale et Maniema				Office des Routes	UNION EUROPEENNE
	Action 39 : Bitumage de la route Lubumbashi - Kasomeno	1) 229 kms de route bitumés	X	X	Katanga				Office des Routes	COOP. CHINOISE
	Action 40 : Ouverture de la route Kikwit - Gungu - Kahemba	1) 407 kms de route en terre ouverts	X	X	Bandundu	500000	500000	0	Office des Routes	
	Action 41 : Aménagement de l'aéroport de GOMA	1) Aéroport aménagé et opérationnel	X		Goma	4000000	0	4000000	RVA Gouvernement	GTZ
	Action 42 : Aménagement de l'aéroport de ND'Jili (Kinshasa)	1) Aéroport aménagé et opérationnel	X	X	Kinshasa	45 000 000	45 000 000	0	RVA et Gouvernement	
	Action 43 : Mise en place d'une Agence de Fonds National d'Entretien Routier	1) Agence opérationnelle	X		Kinshasa				Gouvernement (ITPR - Finances)	Bailleurs
TOTAL (Routes d'intérêt général)						17 920 000				

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES ULTRAPRIORITAIRES (suite)	OBJECTIF 2 : REHABILITER LA VOIRIE URBAINE									
	Action 43 : Travaux de renforcement des voiries de la ville de Kinshasa	1) 103 kms des voiries renforcés	X		Kinshasa	42 695 225	42 695 225	0	Office des Voiries et Drainage	
	Action 44 : Réhabilitation des avenues Militant, Komoriko, Lukengo	1) 6 kms de voiries réhabilités	X	X	Kinshasa				Office des Voiries et Drainage	Banque Mondiale
	Action 45 : Réhabilitation avenue de Liberation	1) 8,5 kms de voiries réhabilités	X		Kinshasa	659690	0	659690	Office des Voiries et Drainage	Koweït
	Action 46: Réhabilitation avenues Kabambare, Kabinda, Huileries	1) 8,65 kms des voiries réhabilités	X		Kinshasa				Office des Voiries et Drainage	Banque Mondiale
	Action 47 : Réhabilitatin de l'avenue de Tourisme et la route de Lutendele	1) 6,8 kms de voiries et 4,5 kms de route réhabilités	X		Kinshasa				Office des Voiries et Drainage	Coop. Chinoise
	Action 48 : Bitumage sur l'avenue Mulele frontière Innoncent	1) 5 kms de voiries bitumés	X	X	Kinshasa				Office des Voiries et Drainage	BAD,
	Action 48 : Lutte anti - érosive à Kinshasa	1) Erosions stabilisées	X		Kinshasa(Bolikan go, Mataba, Cité Mama Mobutu, Pumbu, Bianda, Kingu)	15000000	15000000	0	Office des Voiries et Drainage	
Action 49:Lutte anti - érosive en provinces	1) Erosions Kaggwa/Kikwit, Lisala, Kalemie , Kasai Oriental, Prison centrale et Hopital général de Kananga stabilisées	X	X	Bandundu, Equateur, Katanga, Kasai Oriental, Kasai Occidental	5000000	5000000	0	Office des Voiries et Drainage		

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES ULTRAPRIORITAIRES (suite)	Action 50 : Réhabilitation des avenues Yassabyama à Mbandaka, Route de l'aéroport de Kisangani, Avenue de l'Université à Kisangani, Boulevard Lumumba à Kananga, Avenue de la Révolution à Kananga	1) 16 kms des voiries réhabilités	X		Equateur, Orientale, Kasai Occidental	12800000			Office des Voiries et Drainage	
	TOTAL (Voiries)					76 154 915				
	OBJECTIF 3 : DESENCLEVER LES CENTRES DE PRODUCTION EN MILIEU RURAL									
	Action 51 : Réhabilitation 4 700 km des pistes rurales en provinces	1) 4 700 kms des pistes rurales réhabilités	X	X	Nationale	56 400 000	19 343 000		MINDR/ DVDA	COOP. TECHNIQUE BELGE JIGA, BANQUE MONDIALE, BAD
	Action 52 : Entretien 4 700 km des pistes rurales	1) 4 700 kms des pistes entretenus	X	X	Nationale	7 050 000	0	7 050 000	MINDR/ DVDA	COOP. TECHNIQUE BELGE JIGA, BANQUE MONDIALE, BAD
	Action 53 : Renforcement des capacités humaines	1) 1 875 chefs d'équipes formés en technique HIMO	X	X	Nationale	3 000 000	0	3 000 000	MINDR/ DVDA	COOP. TECHNIQUE BELGE JIGA, BANQUE MONDIALE, BAD
	TOTAL (Pistes Rurales)					66 450 000				
					TOTAL GENERAL	202 209 915	37 692 308			
	TOTAL PILIER II					1 301 925 157,0	130 007 877,69	781 176 905,0		

PILIER III : ACCES AUX SERVICES SOCIAUX ET REDUCTION DE LA VULNERABILITE

SECTEUR : SANTE

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. RENFORCEMENT DES CAPACITES HUMAINES DANS LE SECTEUR DE LA SANTE	OBJECTIF 1: METTRE A LA DISPOSITION DES SERVICES ET STRUCTURES DE SANTE DES RESSOURCES HUMAINES DE QUALITE									
	Action 1 : Organisation de l'état des lieux des ITM / IEM	1) Etat de lieux réalisé	X		Nationale	154 280	0	154 280	Secrétariat Général Santé (6ième Direction)	Coopération Belge
	Action 2 : Mobilisation des bourses d'études pour la formation des cadres du MSP en Santé Publique et Economie de la Santé	1) 55 bourses d'études octroyées	X		Nationale	5 000	5 000	0	Secrétariat Général Santé (6ième Direction)	
	Action 3 : Elaboration du plan de développement des RHS	1) PDRHS disponible	X		Nationale	210 000	0	210 000	Secrétariat Général Santé	GAVI-RSS
	Action 4 :Organisation des réunions de concertation avec les partenaires pour améliorer la rémunération du personnel de santé	1) Protocole d'accord signé	X		Kinshasa	50 000	50 000	0	Secrétariat Général Santé	
2. REFORME ET RENFORCEMENT DU PILOTAGE	OBJECTIF 1 : RENFORCER LES STRUCTURES DE COORDINATION ET DE PILOTAGE DES INTERVENTIONS DANS LE SECTEUR									
	Action 1: Mise à jour des arrêtés créant et organisant les structures de coordination (CNP, Réunions mixtes, Groupe thématique, CCM, Comité de pilotage de projets, Task force, Comité d'éthique, etc.)	1) Arrêtés mis à jour	X		Kinshasa	20 000	0	20 000	Secrétariat Général Santé	

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. REFORME ET RENFORCEMENT DU PILOTAGE (Suite)	Action 2: Organisation de l'atelier d'harmonisation de liaison entre les ONGs nationales et internationales de santé	1) Atelier organisé	X		Kinshasa	35 000	0	35 000	Secrétariat Général Santé	Coopération Belge
	Action 3 : Appui à la prise en charge médicale au programme multisectoriel de lutte contre les violences sexuelles	1) Appui recensé	X	X	Nord Kivu, Sud Kivu, Province Orientale et Maniema	150 000	0	150 000	Secrétariat Général Santé	OMS, UNFPA
	Action 4: Mise en œuvre du programme de la lutte contre la corruption au sein du MSP	1) Nombre des cadres sensibilisés à tous les niveaux	X	X	Nationale				Secrétariat Général Santé	
	Action 5: Création du Comité multisectoriel de lutte contre les épidémies	1) Comité créé	X	X	Kinshasa	0	0	0	Secrétariat Général Santé	
	Action 6: Mise en œuvre du Plan d'action d'Accra (2008) relatif à la Déclaration de Paris (2005) en vue d'améliorer le score du MSP	1) Plan de mise en œuvre disponible	X	X	Kinshasa	50 000	0	50 000	Secrétariat Général Santé	GAVI-RSS,
	Action 7: Mise en place des mécanismes d'implication des Congolais de l'Etranger dans le développement du secteur	1) Nombre de projets soutenus par la diaspora	X	X	Kinshasa	0	0	0	Secrétariat Général Santé	
	Action 8: Organisation des réunions nationales et internationales sur la santé	1) Réunions organisées	X	X	Kinshasa	53 527	0	53 527	Secrétariat Général Santé	
	Action 9 : Organisation des réunions de Commission mixte RDC-Namibie, RDC-RSA	1) Réunions organisées	X	X	Kinshasa	60 000	60 000	0	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	
	Action 10 : Organisation de l'atelier d'endossement des projets d'arrêtés portant mesures transitoires sur la décentralisation dans le secteur	1) Atelier organisé	X	X	Kinshasa	20 000	0	20 000	Secrétariat Général Santé	Coopération Belge

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. REFORME ET RENFORCEMENT DU PILOTAGE (Suite)	Action 11: Actualisation et adoption de la loi-cadre sur la Santé au regard de la constitution de la République	1) Loi-cadre actualisée et disponible	X	X	Kinshasa	50 000	0	50 000	Secrétariat Général Santé	GAVI-RSS, Coopération Belge, Trésor public (7810)
	Action 12 : Elaboration de la loi hospitalière	1) Projet de loi disponible	X	X	Kinshasa	30 000	0	30 000	Secrétariat Général Santé	OMS
	Action 13: Elaboration du plan quinquennal national de développement du secteur de la santé	1) Ébauche du PNDS disponible	X	X	Nationale	80 000	0	80 000	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	GAVI-RSS, coopération Belge,
	Action 14 : Actualisation de la politique nationale de la santé	1) Ébauche de la PNS disponible	X	X	Nationale	100 000	0	100 000	Secrétariat Général Santé	GAVI-RSS, CTB, GTZ, Union Européenne et (PNUD)
	Action 15 : Création d'un cadre de concertation entre le MSP et le MESU	1) Cadre de concertation mis en place	X	X	Kinshasa	5 000	0	5 000	PNSR	Coopération Belge
	Action 16 : Organisation de l'état des lieux du secteur de la santé	1) Etat des lieux réalisé	X	X	Nationale	750 000	0	750 000	Secrétariat Général Santé	GAVI-RSS, BAD et CTB
	Action 17: Elaboration du plan de développement du SNIS suivant l'approche HMN	1) Texte du Plan SNIS révisé et disponible	X	X	Nationale	50 000	0	50 000	Min. SANTE	OMS, HMN
	Action 18: Renforcement des provinces en SNIS	1) Nombre provinces renforcées en SNIS	X	X	Nationale	468 461	0	468 461	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	Union Européenne

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. REFORME ET RENFORCEMENT DU PILOTAGE (Suite)	Action 19 : Vulgarisation des textes légaux, réglementaires et normatifs (Mesures transitoires, SRSS, etc.)	1) Nombre de ZS sensibilisées	X	X	Nationale	100 000	0	100 000	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	Coopération Allemande, Belge, GAVI
	Action 20 : Sensibilisation des cadres centraux sur le nouveau cadre organique et ses implications	1) Nombre des cadres sensibilisés	X	X	Kinshasa	10 000	0	10 000	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	Coopération Belge, GAVI-RSS
	Action 21 : Organisation de la Revue Annuelle du secteur	1) Revue publiée	X		Kinshasa	100 000	0	100 000	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	GAVI-RSS
3. RENFORCEMENT DES SERVICES ET STRUCTURES DE SANTE	OBJECTIF 1 : AMELIORER LA QUALITE DES STRUCTURES DE SANTE (Laboratoire, Equipements et matériels médicaux)									
	Action 1 : Réhabilitation des Laboratoires provinciaux de Kananga et de Kisangani	1) Laboratoires réhabilités	X	X	Kasaï Occidental et Province orientale	152 000	0	152 000	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	CERF & Pooled Fund / OMS
	Action 2 : Renforcement des capacités diagnostiques de l'INRB et des autres Laboratoires provinciaux	1) INRB et Laboratoires renforcés	X	X	Kinshasa	906 000	0	906 000	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	CERF & Pooled Fund / OMS, Coopération Belge
	Action 3 : Acquisition des scanners pour les hôpitaux publics (Kinshasa et Lubumbashi)	1) 2 Scanners achetés	X		Kinshasa et Katanga	700 000	700 000	0	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	
	Action 4 : Dotation des divisions provinciales de la santé et des ZS en équipements	1) Divisions provinciales et ZS équipées	X	X		4 802 165	4 802 165	0	Gouvernements central et provincial	
	Action 5 : Réhabilitation et équipements des centres de santé	1) 750 CS réhabilités et équipés	X	X	Nationale	5 165 709	5 165 709	0	Gouvernements central et provincial	

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
3.RENFORCEMENT DES SERVICES ET STRUCTURES DE SANTE (Suite)	Action 6: Réhabilitation et équipements des HGR	1) 125 HGR réhabilités et équipés	X	X					Gouvernements central et provincial	
4. LUTTE CONTRE LES MALADIES	OBJECTIF 1 : AMELIORER LA PRISE EN CHARGE ET LES CONDITIONS DE LUTTE CONTRE LES MALADIES ET LES CARENCES NUTRITIONNELLES									
	Action 1: Élaboration des documents intégrés de politique, stratégie, normes et directives de lutte contre la maladie et autres états de santé	1) Documents élaborés et disponibles	X		Nationale	220 000	0	220 000	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	FM, Coopération Allemande, Coopération Belge, Unicef, OMS, etc.
	Action 2: Normalisation des interventions, des indicateurs et des outils de collecte des données à tous les niveaux de la pyramide	1) Documents normatifs actualisés et disponibles	X	X	Nationale	250 000	0	250 000	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	FM, Coopération Allemande, Coopération Belge, Unicef, OMS, etc.
	Action 3: Détermination du costing du paquet d'intervention PMA et PCA de ZS normées	1) Costing déterminé	X		Kinshasa	60 000	0	60 000	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	GAVI-RSS
	Action 4 : Organisation de l'atelier d'harmonisation du costing de l'encadrement des équipes cadres des ZS et des provinces.	1) Atelier organisé	X		Nationale	35 000	0	35 000	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	Cordaid, BM, Union Européenne, Coopération Allemande.
	Action 5: Organisation du contrôle de viabilité des structures sanitaires	1) Nombre des structures contrôlées	X		Nationale	180 000	180 000	0	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	
	Action 6 : Intégration du PMA dans des CS et le PCA dans des HGR	1) PMA intégré dans 275 CS et 55 HGR	X		Nationale	38 500 000	0	38 500 000	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	Projets de Coopérations bilatérales

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
4. LUTTE CONTRE LES MALADIES (Suite)	Action 7: Organisation des journées mondiales de lutte contre la maladie et autres états de santé	1) Journée mondiale organisée	X		Nationale	300 000	0	300 000	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	Coopérations bilatérales, Trésor public
	Action 8: Distribution des moustiquaires	1) Nombre des Moustiquaires distribués	X		Nationale				Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	
	Action 9 : Élaboration des documents de politique, stratégie, normes et directives avec la communication en santé	1) Documents élaborés	X		Kinshasa	100 000	0	25 000	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	OMS, PNUD
	Action 10 : Élaboration et vulgarisation des directives de suivi – évaluation	1) Dispositifs de suivi évaluations opérationnels	X	X	Nationale	350 000	0	350 000	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	FM, MAP, etc.
	Action 11: Informatisation de la gestion des données dans 45 Districts Sanitaires	1) Nombre des districts sanitaires dotés des systèmes de gestion informatisée	X	X	Nationale	500 000	0	500 000	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	Union Européenne, FM, MAP, USAID
	Action 12: Renforcement du système de surveillance épidémiologique intégrée	1) SSEI renforcé	X	X	Nationale	5 000 000	0	5 000 000	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	OMS, Gouvernement
	Action 13: Organisation de la riposte aux épidémies et catastrophes	1) Nombre des campagnes organisées	X	X	Nationale	12 500 000	0	12 500 000	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	OMS, Gouvernement

4. LUTTE CONTRE LES MALADIES (Suite)	Action 14 : Appui institutionnel à la fonction de lutte contre la maladie et à la coordination des activités de lutte	1) Nombre d'institutions appuyées	X	X	Kinshasa	2 500 000	0	2 500 000	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	Coopération Belge, USAID, OMS
	Action 15 : Mise à jour des directives et protocoles de prise en charge médicale	1) Directives et Protocole actualisés	X		Kinshasa	50 000	0	50 000	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	OMS, Coopération Allemande
	Action 16 : Organisation d'un atelier d'actualisation de l'avant-projet de loi sur le tabac	1) Atelier organisé	X		Kinshasa	25 000	0	25 000	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	OMS
	Action 17 : Organisation de l'état des lieux sur l'hygiène publique	1) Etat des lieux établi	X		Nationale	100 000	0	39 676	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	OMS
	OBJECTIF 2 : REDUIRE L'IMPACT DE LA MALARIA (Lutte contre le Paludisme)									
	Action 1 : Organisation de la campagne de distribution des MII	1) Nombre des moustiquaires distribués	X		Nationale	1 015 195	0	1 015 195	Secrétariat Général Santé DEP	FM, UNITAID
	OBJECTIF 3 : REDUIRE L'IMPACT DE LA TUBERCULOSE (Lutte contre la tuberculose)									
	Action 1 : Renforcement du suivi de traitement en RDC	1) Nombre des malades traités	X		Nationale	7 029 793	0	1 341 990	Secrétariat Général Santé DEP	FM, USAID, IHC, Action Damien
	Action 2 : Amélioration de l'accès au CDV pour le VIH et à la TARV à au moins 65% chez les patients tuberculeux	1) Nombre des patients bénéficiaires	X		Nationale	10 630 851	0	625 503	Secrétariat Général Santé DEP	FM, USAID, IHC, Action Damien

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
4. LUTTE CONTRE LES MALADIES (Suite)	Action 3 : Organisation du Plaidoyer, Communication et Mobilisation Sociale en faveur de la lutte contre la tuberculose	1) Document de Plaidoyer disponible	X		Nationale	3 521 430	0	460 150	Secrétariat Général Santé DEP	FM, USAID, IHC, Action Damien
	Action 4 : Renforcement des capacités et des compétences de l'unité centrale du PNT et des prestataires de soins à tous les niveaux	1) Agents renforcés	X		Nationale	13 791 545	0	3 283 821	Secrétariat Général Santé DEP	FM, USAID, IHC, Action Damien
	OBJECTIF 4 : LUTTER CONTRE LA MALNUTRITION ET LES AUTRES MALADIES NUTRITIONNELLES									
	Action 1 : Production des modules de formation sur les Actions Essentielles de Nutrition pour 330 ZS et organisation de la formation des formateurs pour la promotion de l'allaitement et l'alimentation de complément	1) Modules de formation produits	X		Kinshasa	150 000	0	150 000	Secrétariat Général Santé DEP	Unicef
	Action 2 : Organisation d'un atelier national de consensus des nouvelles fiches de croissance et des ateliers provinciaux pour assurer le suivi de la prévention et la prise en charge de la malnutrition protéino-énergétique	1) Atelier national organisé 2) Ateliers provinciaux organisés	X		Nationale	132 000	0	132 000	Secrétariat Général Santé DEP	Unicef
	Action 3 : Prise en charge nutritionnelle des PVV	1) Nombre des PVV pris en charge	X		Nationale	88 000	0	88 000	Secrétariat Général Santé DEP	Unicef
	Action 4 : Organisation des campagnes de supplémentation en vitamine A	1) Campagnes organisées	X		Nationale	3 327 620	0	3 327 620	Secrétariat Général Santé DEP	Unicef

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
4. LUTTE CONTRE LES MALADIES (Suite)	Action 5 : Organisation d'un atelier sur la législation de la 'fortification'	1) Atelier organisé	X		Nationale	55 000	0	55 000	Secrétariat Général Santé DEP	Unicef
	OBJECTIF 5 : LUTTER CONTRE LA TRYPANOSOMIASE HUMAINE AFRICAINE									
	Action 1 : Elaboration d'un document de plaidoyer pour la mobilisation des fonds	1) Document de Plaidoyer disponible	X		Kinshasa	165 000	0	165 000	Secrétariat Général Santé DEP	PATEC
	Action 2 : Acquisition des trypanocides et adjuvants	1) Trypanocides et adjuvants acquis	X	X	Nationale	1 291 719	0	1 291 719	Secrétariat Général Santé DEP	OMS
	Action 3 : Acquisition des réactifs	1) Réactifs acquis	X	X	Nationale	583 960	0	583 960	Secrétariat Général Santé DEP	OMS, CTB
	OBJECTIF 6 : LUTTER CONTRE L'ANEMIE SS									
	Action 1 : Elaboration de la politique de lutte contre l'anémie SS	1) Document de politique disponible	X	X	Nationale	30 000	0	30 000	Secrétariat Général Santé DEP	IRC
	Action 2 : Vulgarisation du protocole de prise en charge de l'anémie SS	1) Protocole vulgarisé	X	X	Nationale	88 000	0	88 000	Secrétariat Général Santé DEP	IRC, Unicef
	Action 3 : Acquisition des kits de dépistage de l'anémie SS	1) Kits acquis	X	X	Nationale	100 000	0	100 000	Secrétariat Général Santé DEP	Unicef
	Action 4 : Fourniture des médicaments de prise en charge de l'anémie SS	1) Médicaments fournis	X	X	Nationale	100 000	0	100 000	Secrétariat Général Santé DEP	Unicef

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
5. HYGIENE AUX FRONTIERES	OBJECTIF 1 : GARANTIR L'HYGIENE AUX FRONTIERES DU PAYS									
	Action 1 : Dotation du service de contrôle sanitaire aux frontières des capacités minimales	1) Service du contrôle renforcé	X		Nationale	2 973 538	98 462	0	Secrétariat Général Santé Trésor public DEP	
	Action 2 : Réalisation de la synergie intersectorielle dans le cadre de la mise en œuvre du Règlement Sanitaire International 2005	1) Synergie intersectorielle assurée	X		Nationale	21 400	0	21 400	DGM, OCC, OFIDA, DGRAD, Police des frontières, Croix Rouge	OMS
	Action 3 : Fourniture des vaccins de qualité et la logistique	1) Vaccins et logistique disponibles	X		Nationale	13 022 325	0	13 022 325		OMS
	Action 4 : Construction du bâtiment de la Direction du PEV	1) Bâtiment construit	X	X	Kinshasa	793 828	0	793 828		GAVI- SSV
	Action 5 : Organisation des AVS POLIO VPOt (98 ZS)	1) AVS POLIO organisés	X		Bas-Congo et Katanga	3 639 569	0	3 639 569	Secrétariat Général Santé DEP	OMS/ UNICEF
	Action 6 : Organisation des AVS POLIO VPOM3 (24 ZS)	1) AVS POLIO organisés	X		Kasaï Occidental, Bandundu	974 620	0	974 620	Secrétariat Général Santé DEP	OMS/ UNICEF
	Action 7 : Organisation des AVS POLIO VPOM1 (25 ZS)	1) AVS POLIO organisés	X		Maniema, Sud Kivu	518 329	0	518 329	Secrétariat Général Santé DEP	OMS/ UNICEF
	Action 8 : Organisation des AVS rougeole (campagne intégrée)	1) AVS rougeole organisés	X		Bas-Congo, Bandundu, Kinshasa, N/ Kivu	28 685 619	0	28 685 619	Secrétariat Général Santé DEP	OMS/ UNICEF

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
5. HYGIENE AUX FRONTIERES (Suite)	Action 9 : Organisation de la campagne TMN en RDC	1) Campagne TMN en RDC organisée	X		Nationale	3 008 363	0	3 008 363	Secrétariat Général Santé DEP	OMS/ UNICEF
	Action 10 : Acquisition des véhicules	1) Véhicules reçus	X		Nationale	492 000	0	492 000	Secrétariat Général Santé DEP	GAVI-SSV
6. PROMOTION DE LA SANTE DE LA MERE, DU NOUVEAU-NE ET DE L'ENFANT	OBJECTIF 1: LUTTER CONTRE LA TOXICOMANIE (tabac, alcool et drogues)									
	Action 1 : Opérationnalisation des 5 centres d'écoute pour la prise en charge des toxicomanes	1) Centres d'écoute opérationnels	X		Kinshasa, Katanga	50 000	0	50 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS
	Action 2 : Organisation de l'état des lieux sur la toxicomanie	1) Etat des lieux établi	X		Nationale	100 000	0	100 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS
	Action 3 : Organisation d'une table ronde nationale sur la toxicomanie	1) Table ronde organisée	X		Nationale	25 000	0	25 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS
	Action 3 : Organisation de la conférence régionale sur la toxicomanie en novembre 2010	1) Conférence régionale organisée	X		Nationale	60 000	0	60 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES		
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE	
6. PROMOTION DE LA SANTE DE LA MERE, DU NOUVEAU-NE ET DE L'ENFANT (Suite)	OBJECTIF 2 :PROMOUVOIR LA SANTE DE LA MERE , DU NOUVEAU NE ET DE L'ENFANT										
	Action 1 : Elaboration et mise en œuvre du plan de plaidoyer en vue de la mobilisation des ressources, d'élimination des barrières juridiques et du repositionnement de la planification familiale	1) Document du Plaidoyer élaboré et mis en oeuvre	X		Kinshasa	44 000	0	4 500	Secrétariat Général Santé DEP	UNFPA	
	OBJECTIF 3 : PROMOUVOIR LA PRODUCTION LOCALE DES MEDICAMENTS GENERIQUES ESSENTIELS (Médicaments, Industrie pharmaceutique et médecine traditionnelle)										
	Action 1 : Elaboration du plan national d'approvisionnement en médicaments avec accent particulier sur les MEG	1) Plan national élaboré	X		Nationale	35 000	0	35 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS, CTB, MSH	
	Action 2 : Mise sur pied d'une commission de coordination d'estimation de besoins en médicaments, intrants, réactifs et consommables médicaux	1) Commission de coordination opérationnelle	X		Nationale				Secrétariat Général Santé DEP		
	Action 3 : Organisation d'un atelier d'estimation de besoins en MEG	1) Atelier organisé	X		Kinshasa	35 000	0	35 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS, CTB, MSH	
	Action 4: Implantation des 4 nouvelles CDR	1) CDR implantées	X		Bandundu, Province Orientale, Maniema et Équateur	6 000 000	0	6 000 000	Secrétariat Général Santé DEP	CTB, OMS, MSH	
	Action 5 : Vulgarisation des procédures d'homologation des médicaments	1) Procédures d'homologation des médicaments vulgarisées	X		Kinshasa	5 000	0	5 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS, CTB	

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
6. PROMOTION DE LA SANTE DE LA MERE, DU NOUVEAU-NE ET DE L'ENFANT (Suite)	Action 6 : Vulgarisation des stratégies de lutte contre les médicaments contrefaits et contre la vente illicite des médicaments	1) Stratégies vulgarisées	X		Kinshasa	5 000	0	5 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS
	Action 7 : Organisation de la journée africaine de lutte contre les médicaments contrefaits et la vente illicite des médicaments	1) Journée africaine célébrée	X		Nationale	20 000	0	20 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS
	Action 8 : Vulgarisation de l'arrêté portant interdiction des produits cosmétiques à base d'hydroquinone et autres substances éclaircissantes	1) Arrêté vulgarisé	X		Kinshasa	10 000	0	10 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS
	Action 9 : Vulgarisation des textes pharmaceutiques réglementaires	1) Textes vulgarisés	X		Kinshasa	10 000	0	10 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS
	Action 10 : Organisation d'un atelier d'adoption du formulaire thérapeutique national	1) Atelier organisé	X		Kinshasa	20 000	0	20 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS
	Action 11 : Vulgarisation la liste nationale des médicaments essentiels	1) Liste vulgarisée	X		Nationale	10 000	0	10 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS
	Action 12 : Elaboration d'un plan de développement du SNIS-Méd et du système national de pharmacovigilance	1) Plan de développement élaboré	X		Nationale	8 000	0	8 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS et autres partenaires
	Action 13 : Elaboration d'un plan de suivi de la politique et des plans stratégiques du secteur pharmaceutique	1) Plan de suivi de la politique élaboré	X		Kinshasa	40 000	0	40 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS
	Action 14 : Elaboration des normes et du plan d'assainissement du secteur pharmaceutique	1) Normes et Plan d'assainissement pharmaceutique élaborés	X		Kinshasa	20 000	0	20 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS, USAID, Coopération Belge

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
6. PROMOTION DE LA SANTE DE LA MERE, DU NOUVEAU-NE ET DE L'ENFANT (Suite)	Action 15 : Définition du statut social et stratégique du médicament	1) Statut social et stratégique défini	X		Kinshasa	10 000	0	10 000	Secrétariat Général Santé DEP	Coopération Belge
	Action 16 : Renforcement des capacités des prescripteurs et dispensateurs en usage rationnel des médicaments	1) Prescripteurs et dispensateurs appuyés	X		Nationale	770 000	0	770 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS, CTB, MSH
	Action 17 : Mise en place d'un système de la fixation et du contrôle de prix des MEG dans le Ministère de la Santé Publique	1) Système mis en place	X		Kinshasa	35 000	0	35 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS
	Action 18 : Renforcement des capacités des Inspecteurs de pharmacie à tous les niveaux sur le contrôle et l'inspection dans le secteur pharmaceutique	1) Inspecteurs appuyés	X		Nationale	31 000	0	31 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS, CTB, MSH
	Action 19 : Elaboration d'un document de plaidoyer pour Intégrer les approvisionnements et la distribution de MEG de l'Etat, des partenaires et des programmes spécialisés dans le SNAME	1) Document du Plaidoyer élaboré	X		Nationale	10 000	0	10 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS, CTB
	Action 20 : Formulation du projet d'appui aux CDR	1) Projet élaboré	X		Nationale	5 000	0	5 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS
	Action 21 : Constitution d'une base des données communes (ASRAMES-FEDECAMÉ-DPM)	1) Base des données disponibles	X		Nationale				Secrétariat Général Santé DEP	UNION EUROPEENNE
	Action 22 : Réalisation d'un état des lieux sur les capacités actuelles des unités de production des médicaments	1) Etat des lieux établi	X		Kinshasa	5 000	0	5 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
6. PROMOTION DE LA SANTE DE LA MERE, DU NOUVEAU-NE ET DE L'ENFANT (Suite)	Action 23 : Réalisation des études de faisabilité et de rentabilité des unités de production	1) Etudes disponibles	X		Kinshasa, Bukavu et Lubumbashi	25 000	0	25 000	Secrétariat Général Santé DEP	COOPERATION BELGE
	Action 24 : Elaboration d'un avant-projet de politique de production locale des Médicaments (MEG & MTA)	1) Avant-projet de politique élaboré	X		Kinshasa	5 000	0	5 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS
	Action 25 : Organisation d'un séminaire d'adoption de la politique de production locale des médicaments (MEG & MTA)	1) Séminaire organisé	X		Kinshasa	15 000	0	15 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS
	Action 26 : Vulgarisation et mise en œuvre de la politique sur la production locale des médicaments (MEG & MTA)	1) politique sur la production locale des médicaments vulgarisée et mise en œuvre	X		Nationale	6 000	0	6 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS
	Action 27 : Elaboration des textes réglementaires sur les bonnes pratiques de fabrication (BPF).	1) Textes réglementaires institués	X		Kinshasa, Bukavu et Lubumbashi	5 000	0	5 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS
	Action 28 : Présentation des différents avant-projets de loi sur l'organisation et l'exercice de la médecine traditionnelle au conseil des Ministres	1) Avant-projet de loi présenté	X		Nationale	5 000	0	5 000	Secrétariat Général Santé DEP	OMS
7. REFORMES ET PILOTAGE DU SECTEUR DE LA SANTE (1)	OBJECTIF 1: ASSURER UNE GESTION RATIONNELLE DES STRUCTURES ET INFRASTRUCTURES									
	Action 1 : Organisation d'un atelier pour l'harmonisation de la nomenclature budgétaire	1) Atelier organisé	X		Nationale	187 065	0	187 065	Secrétariat Général Santé DEP	GTZ, Cordaid, UNION EUROPEENNE
	Action 2 .Organisation d'un atelier sur l'élaboration d'un CDSMT et la réforme du système de gestion des structures de santé	1) Atelier organisé	X		Nationale					
	Action 3 : Elaboration d'un document de Plaidoyer auprès de l'autorité budgétaire (Parlement) pour l'adoption de la nomenclature harmonisée	1) Document de plaidoyer élaboré	X		Nationale	40 000	0	40 000	Secrétariat Général Santé DEP	Cordaid, UNION EUROPEENNE

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
7. REFORMES ET PILOTAGE DU SECTEUR DE LA SANTE (1) (Suite)	Action 4 : Organisation des réunions techniques avec les Ministères du Budget et des Finances pour la révision de la matrice budgétaire intégrant au mieux les besoins de la Santé	1) Réunions techniques organisées	X		Nationale	20 000	0	20 000	Secrétariat Général Santé DEP	BANQUE MONDIALE
	Action 5 : Mise en place des mécanismes de partage de risque pour la santé à travers les mutuelles de santé	1) Mécanisme mis en place	X		Nationale	25 000	25 000	0	Secrétariat Général Santé DEP	
	Action 6 : Organisation d'un dialogue politique avec la SONAS pour le partage d'expériences en matière d'assurances maladie	1) Dialogue politique organisé	X		Kinshasa	20 000	0	0	Secrétariat Général Santé DEP	
	Action 7 : Organisation d'un atelier de concertation sur les mécanismes de paiement des soins médicaux à travers la carte d'ayant droit	1) Atelier organisé	X		Kinshasa	5 000	5 000	0	Secrétariat Général Santé DEP	
	Action 8 : Elaboration d'un manuel de procédure harmonisé pour tous les financements extérieurs en concertation avec des partenaires	1) Manuel élaboré	X		Kinshasa	50 000	0	36 187	Secrétariat Général Santé DEP	GAVI-RSS
	Action 9 : Mise en place d'une Structure financière au MSP	1) Structure financière au MSP opérationnelle	X		Arrêté à prendre : Kinshasa	50 000	0	50 000	Secrétariat Général Santé DEP	GAVI-RSS
	Action 10 : Mise sur pied d'une commission de réaffectation de 30 millions du PARSS non utilisés en faveur de ZS PMURR pour 2 ans	1) Commission opérationnelle	X		Nationale	5 000	5 000	5 000	Secrétariat Général Santé DEP	

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
7. REFORMES ET PILOTAGE DU SECTEUR DE LA SANTE (1) (Suite)	Action 11 : Organisation d'un atelier de démarrage du projet Gavi-RSS	1) Atelier organisé	X		Kinshasa	70 000	0	70 000	GAVI-RSS	GAVI-RSS
	Action 12 : Rédaction de la proposition du pays au Round 9 du Fonds Mondial	1) Proposition rédigée	X		Kinshasa	150 000				Coopération Allemande, Cordaid, GAVI-RSS
	TOTAL					179 222 912	11 096 336	122 613 382		

SECTEUR : EDUCATION

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/PROJETS	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. RENFOR- CEMENT DU PILOTAGE DU SYSTÈME	OBJECTIF 1 : AMELIORER LA GESTION ET LA GOUVERNANCE DU SYSTEME D'EDUCATION ET DE FORMATION									
	Action 1 : Elaboration d’une stratégie sectorielle à long terme (2009 – 2020) basée sur une approche planifiée	1) Document de Stratégie publié	X	X	Kinshasa	8 450 000	0	8 450 000	Min. EPSP,Min ESU, MAS	BM-PARSE BAD-PASE (Educ), AFD, MDTF
	Action 2 : Adoption de la loi cadre sur l'enseignement national	1) Draft validé par le Gouvernement	X		Kinshasa				Min. EPSP,Min ESU, MAS	cfr PARSE
	Action 3 : Elaboration d’un projet de Loi de règlement du personnel de l'Enseignement National	1) Projet de loi élaborée	X		Nationale				Min. EPSP,Min ESU, MAS	PARSE-IDA
	Action 4 : Harmonisation des textes régissant l’ESU	1) Recueil des textes harmonisés	X		Nationale				Min ESU	BM-PARSE
	Action 5 : Elaboration d’un CDMT quinquennal(2009 – 2013) selon la planification de la stratégie sous sectorielle	1) CDMT disponible	X		Nationale				Min. EPSP,Min ESU, MAS	BM-PARSE BAD-PASE (Educ), AFD, MDTF
	Action 6 : Sensibilisation des partenaires financiers et techniques à la nouvelle vision du secteur	1) Liste des partenaires sensibilisés	X		Kinshasa	3 500	3 500	0	MIN/ESU	
	Action 7 : Mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction des frais scolaires (réduction de 30% des frais scolaires pour 2009-2010, plan négocié d'élimination progressive de la prime de motivation de 70 % restants)	1) Stratégie de réduction des frais scolaires mise en œuvre 2) Plan d'élimination progressive de la prime de motivation négocié	X	X	Nationale	3 000 000	0	3 000 000	EPSP	DIFD , BM- PARSE

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/PROJETS	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. RENFORCEMENT DU PILOTAGE DU SYSTÈME	Action 8 : Organisation du recensement de tous les enseignants dans les écoles publiques et distribution de la carte scolaire	1) Nombre d'enseignants identifiés connu 2) Carte scolaire disponible	X	X	National				EPSP	DIFD , BM-PARSE
	Action 9 : Mise en place d'un cadre de concertation entre le monde professionnel et les structures de formation	1) Cadre de concertation formel	X		Kinshasa	2 500	2 500	0	MIN/ESU	
	Action 10 : Publication annuelle des statistiques de l'éducation	1) Annuaire des statistiques disponibles	X		national	918 269,00	0,00	918 269,00	Min. EPSP,Min ESU, MAS	BAD
	Action 11 : Mise en place d'un système de collecte de données simple, efficace et durable en privilégiant les voies administratives existantes	1) Système de collecte de données disponible	X		Nationale				Min. EPSP,Min ESU, MAS	BAD
	Action 12. Renforcement des capacités humaines des cadres des Services centraux et des gestionnaires des établissements	1) 33 cadres formés aux techniques modernes de gestion académique	X		Kinshasa	43 000,00	0	43 000	Min ESU	BAD-PASE
	Action 13 : Elaboration et adoption du règlement de bonne conduite applicable aux étudiants	1) Règlement de bonne conduite élaboré et vulgarisé	X		RDC	45 500	45 500	0	MIN/ESU	
	Action 14 : Mise en place d'un système de prise en charge des frais dans 26 260 écoles publiques	1) 26 260 écoles prises en charge dans les écoles publiques	X		RDC	32 000 000	0	32 000 000	EPSP	BM-PARSE
	Action 15 : Installation de l'internet scope	1) Internet opérationnel	X		Kinshasa	600 000	0	600 000	EPSP	DIFD
	Action 16 : Mise en place d'un système de prise en charge de frais de fonctionnement des bureaux des écoles	1) Nombre d'écoles appuyées	X	X	Nationale	1 800 000	0	1 800 000	EPSP	DIFD

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. RENFORCEMENT DU PILOTAGE DU SYSTÈME (Suite)	Action 17 : Mécanisation des enseignants	1) 30 000 Enseignants mécanisés	X	X	Nationale	26 400 000	0	26 400 000	EPSP	BM
	Action 18 : Réhabilitation des écoles primaires	1) 16 Ecoles réhabilitées	X	X	Nationale	600 000	0	600 000	EPSP	BM
	Action 19 : Appui institutionnel et renforcement des capacités	1) Nombre des Institutions appuyées et renforcées	X	X	Nationale	2 600 000	0	2 600 000	EPSP	CTB
	Action 20 : Mise en place d'un système de prise en charge des frais d'assurance scolaire	1) Nombre d'écoles bénéficiaires	X		Nationale	1 500 000	0	1 500 000	Gouvernement	DIFD (via UNICEF)
	Action 21 : Implantation d'un système informatique intranet et Site Web /ESU	1) Système intra-net opérationnel	X		Nationale	55 250,00	0	55 250	MIN/ESU	VLIR/CUD
	Action 22 : Réalisation de l'audit organisationnel et de l'enquête de viabilité	1) Rapport d'audit disponible	X		Nationale	2 178 667,00	534 930	1 643 737	MIN/ESU	BM-PARSE Belgique
	Action 23 : Organisation des concertations interministérielles sur la cohérence des stratégies dans les secteurs formels et non formels	1) Cohérence établie	X		Nationale	3 530 000	0	3 530 000	Min. EPSP, Min ESU, MAS, Min. JEUNESSE	CTB, APEFE, VVOB, AFD
	Action 24 : Publication annuelle des statistiques (2007-2008)	1) Annuaire statistiques disponible	X		Nationale	120 000	0	120 000	Min. EPSP, Min ESU, MAS,	BAD-PASE
	Action 25 : Organisation de collecte des données statistiques 2008-2009	1) Données statistiques disponibles	X		RDC	664 249	0	664 249	Min. EPSP, Min ESU, MAS,	BAD-PASE
	Action 26 : Organisation des Etats généraux de l'ESU	1) Etats généraux organisés	X		Kinshasa	1 770 000	590 000	1 180 000	MIN/ESU	BM-PARSE Belgique
	Action 27 : Mise en œuvre de la stratégie LIFE pour la réduction du taux d'analphabétisme	1) Stratégie LIFE opérationnelle	X		Kinshasa	50 000	0	50 000	MAS	UNESCO

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. RENFOR- CEMENT DU PILOTAGE DU SYSTÈME (Suite)	Action 28 : Réalisation de l'état des lieux de l'alphabétisation	1) Etat des lieux établi	X		Nationale	126 000	0	126 000	MAS	BM-PARSE
	Action 29 :. Organisation d'une journée Internationale de l'Alphabétisation	1) Journée internationale célébrée	X		Kinshasa	3 000	0	3 000	MAS	UNESCO
	Action 30 : Elaboration de la politique nationale de l'éducation non formelle	1) Politique nationale élaborée et disponible	X		Nationale	2 00 000	0	2 00 000	MAS	BM-PARSE
	Action 31 : Adoption et mise en œuvre de la politique scientifique nationale	1) Politique nationale adoptée et mise en œuvre	X		Kinshasa	240 000	0	240 000	MRST	UNESCO et BM
	A ction 32 : Elaboration d'une politique nationale initiale et permanente des éducateurs sociaux	1) Politique nationale disponible	X		Kinshasa	35 000	0	35 000	MAS	BM- PARSE
	Action 33: Organisation de collecte des données statistiques 2007-2008 dans les centres de formation professionnelle des jeunes	1) Données disponibles	X		Nationale	212 500	0	212 500	Min JEUNESSE	PNUD
	Action 34: Réalisation des états de lieux de la formation professionnelle	1) Etats des lieux établis	X		Nationale	60 000	0	60 000	Min JEUNESSE	BM
	Action 35: Elaboration du plan stratégique sectoriel quinquennal de formation professionnelle	1) Plan disponible	X		Kinshasa	50 000	0	50 000	Min JEUNESSE	BM
				SOUS TOTAL (1)		87 057 435	1 176 430	85 881 005		
2. MODERNISA- TION DES STRUCTURES D'ENSEIGNE- MENT (Suite)	OBJECTIF 1 : AMELIORER L'ACCES , L'EQUITE ET LA QUALITE DE L'EDUCATION AINSI QUE LES CONDITIONS D'ACCUEIL A TOUS LES NIVEAUX									
	Action 1 : Construction d'une université moderne	1) Université construite	X	X	Maniema	4 170 625	4 170 625	0	Présidence	
	Action 2. Réhabilitation de l'Université Catholique de Bukavu	1) Université de BUKAVU réhabilitée	X	X	Sud -Kivu	1 000 000	1 000 000	0	Présidence	

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. MODERNISATION DES STRUCTURES D'ENSEIGNEMENT (Suite)	Action 3. Réhabilitation Auditoires et laboratoires de l'Université Pédagogique Nationale	1) Auditoires et laboratoires opérationnels	X	X	Kinshasa	1 619 442	0	1 619 442	MIN/ESU	BM-PARSE
	Action 4 : Réhabilitation des établissements	1) 42 établissements réhabilités	X	X	Nationale	15 451 175	9 441 527	0	MIN/ESU	
	Action 5 : Réhabilitation de l'IBTP-Kinshasa	1) IBTP-Kinshasa rénové	X	X	Kinshasa	4 761 086	4 761 086	0	Présidence	
	Action 6 : Réhabilitation de l'Université de Mbandaka.	1) Université de MBANDAKA réhabilitée	X	X	Equateur	282 896	282 896	0	Présidence	
	Action 7 : Réhabilitation et équipement en bancs de 243 écoles, y compris l'installation de points d'eau et de latrines (EPSP)	1) Nombre d'écoles réhabilitées et équipées	X	X	Nationale	5 844 000	0	5 844 000	MIN/EPSP	AFD (3.600.000) UNICEF (2.244.000)
	Action 8 : Constructions des écoles (méthodes classique et participative)	1) Nombre d'écoles construites (504 classes en primaire + 444 classes en secondaire)	X	X	Nationale	23 000 000	0	23 000 000	Min/ EPSP	BM-PARSE
	Action 9 : Réhabilitation et équipement du centre MBENSEKE FUTU à Kin (Educ. non formelle)	1) Centre réhabilité et équipé	X	X	Kinshasa	350 000	0	350 000	MAS	BAD
	Action 10 : Réhabilitation des bâtiments des organismes de recherche	1) 7 bâtiments réhabilités	X		Kinshasa	1 500 000	0	1 500 000	MRST	BELGIQUE
	Action 11: Réhabilitation et équipement des centres de formation professionnelle des jeunes	1) 2 CFP réhabilités et équipés	X	X	Kinshasa	627 030	0	627 030	Min JEUNESSE	APEFE/ CTB

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. MODERNISATION DES STRUCTURES D'ENSEIGNEMENT (Suite)	Action 12 : Production et distribution des programmes, des guides et supports pédagogiques de l'éducation non formelle	1) Nombre des programmes produits 2) Nombre des guides et supports pédagogiques distribués	X	X	National	345 000	0	345 000	MAS	BM- PARSE
	Action 13 : Acquisition des réactifs et produits chimiques des laboratoires des Facultés de Médecine, de Sciences, de Pharmacie et de Polytechnique.	1) Réactifs et produits chimiques disponibles	X		Kinshasa	68 845	68 845	0	MIN/ESU	
	Action 14 : Acquisition d'équipements scientifiques et autres matériels pour l'Université Pédagogique de Kinshasa	1) Nombre et type d'équipements scientifiques acquis	X	X	Kinshasa	1 852 632	0	1 852 632		BM-PARSE
	Action 15 : Acquisition d'équipements médico-chirurgicaux pour 36 ISTM.	1) Nombre et type d'équipements scientifiques acquis	X		Nationale	413 861	413 861	0	MIN/ESU	
	Action 16 : Remise de kits scolaires aux enseignants et élèves de l'école primaire	1) Nombre de kits distribués	X	X	Nationale	11 587 000	10 634 000	953 000	Min EPSP	UNICEF
	Action 17 : Distribution de manuels de lecture (français) et de mathématiques pour chaque élève en 1ère, 2ième, 3ième et 4ième primaire dans toutes les écoles publiques et privées	1) Nombre de manuels distribués	X	X	Nationale	22 526 000	0	22 526 000	Min EPSP	PARSE-IDA : 20.000.000 CTB :2.526.000
	Action 18 : Distribution de guides pédagogiques du maître complétant les manuels de lecture et de mathématiques	1) Nombre de guides pédagogiques distribués	X	X	Nationale	2 108 000	0	2 108 000	Min EPSP	CTB :(2.108.000) (training+ financ add.)
	Action 19 : Distribution des programmes et guides de rattrapage scolaire	1) Nombre de programmes et guides distribués	X		National	100 000	0	100 000	MAS	UNICEF

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. MODERNISATION DES STRUCTURES D'ENSEIGNEMENT (Suite)	Action 20: Acquisition d'un équipement pour le premier centre de recherche de radiothérapie	1) Equipement de radiothérapie acquis et installé	X	X	Kinshasa	3 000 000	0	3 000 000	MRST	AIEA
	Action 21 : Acquisition d'équipements technico scientifiques du CREN-K	1) Nombre et type d'équipements acquis	X	X	Katanga, Kasai-Oriental, Sud-Kivu	1 730 000	1 217	1 000 000	MRST	AIEA
	Action 22 : Mise en place du programme de télé médecine et de la télé éducation	1) Programme télé médecine et télé communication disponible	X		Kinshasa	260 200	200 200	60 000	MIN/ESU	INDE
	Action 23 : Mise en place des mécanismes de partenariat entre le secteur professionnel et les structures de formation	1) Cadre de concertation formel	X		Kinshasa	2 500	2 500	0	MIN/ESU	
	Action 24 : Intégration des cours d'Anglais et d'informatique dans toutes les filières d'études	1) Programme disponible, 2) Nombre d'établissements de l'ESU appliquant le programme	X	X	Nationale	6 250 000	0	6 250 000	MIN/ESU	BM
	Action 25 : Recrutement du corps académique et formation scientifique des chercheurs agricoles	1) Assistants recrutés 2) Chercheurs agricoles formés	X	X	Nationale	8177500	0	8 177 500	MIN/ESU et MRST	EU et FAO
	Action 26 : Formation des alphabétiseurs	1) 180 alphabétiseurs formés	X		Nationale	39 003	0	39 003	MAS	BAD-PASE
	Action 27 : Formation des gestionnaires des programmes d'alphabétisation	1) 220 gestionnaires formés	X	X	Nationale	75 000	0	75 000	MAS	BM-PARSE
	Action 28: Formation des éducateurs et inspecteurs des centres de formation professionnelle des jeunes	1) 150 éducateurs et 15 inspecteurs formés	X	X	National	3 845 107	0	3 845 107	Min JEUNESSE	APEFE/ CTB

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/PROJETS	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. MODERNISATION DES STRUCTURES D'ENSEIGNEMENT (Suite)	Action 29: Recyclage des inspecteurs au primaire et au secondaire	1) 300 inspecteurs recyclés au primaire 2) 500 inspecteurs recyclés au secondaire	X		National	254 000	0	254 000	Min EPSP	BAD, PASE
	SOUS TOTAL (2)					121 476 902	30 976 757	83 761 714		
3. RENFORCEMENT DE L'ENCADREMENT PEDAGOGIQUE	OBJECTIF 1: AMELIORER LA QUALITE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE									
	Action 1 : Elaboration de la pharmacopée congolaise traditionnelle	1) Pharmacopée congolaise traditionnelle élaborée	X	X	National	180 000	166 667	0	Min.RST/IRSS	GOUVERNEMENT
	Action 2 : Amélioration de la production végétale des 4 unités de production	1) Nombre d'unités de production améliorées	X		Bas-Congo, Bandundu, Kasai-Or., Katanga	130 000	0	130 000	Min.RST/INERA	CTB
	Action 3: Réorganisation des activités cartographiques de base	1) Nombre de activités cartographique réalisées	X	X	Kinshasa	910 000	0	910 000	Min.RST/ IGC	BELGIQUE-MRT
	Action 4 : Étude Géodynamique fondamentale pour la prévention des catastrophes naturelle	1) Études réalisées	X		Kinshasa Province Orientale et katanga	35 000	0	35 000	Min.RST/ IGP	BELGIQUE-MRT
	SOUS TOTAL (3)					1 255 000,00	166 666,67	1 075 000,00		
	TOTAL= (1)+(2)+(3)					209789 337,00	32319 853,33	170717 719,00		

SECTEUR : GENRE

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. EQUITÉ DU GENRE	OBJECTIF 1 : FINALISER LES DOCUMENTS DE POLITIQUE ET DES STRATEGIES D'INTEGRATION									
	Action1 : Elaboration du Document de Politique nationale sur le Genre, la Famille et l'Enfant	1) Document sur la Politique nationale sur le genre, la famille et l'enfant élaboré	X		Nationale	55 500	0	55 500	Min. GEFAE	PNUD
	Action 2: Mise à jour du Document des stratégies d'intégration du Genre dans les politiques et programmes de développement	1) Document actualisé	X		Nationale	67 500	0	67 500	Min. GEFAE	PNUD
	OBJECTIF 2 : FAIRE LE PLAIDOYER POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI SUR LA PARITE									
	Action 1 : Elaboration d'un document des mesures sur la mise en œuvre de la loi sur la parité	1) Document des mesures d'application disponible	X		Nationale	25 500	0	25 500	Min. GEFAE	PNUD
	OBJECTIF 3 : AMELIORER LES CAPACITES DE COORDINATION DU MINISTERE DE GEFAE									
	Action 1: Formation des agents et cadres du Ministère de GEFAE et des organisations partenaires de la Société Civile	1) Nombre d'Agents, Cadres et partenaires formés	X		Nationale	15 000	0	15 000	Min. GEFAE	UNFPA & PNUD
	Action 2: Acquisition des matériels et équipements	1) Type et quantité de matériels et équipements acquis	X		Nationale	30 000		30 000	Min. GEFAE	UNFPA & PNUD
	Action 3 : Création des Maisons de la femme	1) Nombre de Maisons de la femme créées	X		Nationale	300 000	0	300 000	Min. GEFAE	UNFPA

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en (\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1: EQUITE DU GENRE (Suite)	Action 4: Réalisation des études sectorielles sur les questions de Genre	1) Nombre d'études sectorielles réalisées	X		Nationale	87 000	0	87 000	Min. GEFAE	UNFPA & UNIFEM
	OBJECTIF 4 : RENFORCER LA CAPACITE ECONOMIQUE DES FEMMES									
	Action 1: Octroi des micro crédits à l'entrepreneuriat féminin	1) Nombre des femmes bénéficiaires	X		Nationale	500 000	0	500 000	Min. GEFAE	UNFPA ,PNUD
				TOTAL : 1 080 500 0 1 080 500						

SECTEUR : EAU ET ASSAINISSEMENT

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/PROJETS	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. LUTTE ANTI-EROSIVE	OBJECTIF 1 : GARANTIR LA PROTECTION DES OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT									
	Action 1 : Identification des ouvrages d'assainissement	1) Nombre d'ouvrages identifiés	X		Kinshasa, Matadi, Lubumbashi	52 300	52 300	0	Min. Environnement	
	Action 2 : Réhabilitation des ouvrages d'assainissement menacés	1) Nombre d'ouvrages réhabilités	X		Kinshasa, Matadi, Lubumbashi	400 000	400 000	0	Min. Environnement	—
2. LUTTE CONTRE LES VECTEURS DES MALADIES	OBJECTIF 1 : REDUIRE LES MALADIES LIEES A L'INSALUBRITE									
	Action 1 : Acquisition des matériels et produits pesticides	1) Type et quantité des matériels et produits acquis	X		Kinshasa, Matadi, Lubumbashi	43 079	43 079	0		
	Action 2 : Desinsectisation, dératisation et désinfection sous toutes les formes (mécanique, biologique, chimique, ...)	1) Aires désinfectées,désinsectisées et dératisées	X		Kinshasa, Matadi, Lubumbashi	21 539	21 539	0	Min. Environnement	
3. RENFORCEMENT DES CAPACITES DES LABORATOIRES DU PNA	OBJECTIF 1 : CONTROLER LA QUALITE DU MILIEU VITAL									
	Action 1 : Réhabilitation du bâtiment des laboratoires	1) Bâtiment réhabilité	X		Kinshasa	150 000	0	150 000	Min. Environnement	BAD
	Actions 2 : Acquisition d'équipements des laboratoires	1) Type et quantité d'équipements acquis	X		Kinshasa	350 000	0	350 000	Min. Environnement	BAD
4. ASSANISSEMENT DU MILIEU RURAL	OBJECTIF 1: REDUIRE LE TAUX DE MORBIDITE ET DE MORTALITE DUES AUX MALADIES LIEES A L'INSALUBRITE									
	Actions 1 : Constructions de 1 154 latrines publiques	1) Nombre des latrines construites	X	X	Tshikapa, Lisala, Kasangulu	5 000 000	0	5 000 000	—	BAD
	Actions 2 : Sensibilisation des bénéficiaires sur l'utilisation des latrines publiques	1) Nombre des personnes sensibilisées		X	Tshikapa, Lisala, Kasangulu	1 500 000	0	1 500 000	—	BAD
					TOTAL	7 516 918				

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
5. ACCES EN EAU POTABLE EN MILIEU RURAL	OBJECTIF 1: ACCROITRE LE TAUX DE DESSERTE EN EAU POTABLE EN MILIEU RURAL DE 17 A 21 %									
	Action1 : Aménagement de 715 sources d'eau en milieu rural	1) Nombre des sources aménagées	X	X	nationale	2 500 000	800 000	1 700 000	Min. Dével. Rural (SNHR) & ALE	BAD, GTZ, CROIX-ROUGE, UNICEF, EU, COOP. INDE
	Action 2 : Réhabilitation de 1 286 ouvrages d'eau (puits bisés protégés)	1) Nombre d'ouvrages réhabilités	X	X	nationale	4 500 000	400 000	4 100 000	Min. Dével. Rural (SNHR) & ALE	BAD, GTZ, CROIX-ROUGE, UNICEF, EU, COOP. INDE
	Action 3 : Construction de 353 adductions gravitaires et motorisées	1) Nombre d'adductions construites	X	X	nationale	30 000 000	1 500 000	28 500 000	Min. Dével. Rural (SNHR) & ALE	BAD, GTZ, CROIX-ROUGE, UNICEF, EU, COOP. INDE
	Action 4 : Construction de 177 nouveaux forages	1) Nombre des forages construits	X	X	nationale	15 000 000	930 000	14 070 000	Min. Dével. Rural (SNHR) & ALE	BAD, GTZ, CROIX-ROUGE, UNICEF, EU, COOP. INDE
	Action 5: Acquisition 26 sondeuses, 52 véhicules acquis et formation de 1 000 corps de métier s	1) Nombre des sondeuses et véhicules acquis 2) Nombre de corps de métiers formés	X	X	nationale	7 750 000	430 000	7 320 000	Min. Dével. Rural (SNHR) & ALE	BAD, GTZ, CROIX-ROUGE, UNICEF, EU, COOP. INDE
	Action 6 : Réalisation des études de 9 sites hydrauliques agro-pastoraux	1) Nombre d'études de sites hydrauliques agro-pastoraux réalisés	X	X	nationale	250 000	100 000	150 000	Min. Dével. Rural (SNHR) & ALE	BAD, GTZ, FAO, UNICEF, EU, COOP. INDE
				SOUS TOTAL		75 033 836	4 676 918	62 840 000		

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATIO N	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES		
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE	
6. ACCES A L'EAU POTABLE EN MILIEU URBAIN	OBJECTIF 1: AMELIORER LA DESSERTE EN EAU POTABLE EN MILIEUX URBAINS (Partie REGIDESO)										
	Action 1 : Réhabilitation des stations de pompage de Kisenso, Djelo - Binza, Maluku et forages de Kinkole	1) Station et forage réhabilités	X	X	Kinshasa	1 045 793,00	6 000,00	1 039 793,00	Min. Énergie Régideso	BELGIQUE	
	Action 2: Construction de la 2ème phase usine de Lukaya 18 000 m3 jour et réseau	1) 2ème phase de l’usine de Lukaya terminée	X	X	Kinshasa	25 000 000,00	0,00	25 000 000,00	Min. Énergie Régideso	Banque Mondiale	
	Action 3: Réhabilitation des réseaux secondaires et tertiaires dans les communes de Kitambo, Ngiri Ngiri, Kalamu, Lemba,Lingwala, Barumbu, Kinshasa, Bandalungwa et Matete	1) Réseaux secondaires et tertiaires réhabilité	X	X	Kinshasa	8 190 000,00	0,00	8 190 000,00	Min. Énergie Régideso	Union Européenne	
	Action 4 : Construction du canal d’amenée d’eau brute à la prise d'eau de Kinsuka	1) Canal construit	X		Kinshasa	1 981 470,00	0,00	1 981 470,00	Min. Énergie Régideso	Union Européenne	
	Action 5: Construction du 3ème module usine de Ndjili (110.000 m³/j) (Lot 1)	1) 3ème module construit	X	X	Kinshasa	33 200 000,00	0,00	33 200 000,00	Min. Énergie Régideso	Banque Mondiale	
	Action 6 : Réhabilitation du captage d’eau brute de Ndjili et renforcement du système de transfert d'eau au Sud de Kinshasa.(Lot 2)	1) Captage d'eau réhabilité 1) Système de transfert d'eau renforcé	X	X	Kinshasa	10 730 000,00	0,00	10 730 000,00	Min. Énergie Régideso	Banque Mondiale	
	Action 7 : Réhabilitation des modules 1&2 existants (Lot 3)	1) Modules réhabilités	X	X	Kinshasa	9 980 000,00	0,00	9 980 000,00	Min. Énergie Régideso	Banque	
	Action 8: Réhabilitation de l’atelier central	1) Atelier central opérationnel	X	X	Kinshasa	1 184 300,00	0,00	1 184 300,00	Min. Énergie Régideso	BAD	

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
6. ACCES A L'EAU POTABLE EN MILIEUX URBAINS (Suite)	Action 9: Réhabilitation du laboratoire central	1) Laboratoire central opérationnel	X	X	Kinshasa	315 000,00	0,00	315 000,00	Min. Énergie	BAD
	Action 10: Création du mini réseau pour alimenter 4 bornes fontaines à Kiki mi/Mokali dans la commune de Kimbanseke, Bibwa, quartiers Mikondo et Mpsa	1) 4 bornes fontaines disponibles	X	X	Kinshasa	200 000,00	200 000,00	200 000,00	Min. Énergie	Gouv./RDC
	Action 11: Construction d'une nouvelle usine de 50 000 m ³ par jour à l'usine de Lukunga	1) Usine construite	X	X	Kinshasa	41 890 000	0	41 890 000	Min. Énergie	Chine
	Action 12: Réhabilitation des stations de pompage de Masina, Gombele, Météo et Kintambo ; Renforcement canalisation entre usine de ndjili et aéroport 18 Km ; Réhabilitation 378 Km réseaux secondaire et tertiaire et branchements remplacement et installation de 250 000 compteurs ; Réhabilitation atelier compteurs de Kinshasa.	1) Stations réhabilitées 2) Canalisation renforcée 3) Réseaux secondaire et tertiaire réhabilités	X	X	Kinshasa	46 000 000,00	0	46 000 000,00	Min. Énergie	BANQUE
	Action 13: Etudes et réhabilitation de 5 centres secondaires: Kikwit, Kenge, Idiofa, Bulungu et Masimanimba.	1) 5 études réalisées 2) 5 Centres opérationnels	X	X	Bandundu	2 676 375	0	2 676 375	Min. Énergie	KFW

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
6. ACCES A L'EAU POTABLE EN MILIEUX URBAINS (Suite)	Action 14: Réhabilitation, extension du réseau et pose des branchements à Kasangulu.	1) Réseau opérationnel	X	X	Bas-Congo	496 868	0	496 868	Min. Énergie	Union Européenne
	Action 15: Construction 2 ^{ème} module de 10.000 m ³ /j d'eau de l'usine et réhabilitation du réseau de distribution à Boma	1) 2 ^{ème} Module construit 2) Réseau de distribution réhabilité	X	X	Bas-Congo	10 787 401	0	10 787 401	Min. Énergie	BAD
	Action 16 : Renforcement du système d'AEP de Kwilu Ngongo	1) système d'AEP efficace	X	X	Bas-Congo	65 000 000,00	0	65 000 000,00	Min. Énergie	BAD
	Action 17 : Réhabilitation installations de production de Soyo/Matadi	1) installation de Soyo opérationnel 2) 91 Km de canalisation posés 3) station R2 opérationnelle 4) 5000 branchements effectués 5) 10 000 compteurs placés 6) 100 bornes fontaines prêtes		X	Bas-Congo	20 000 000,00	0	20 000 000,00	Min. Énergie Régideso	BM PEMU
	Action 18: Etudes de faisabilité de forage à Mbanza Ngungu, Lukula et Kimpese	1) Etudes disponibles	X	X	Bas-Congo	30 000 000,00	0	30 000 000,00	Min. Énergie	BAD
	Action 19 : Etudes de réhabilitation et renforcement systèmes AEP de 5 centres Tshimbulu,+Lodja, Mwene Ditu,Ngandajika et Kabinda)	1) Etudes disponibles	X	X	Kasai-Oc.	3 261 840,00	0	3 261 840,00	Min. Énergie	KFW

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
6. ACCES A L'EAU POTABLE EN MILIEUX URBAINS (Suite)	Action 20: Réhabilitation des décanteurs à Kananga	1) décanteurs opérationnels	X	X	Kasaï Oc.	300 000,00	300 000,00	\$0	Min. Énergie	REGIDESO
	Action 21: Réhabilitation et renforcement système d'AEP et construction usine production eau potable à Tshikapa 2X25 000m3 par jour,;	1) 2X25 000m3 par jour disponibles	X	X	Kasaï-Oc.			BAD	Min. Énergie	BAD
	Action 22: Réhabilitation, extension et renforcement d'AEP à Mbuji Mayi	1) AEP élargie opérationnelle	X	X	Kasaï-Or	14 656 432,00		14 656 432,00	Min. Énergie	BADEA
	Action 23: Réhabilitation et renforcement des systèmes AEP (Mwene-Ditu, Ngandajika, Kabinda)	1) 5 centres secondaires opérationnels	X	X	Kasaï-Or				Min. Énergie	KFW
	Action 24 : Construction des socles en béton armé à Isiro pour la pose de 2 nouveaux décanteurs	1) 2 nouveaux décanteurs posés	X	X	Province Orientale	95 000,00	95 000,00	0	Min. Énergie	REGIDESO
	Action 25 : Construction station de pompage d'eau et pose de 4 Km tuyaux DN 200-300 FD, à GOMA	1) station opérationnelle 2) 4Km de tuyaux posés	X	X	Nord-Kivu	1 055 737,00	-	1 055 737,00	Min. Énergie	PNUD
	Action 26: Réhabilitation et renforcement et installations d'AEP à GOMA	1) AEP fonctionnelle	X	X	Nord-Kivu	2 200 000,00	-	2 200 000,00	Min. Énergie	BM
	Action 27: Réhabilitation et renforcement et des installations d'AEP à Bukavu	1) AEP fonctionnelle	X	X	Sud-Kivu	1 000 000,00	-	1 000 000,00	Min. Énergie	BM

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
6. ACCES A L'EAU POTABLE EN MILIEUX URBAINS (Suite)	Action 28 : Réhabilitation et des installations d'AEP à KINDU	1) AEP fonctionnelle	X	X	Maniema	720 000,00	-	720 000,00	Min. Énergie	BM
	Action 29 : Fourniture et montage des unités d'extraction du sel gemme à LUBUMBASHI	1) 3 unités installées			Katanga	845 000,00	-	845 000,00	Min. Énergie	BM
	Action 30 : Réhabilitation et renforcement des sources S1 et S2 à KASAPA (Kasapa : Captage 3 sources S3-S4-S5 , Execution et équipements 8 forages, Réhabilitation 2 forages à Unilu)	1) 5 sources réhabilitées	X	X	Katanga	20 000 000,00	-	20 000 000,00	Min. Énergie	BM
	Action 31 : Installation de 13 500 m PVC150, de captage des sources, d'équipements de forages et Construction des bornes fontaines à Gemena	1)13 500 m posés 2) Sources opérationnelles 3) Bonnes fontaines construites	X	X	Equateur	48 000,00	48 000,00	-	Min. Énergie	
	Action 32 : Réhabilitation des AEP à Lisala	1) AEP opérationnelles	X						Min. Énergie	BM
	SOUS TOTAL			354.349.820\$		352 859 216,00	649 000,00	319210216		
				TOTAL		427 893 052,00	5 325 918,00	382 050 216,00		

SECTEUR : PAUVRETE URBAINE

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/PROJETS	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. CADRE LEGALES DU SECTEUR ET PRODUCTION DES LOGEMENTS SOCIAUX	OBJECTIF 1 : Doter le Ministère d'un cadre légal et réglementaire et des plans de développement urbain									
	Action 1: Elaboration des plans de développement urbain en appui à la décentralisation	1) Plans élaborés	X	X	National	60 000	0	60 000	Min URB-HAB	PNUD
	OBJECTIF 2 : RESORBER LE DEFICIT EN LOGEMENT									
	Action 1: Construction des logements sociaux à Kinkole	1) 4002 des maisons construites	X	X	Kinshasa	52 000 000	6 000 000	0	Min URB-HAB	
	OBJECTIF 3 : ARRETER LA SPECULATION ET LES CONFLITS FONCIERS A L'EST									
	Action 1: Elaboration et mise en oeuvre de la stratégie de gestion foncière à l'EST de la RDC	1) Stratégie élaborée et mise en œuvre	X		Nord-Kivu	900 000	0	500 000	Min URB-HAB	UNHCR
2. RENFORCEMENT DES CAPACITES	OBJECTIF 1 : ASSURER LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES AGENTS DU SECTEUR									
	Action 1: Formation en planification participative , budget participatif local et égalité de genre	1) Nombre d'agents formés	X		Kinshasa	500 000	0	500 000	Min URB-HAB	AECI-Espagne
					TOTAL	53 460 000	6 000 000	1 060 000		

SECTEUR : PROTECTION SOCIALE

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. REDUCTION DES RISQUES AU SEIN DES POPULATIONS VULNERABLES	OBJECTIF 1: METTRE EN PLACE DES MESURES DE REDUCTION DE LA VULNERABILITE									
	Action 1: Mise en œuvre de la stratégie de protection sociale et inclusion des initiatives ad hoc pour soutenir les groupes vulnérables, y compris les orphelins de SIDA	1) Document de stratégie disponible et mis en œuvre	X	X	Nationale	125 650	0	125 650	Affaires Sociales	UNICEF ET USAID
	OBJECTIF 2 : METTRE EN PLACE UN MECANISME POUR L'IDENTIFICATION DES ASSOCIATIONS DES GROUPES VULNERABLES									
	Action1 : Réalisation d’une étude sur le mécanisme d’identification et de soutien aux associations des groupes vulnérables	1) Etude réalisée	X	X	Nationale	157 000	0	157 000	Affaires Sociales	BANQUE MONDIALE
	OBJECTIF 3: METTRE EN ŒUVRE DES POLITIQUES EN FAVEUR DES ORPHELINS ET ENFANTS VULNERABLES									
	Action 1: Elaboration des politiques en faveur des orphelins et enfants vulnérables	1) Document des politiques élaboré	X	X	Nationale	80 500	0	80 500	Affaires Sociales	UNICEF
	Action 2: Adoption d'un Plan d'Action National pour les orphelins et enfants vulnérables	1) P.A.N. adopté	X	X	Nationale	123 000	0	123 000	Affaires Sociales	UNICEF et USAID

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. CADRE NORMATIF DU SECTEUR	OBJECTIF 1 : METTRE EN PLACE LES INDICATEURS DE SUIVI DE L’ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE									
	Action1 : Etablissement d'un indice de protection sociale	1) Indice de PS établi		X	Kinshasa	235 000	0	235 000	Affaires Sociales	BANQUE MONDIALE
	Action 2 : Définition et suivi de principaux indicateurs de la pauvreté infantile	1) Répertoire des indicateurs élaboré		X		0	0	0	Affaires Sociales	BANQUE MONDIALE
	OBJECTIF 2 : ETABLIR UNE UNITE DE PROTECTION SOCIALE									
	Action 1: Mise en place d'une Unité de protection sociale des groupes vulnérables au sein du Ministère des Affaires Sociales	1) Arrêté portant création de l'Unité disponible 2) Unité opérationnelle	X	X	Kinshasa	1 000 000	0	1 000 000	Affaires Sociales	BANQUE MONDIALE
	Action 2: Evaluation des ménages confrontés à une insécurité sociale prononcée et élaboration des recommandations	1) Nombre des ménages évalués 2) Document des recommandations élaboré		X	Nationale	564 000	0	564 000	Affaires Sociales	BANQUE MONDIALE
	OBJECTIF 3 : AMELIORER LA QUALITE DES SERVICES OFFERTS AUX PERSONNES VULNERABLES									
	Action 1 : Adaptation de la législation du travail aux normes internationales	1) Textes légaux et réglementaires adaptés et publiés		X	Nationale	350 000	0	150 000	Affaires Sociales	UNICEF
	Action 2 : Création du fonds national d'insertion socio-économique des jeunes	1) Fonds créé		X	Nationale	130 000	0	130 000	Min. Jeunesse	CONFEJES
			TOTAL				2 765 150	0	2 565 150	
TOTAL PILIER III						949 244 788,00	59 419 025,33	743 126 967,00		

PILIER IV : LUTTE CONTRE LE VIH/sida

SECTEUR : VIH/sida

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/ MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATIO N	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. ACCELERATION ET ELARGISSEMENT DE LA PREVENTION DU VIH, PARTICULIEREME NT POUR LES FEMMES ET LES JEUNES	OBJECTIF 1 : FAIRE DE LA PREVENTION UNE PRIORITE NATIONALE									
	Action1 : Formulation et opérationnalisation d'une politique nationale de prévention	1) Document de politique nationale de prévention disponible	X	X	Nationale	50 600		46 000	PNMLS	IDA, UNFPA, ONUSIDA
	Action 2 : Formulation et opérationnalisation d'une politique de communication	1) Document de politique nationale de communication disponible 2) Plan d'actions de mise en œuvre disponible	X	X	Nationale	110 000	0	100 000	PNMLS	IDA
	Action 3: Organisation d'une campagne coordonnée de prévention dans 40 localités	1) 40 localités sensibilisées	X	X	Nationale	30 000	0	30 000	PNMLS	ONUSIDA, UNICEF
	Action 4 : Organisation des campagnes de prévention ciblées sur les axes de transport principaux: route, rail, fleuve, air	1) Nombre des campagnes	X	X	Nationale	5 000 000	0	5 000 000	MINISTERE DES TRANSPORTS, PNMLS	PAM, MONUC, ONUSIDA, UNICEF, BIT, PNUD/FM, UNESCO, UNC
	Action 5: Organisation d'une campagne de plaidoyer politique pour un renforcement de la prise en compte du VIH dans les actions du Parlement et du Gouvernement	1) Campagne organisée	X	X	Nationale	10 000	0	10 000	PNMLS	ONUSIDA

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/ MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATIO N	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. ACCELERATION ET ELARGISSEMENT DE LA PREVENTION DU VIH, PARTICULIEREME NT POUR LES FEMMES ET LES JEUNES (Suite)	OBJECTIF 2 : ASSURER L'ACCES UNIVERSEL AUX PRESERVATIFS									
	Action 1 : Adoption et opérationnalisation de la politique nationale sur les préservatifs	1) Document de politique nationale sur les préservatifs adopté 2) Plan stratégique de mise en œuvre disponible	X		Nationale				PNMLS	UNFPA, ASF/PSI
	Action 2 : Distribution de préservatifs	1) Au moins 120 millions préservatifs distribués par an	X	X	Nationale	56 000 000	0	50 562 231	Programmes Ministériels de lutte contre le sida	IDA, PNUD/FM, UNFPA. ASF/PSI
	OBJECTIF 3 : ASSURER L'ACCES UNIVERSEL AUX SERVICES DE PREVENTION									
	Action1 : Offre des services de transfusion sanguine selon le protocole en vigueur par au moins 10 CHRTS des ZS	1) Taux de couverture en sécurité transfusionnelle	X	X	Nationale	6 319 567	0	5 745 061	Mini Santé Publ (PNTS)	IDA, PNUD/FM, GTZ
	Action 2 : Offre des services de PTME, conseils et dépistage, traitement des IST	1) Taux de couverture des services de PTME	X		Nationale	4 335 540	0	3 941 400	Mini Santé Publ (PNLS, PNSR)	IDA, PNUD/FM, UNICEF, ACDI, UNC,
	Action 3 : Organisation des campagnes d'information et de sensibilisation sur le sida , les IST et la santé reproductive	1) Nombre des Campagnes d'information et sensibilisation organisées	X		Kinshasa et Tous les Chefs-Lieux de Provinces	1 650 000	0	1 650 000	Mini Santé Publ (PNLS, PNSR)	IDA, UNFPA

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/ MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1. ACCELERATION ET ELARGISSEMENT DE LA PREVENTION DU VIH, PARTICULIEREMENT POUR LES FEMMES ET LES JEUNES (Suite)	Action 4 : Opérationnalisation d'une stratégie incorporant l'éducation sur le SIDA, la santé de reproduction dans les curricula des écoles, des centres de formation et des universités	1) Stratégie d'éducation sur le SIDA et la santé de reproduction opérationnalisée dans 50 établissements	X		Nationale	80 000	0	80 000	Programmes Ministériels du Secteur de l'Education (ESU, EPSP, Jeunesse, Affaires Sociales, Santé)	IDA, UNFPA
	Action 5: Intégration de la prévention du VIH dans les programmes DDR	1) 40 000 démobilisés touchés par les actions de sensibilisation et prévention		X	Nationale	660 000	0	660 000	PNDRR	FAO, PNUD, ONUSIDA
2. ACCES UNIVERSEL GRATUIT AU DEPISTAGE, AU TRAITEMENT ET AUX SOINS CONTRE LE VIH DE FAÇON GRADUELLE	OBJECTIF 1 : ASSURER UNE STRATEGIE DURABLE DE LA PRISE EN CHARGE CORRECTE ET HOLISTIQUE DE LA PERSONNE VIVANT AVEC LE VIH									
	Action 1 : Dotation des laboratoires en matériels de diagnostic	1) Au moins 100 laboratoires bénéficiaires appuyés	X		Nationale	2 700 000	0	2 700 000	Mini Santé Pub (PNLS)	IDA, PNUD/FM,
	Action 2 : Formation des professionnels de santé pour le traitement et les soins	1) 2 512 professionnels de santé pour le traitement et les soins formés	X		Nationale	1 375 000	0	1 375 000	Mini Santé Pub (PNLS)	IDA, PNUD/FM,
	Action 3 : Prise en charge correcte des PVVIH supplémentaires dans au moins 500 formations médicales	1) 10.000 PVVIH supplémentaires sous ARV	X		Nationale	13 027 190	0	13 027 190	Mini Santé Pub (PNLS); UCOP+	IDA, PNUD/FM, Clinton Foundation, UNICEF

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/ MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2. ACCES UNIVERSEL GRATUIT AU DEPISTAGE, AU TRAITEMENT ET AUX SOINS CONTRE LE VIH DE FAÇON GRADUELLE (Suite)	Action 4 : Prise en charge des aspects VIH dans les interventions humanitaires	1) Aspects VIH pris en charge dans les interventions humanitaires	X	X	Nationale	300 000	0	300 000	PNMLS	ONUSIDA
3. ATTENUATION DE L'IMPACT DU VIH SUR LA COMMUNAUTE	OBJECTIF 1 : SOUTENIR LES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH ET CELLES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES AINSI QUE LEURS FAMILLES RESPECTIVES									
	Action1 : Mise en place d'un cadre de concertation pour le développement de partenariats avec le secteur privé centré sur la protection des opportunités d'emploi	1) Cadre de concertation mis en place	X		Nationale	2 640	0	2 400	PNMLS, Min Emploi, CIELS	IDA
	Action 2 : Mise en place sur le lieu du travail des politiques et programmes contre le VIH dans les entreprises	1) Politiques et programmes de lutte contre le VIH mis en place dans au moins 75% des entreprises /sociétés membres de l'ANEP et de la FEC	X		Nationale	118 501	0	107 728	PNMLS, CIELS, ANEP, FEC	IDA, PNUD/FM
	Action 3 : Appui aux initiatives des communautés de base qui encadrent les PVVIH	1) 1 100 Initiatives des communautés de base appuyées	X		Nationale	367 675	0	334 250	UCOP+	IDA
	Action 4 : Organisation des campagnes pour la réduction de l'incidence des viols sexuels en RDC, facteur de risque et de propagation du VIH	1) Nombre des campagnes organisées	X	X	Nationale	2 500 000	0	1 500 000	Min Genre Famille et Enfant,	UNFPA, UE

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/ MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATI ON	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
4. GESTION STRATEGIQUE ET COORDINATION DES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE LE VIH	OBJECTIF 1 : ASSURER LA GESTION STRATEGIQUE DES ACTIVITES DE LUTTE CONTRE LE SIDA CONFORMEMENT AUX TROIS PRINCIPES DE COORDINATION (Une autorité, un cadre stratégique unique national et un cadre unique de suivi-évaluation)									
	Action 1 : Elaboration d'un plan stratégique et des plans opérationnels de lutte contre le VIH	1) Plan stratégique national de lutte contre le sida disponible 2) Plans opérationnels disponibles dans 11 provinces	X		Nationale	500 000	0	300 000	PNMLS	IDA, ONUSIDA
	Action 2 : Elaboration et publication du rapport national 2008 sur la situation de l'épidémie	1) Rapport national disponible	X		Nationale		0	10 000	PNMLS	
	Action 3 : Constitution d'une base de données de suivi des financements et les dépenses liées au VIH	1) Base de données sur les financements et les dépenses liées au VIH disponible	X		Nationale	200 000	0	150 000	PNMLS	ONUSIDA, PNUD.ULCP
	OBJECTIF 2 : ASSURER LA COORDINATION DES POLITIQUES ET ACTIONS DE LUTTE CONTRE LE SIDA DANS DIFFERENTS SECTEURS									
	Action1 : Elaboration et mise en œuvre des politiques sectorielles	1) Document des politiques sectorielles disponible et opérationnel	X	X	Nationale	348 000,00	0	348 000	Ministères sectoriels	IDA, PNUD
	5. RECHERCHE SUR LE VIH/sida	OBJECTIF 1 : RENFORCER LES POTENTIALITES DE RECHERCHE CONTRE LE VIH/sida								
Action 1: Organisation des états de lieux de la recherche sur le VIH/sida		1) Etats de lieux organisés	X		Nationale	20 000,00	0	20 000,00	Min. de la Recherche Scientifique/CMLS	MAP/PNLS
TOTAL PILIER IV						95 704 713	0,00	87 999 260		

PILIER V : APPUYER LA DYNAMIQUE COMMUNAUTAIRE

SECTEUR : DYNAMIQUE COMMUNAUTAIRE

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/ MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
1.RENFORCEMENT DE LA CAPACITE DES INSTITUTIONS	OBJECTIF 1 : AMELIORER LA CAPACITE DES AUTORITES LOCALES DANS LA GESTION DU BUDGET ET DANS LA REGLEMENTATION DES SERVICES SOCIAUX DE BASE									
	Action 1 : Mise en place des fonds de développement communautaires dans les zones sélectionnées	1) Nombre des zones bénéficiaires 2) Nombre des Communautés bénéficiaires 3) Volume du fonds	X	X	Nationale	48 493 597	10 000 000	38 493 597	Min Dév. Rural, Min Plan; Société Civile et Secteur privé	JICA, DFID, USAID, PNUD, BAD, BM, MONUC, EU
	OBJECTIF 2 : CRÉER DES PARTENARIATS STRATEGIQUES ENTRE SOCIETE CIVILE ET POUVOIRS LOCAUX									
	Action1 : Mise en place des Comités de développement communautaires dans les zones sélectionnées	1) Nombre de CLD opérationnels par entité provinciale 2) Nombre des Communautés bénéficiaires	X	X	Nationale	15 605 611	3 000 000	12 605 611	Min Dév. Rural, Min Plan; Société Civile et Secteur privé	JICA, Dfid, USAID, PNUD, BAD, BM, MONUC, EU,USAID
	Action 2 : Renforcement des capacités des organisations locales dans les domaines de l'élaboration, du suivi et de l'évaluation des plans locaux de développement communautaire	1) Nombre des communautés de base renforcées		X	Nationale	31 277 796	5 000 000	26 277 796	Min Dév. Rural, Min Plan; Société Civile et Secteur privé	JICA, Dfid, USAID, PNUD, BAD, BM, MONUC, EU,USAID

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/ MESURES	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛTS ESTIMES en(\$)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
2.ACCROISSE- MENT DES OPPORTUNITES D'EMPLOI ET DES MOYENS DE SUBSISTANCE	OBJECTIF 1 : CRÉER DES MICRO CREDITS EN FAVEUR DES GROUPES VULNERABLES ET APPUYER LES COOPERATIVES									
	Action1 : Elaboration de l’annuaire facilitant l’accès des groupes vulnérables aux projets générateurs de revenus dans les zones ciblées	1) Annuaire élaboré	X	X	Nationale	48 600 000	2 000 000	46 600 000	Min Dév. Rural, Min Plan; Société Civile et Secteur privé	JICA, DFID, USAID, PNUD, BAD, BM, MONUC, EU,USAID
	Action 2 : Adoption d’une loi sur les coopératives et associations des producteurs	1) Loi sur les coopératives et associations des producteurs adoptée 2) Nombre de leaders formés	X	X	Nationale	500 000	100 000	400 000	Min Dév. Rural, Min Plan; Société Civile et Secteur privé	JICA, DFID, USAID, PNUD, BAD, BM, MONUC, EU,USAID
	OBJECTIF 2 : METTRE EN PLACE DES PROGRAMMES DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE POUR LES FEMMES ET LES JEUNES									
	Action 1 : Formation des groupes vulnérables aux techniques de gestion des projets générateurs de revenus dans les zones ciblées	1) Nombre de leaders formés au sein des groupes vulnérables 2) Nombre de Séminaires de formations organisés	X	X	Nationale	5 000 000	500 000	4 500 000	Min Dév. Rural, Min Plan; Société Civile et Secteur privé	JICA, DFID, USAID, PNUD, BAD, BM, MONUC, EU,USAID
3: PARTICIPATION EFFICACE DES COMMUNAUTES AUX PROGRAMMES DE REDUCTION DE LA PAUVRETE	OBJECTIF 1 : CLARIFIER LES STATUTS ET LES DROITS LEGAUX DES ORGANISATIONS DES COMMUNAUTES DE BASE									
	Action 1 : Elaboration et adoption de la loi sur les organisations communautaires	1) Projet de loi élaboré 2) Loi adoptée	X	X	Nationale	500 000	0	500 000	Min Dév. Rural, Min Plan; Société Civile et Secteur privé	JICA, DFID, USAID, PNUD, BAD, BM, MONUC, EU,USAID

PROGRAMMES	OBJECTIF/ACTIONS/PROJETS	INDICATEUR DE RESULTAT	ECHEANCE		LOCALISATION	COÛT(USD)	FINANCEMENT (USD)		STRUCTURES RESPONSABLES	
			2009	2010			INTERNE/BI	EXTERNE	NATIONALE	INTERNATIONALE
3: PARTICIPATION EFFICACE DES COMMUNAUTES AUX PROGRAMMES DE REDUCTION DE LA PAUVRETE (Suite)	OBJECTIF 2 : AMELIORER LES PROCEDURES BUREAUTIQUES DES PROGRAMMES DE REDUCTION DE LA PAUVRETE									
	Action 1 : Identification des procédures bureaucratiques qui font obstacle à la participation efficace des communautés	1) Commissions techniques des communautés locales mises en place 2) Manuel de procédures disponible	X	X	Nationale				Min Dév. Rural, Min Plan; Société Civile et Secteur privé	JICA, DFID, USAID, PNUD, BAD, BM, MONUC EU,USAID
						11 720 741	300 000	11 420 741		
TOTAL PILIER						161 697 745	20 900 000	140 797 745		

ANNEXE :

TABLEAUX SUR LE CADRE MACROECONOMIQUE A MOYEN TERME
DISCUTE AVEC LES SERVICES U FMI EN AOUT 2009

Tableau I :

Tableau I. République Démocratique du Congo: Indicateurs Economiques et Financiers, 2007-12

	2007	2008		2009	2010	2011	2012
	Est.	Rev SMP	Est.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)							
Production et Prix							
PIB en prix constants	6,3	10,0	6,2	2,7	5,4	7,2	6,9
Déflateur du PIB	17,8	17,4	19,4	29,1	14,0	13,0	10,0
Prix à la consommation, moyenne annuelle	16,7	17,5	18,0	39,2	14,6	13,5	10,5
Prix à la consommation, fin de période	10,0	23,5	27,6	31,2	15,0	12,0	9,0
Secteur extérieur							
Exportations, f.o.b. (en dollars E.U.)	109,6	35,1	7,2	-47,4	11,9	19,5	15,0
Importations, f.o.b. (en dollars E.U.)	81,8	29,7	27,6	-25,4	17,6	20,9	-0,6
Exportations (volume)	75,0	23,1	-3,9	-29,3	5,1	16,6	12,9
Importations (volume)	69,0	15,2	15,8	-15,8	13,4	18,1	-2,6
Termes d'échange	11,3	-2,6	1,1	-16,1	2,7	0,1	-0,1
Taux de change effectif nominal 1/	-15,5	...	-11,7	...	...	...	...
Taux de change effectif réel 1/	-3,1	...	-0,7	...	...	...	...
(Variation annuelle de la masse monétaire au sens large en début de période, sauf indication contraire)							
Monnaie et crédit							
Monnaie et quasi-monnaie	49,5	30,2	55,7	26,0	...	...	...
Avoirs extérieurs nets	30,8	14,9	-6,0	5,0	...	...	...
Avoirs intérieurs nets	20,2	16,4	65,6	22,1	...	...	...
Crédits intérieurs	29,5	11,5	6,4	13,2	...	...	...
Dont :							
Crédit net à l'Etat	10,3	-7,9	11,3	-14,4	...	...	...
Crédit au secteur privé (variation annuelle en %)	73,6	73,0	141,9	44,0	...	...	...
(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)							
Finances de l'administration centrale							
Recettes (hors dons)	14,8	16,3	18,5	18,0	17,7	19,2	20,9
Dons (incluant aides humanitaires)	1,5	4,5	1,9	9,4	7,3	7,5	7,1
Dépenses totales 2/	18,8	19,2	22,7	29,0	35,6	35,0	34,5
Solde budgétaire intérieure (base caisse)	0,8	1,9	0,9	-1,4	-0,6	-0,4	0,1
Solde général (base ordonnancement)	-2,5	1,6	-2,4	-1,6	-10,5	-8,3	-6,5
Solde général consolidé (base caisse) 3/	-3,1	1,0	-3,1	-2,6	-11,4	-9,0	-7,1
Investissement et Epargne							
Epargne nationale brute	16,7	15,2	6,6	6,9	6,1	6,4	8,6
Gouvernement	-1,0	2,7	-0,5	0,6	-0,3	1,8	3,4
Non-gouvernement	17,7	12,5	7,1	6,3	6,4	4,6	5,2
Investissement brut	18,3	20,4	22,0	22,8	33,0	36,9	32,3
Gouvernement 4/	2,4	3,4	3,7	8,8	17,6	17,6	17,0
Non-gouvernement	15,9	17,0	18,2	13,9	15,4	19,2	15,3
Balance des paiements							
Exportations de biens et services	65,5	49,2	61,3	37,7	36,9	39,7	41,7
Importations de biens et services	68,9	53,4	76,4	61,9	65,0	71,2	65,9
Compte courant extérieur, dons inclus	-1,5	-5,2	-15,4	-15,9	-26,8	-30,5	-23,8
Compte courant, dons exclus	-9,0	-7,7	-24,2	-29,5	-33,4	-36,4	-29,2
Compte courant, dons incl., après allègement dette 5/	-1,6	-2,2	-15,4	-13,9	-24,4	-27,9	-21,1
Réserves officielles brutes (fin de période), en millions de dollars des E.-U.	180,6	200,0	77,8	1 069	1 350	1 411	1 618
Réserves officielles brutes (fin de période), en semaines d'importations de biens et services hors aide	1,5	1,1	1,0	11,3	11,2	11,7	12,4
(En millions de dollars des E.-U.; sauf indication contraire)							
Dettes extérieures publiques							
Total, incluant FMI 5/	10 524	10 353	13 481	13 713	4 603	5 954	7 232
Valeur actuelle nette 6/	7 986	7 856	10 229	9 306	3 285	4 299	5 189
Valeur actuelle nette (en pourcentage des exportations de biens et services) 6/	195,2	166,0	180,9	156,8	62,5	92,6	98,8
Service de la dette (prévu, et hors arriérés)	370,5	291,4	291,4	257,3	154,5	207,5	223,0
En pourcentage des exportations de biens et services	5,7	4,6	4,1	6,2	3,4	3,9	3,7
En pourcentage des recettes gouvernementales	22,8	11,0	12,4	8,5	5,1	5,9	5,5
Taux de change							
Moyen	516,0	...	563	...	...	...	...
Fin de période	503,0	...	639	...	...	...	...
Pour mémoire:							
PIB en valeur nominale (milliards de francs congolais)	5 148	6 942	6 526	8 649	10 391	12 590	14 806

Sources: Données fournies par les autorités congolaises; et estimations et projections des services du FMI.

